



RECUEIL
DES ACTES ADMINISTRATIFS
- EDITION SPECIALE -
-
DÉCEMBRE 2018

COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

TABLE DES MATIERES

SOMMAIRE	03
----------	----

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

<i>Délibérations de l'Assemblée de Martinique</i>	04
---	-----------

Séance du mercredi et jeudi 19 et 20 décembre 2018	05
--	----

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATIONS DE L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

SEANCE DU MERCREDI ET JEUDI 19 ET 20 DÉCEMBRE 2018

N° 18-525-1 – PORTANT MODIFICATION DES TARIFS D'OCTROI DE MER ET D'OCTROI DE MER REGIONAL APPLICABLES EN MARTINIQUE

05

N° 18-526-1 – PORTANT MODIFICATION DES ANNEXES DE LA DELIBERATION N°17-534-1 DU 20 DECEMBRE 2017 RELATIVE A LA REPARTITION DU PRODUIT DE LA TAXE SPECIALE DE CONSOMMATION SUR LES CARBURANTS

09

N° 18-527-1 – PORTANT EXONÉRATION DE LA TAXE SPÉCIALE DE CONSOMMATION (TSC) ET D'OCTROI DE MER POUR LES PRODUITS PÉTROLIERS DESTINÉS À L'AVITAILLEMENT DES VÉHICULES NAUTIQUES À MOTEUR (VNM) ET DES NAVIRES UTILISÉS DANS LE CADRE D'UNE ACTIVITÉ NAUTIQUE DONNANT LIEU À PRESTATION DE SERVICE À TITRE ONÉREUX À DES FINS COMMERCIALES

22

N° 18-528-1 – PORTANT MODIFICATION DE LA LISTE DES BIENS EXONÉRÉS DANS LA DELIBERATION N°17-517-1 DU 20 DECEMBRE 2017 PORTANT EXONÉRATION DE LA TAXE D'OCTROI DE MER ET D'OCTROI DE MER RÉGIONAL AUX ACTIVITÉS DE SECOURS, D'INCENDIE ET DE SAUVETAGE EN MER

25

N° 18-535-1 – PORTANT AUTORISATION DE SIGNATURE DES AVENANTS DE TRANSFERT DES CONTRATS DE PRETS RELATIFS ATTACHES AUX ACTIFS NECESSAIRES AU TCSP TRANSFERES PAR LE SYNDICAT MIXTE A LA COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE

28

N° 18-536-1 – PORTANT APPROBATION ET AUTORISATION DE SIGNATURE DE L'AVENANT A LA CONVENTION QUADRIpartite RELATIVE AU TCSP ET DE LA CONVENTION QUADRIpartite MODIFIÉE

46



DÉLIBÉRATIONS

~ ~ ~ ~ ~

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20181219-18-525-1-DE
Date de télétransmission : 21/12/2018
Date de réception préfecture : 21/12/2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-525-1

PORTANT MODIFICATION DES TARIFS D'OCTROI DE MER ET D'OCTROI DE MER REGIONAL APPLICABLES EN MARTINIQUE

L'An deux mille dix-huit, le vingt décembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michel BRANCHI, Clément CHARPENTIER-TITY, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Francine CARIUS (procuration à Lucien RANGON), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Félix CATHERINE (procuration à Daniel ROBIN), Manuella CLEM-BERTHOLO (procuration à Lucien ADENET), Georges CLEON (procuration à Richard BARTHELERY), Catherine CONCONNE (procuration à David ZOBDA), Gilbert COUTURIER, Christiane EMMANUEL (procuration à Marie-France TOUL), Johnny HAJJAR, Eugène LARCHER (procuration à Clément CHARPENTIER-TITY), Lucie LEBRAVE, Denis LOUIS-REGIS (procuration à Louise TELLE), Charles-André MENCE, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA (procuration à Christiane BAURAS), Justin PAMPHILE (procuration à Jenny DULYS-PETIT), Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Marie-Frantz TINOT (procuration à Claude BELLUNE), Sandra VALENTIN, (procuration à Patricia TELLE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le règlement (CEE) n° 2658/87 du Conseil, du 23 juillet 1987, relatif à la nomenclature tarifaire et statistique et au tarif douanier commun, modifié, tel qu'applicable au jour de l'adoption de la présente délibération ;

Vu la décision n° 940/2014/UE du Conseil de l'Union Européenne en date du 17 décembre 2014 relative au régime de l'octroi de mer dans les régions ultrapériphériques françaises ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu le code des douanes ;

Vu le décret n° 2015-1077 du 26 août 2015 pris pour l'application de la loi n° 2004-639 du 2 juillet 2004 relative à l'octroi de mer, telle que modifiée par la loi n° 2015-762 du 29 juin 2015 ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°18-117-1 du 4 avril 2018 portant sur la mise à jour des tarifs d'octroi de mer ;

Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE conseiller exécutif, en charge des affaires financières et budgétaires, octroi de mer, fiscalité, fonds européens et questions européennes, tourisme ;

Vu l'avis émis conjointement par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité et la commission développement économique et tourisme, le 11 décembre 2018 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est approuvée la modification comme suit dans les articles suivants, de la délibération de l'Assemblée de Martinique n°18-117-1 du 4 avril 2018 portant mise à jour des tarifs d'octroi de mer.

ARTICLE 2 : Les tarifications des nomenclatures repris dans le tableau suivant modifient les tarifs d'octroi de mer de la délibération de l'Assemblée de Martinique n°18-117-1 du 4 avril 2018.

Code SH	Désignations des marchandises	OM	OMR	OMI	OMIR	Observations
12129300	Cannes à sucre, fraîches, réfrigérées, congelées ou séchées, même pulvérisées	0	1,5	0	1,5	
2008805090	Fraises sans addition d'alcool, mais avec addition de sucre, en emballages immédiats d'un contenu net > 1 kg autres qu'en flocons et en poudre, avec ou sans addition d'amidon	0	2,5	0	2,5	
2008994899	Mangues, mangoustans, papayes, tamarins, 0 2,5 0 2,5 pommes de cajou, litchis, fruits du jaquier (pain des singes), sapotilles, fruits de la passion, caramboles et pitahayas, préparés ou conservés, sans addition d'alcool, mais avec addition de sucre, en emballages immédiats d'un contenu net > 1 kg, autres qu'en flocons et en poudre, avec ou sans addition d'amidon et autres que purée de mangue: • non obtenue à partir de concentré, • du genre Mangifera, • d'une valeur Brix supérieure ou égale à 14 mais n'excédant pas 20, destinée à la fabrication de produits de l'industrie des boissons	0	2,5	0	2,5	
85437070	Cigarettes électroniques	7	2,5	7	2,5	

ARTICLE 3 : Les désignations reprises dans le tableau suivant remplacent pour les codes indiqués celles existantes dans les tarifs d'octroi de mer de la délibération de l'Assemblée de Martinique n°18-117-1 du 4 avril 2018.

CODE SH	Désignations des marchandises
200811	Arachides
20081191	Arachides autrement préparées, conservées ou grillées en emballages immédiats d'un contenu net > 1 kg

ARTICLE 4 : Les nomenclatures reprises dans le tableau suivant sont supprimées dans les tarifs d'octroi de mer de la délibération de l'Assemblée de Martinique n°18-117-1 du 4 avril 2018.

Code SH	Désignations des marchandises	Observations
2007109995	Préparations homogénéisées autres que celles à base de fruits tropicaux, figues, pistaches ou noisettes, présentées sous la forme de préparations finement homogénéisées, conditionnées pour la vente au détail comme aliments pour enfants ou pour usages diététiques, en récipients d'un contenu <= 250 g (à l'excl. des produits d'une teneur en sucre > 13%)	Code supprimé
2008805010	en flocons et en poudre, avec ou sans addition d'amidon	Code supprimé
2009899917	Jus de bleuets en poudre	Code supprimé
2009905939	Mélanges de jus d'agrumes non fermentés, sans addition d'alcool, d'une valeur Brix <= 67 à 20°C et d'une valeur > 30 ª par 100 kg poids net (à l'excl. des produits contenant des sucres d'addition, des mélanges de jus de pomme et de jus de poire ainsi que des mélanges de jus d'agrumes et de jus d'ananas)	Code supprimé
2309909691	Autres aliments pour chiens ou chats, non conditionnés pour la vente au détail	Code supprimé
2309909699	autres	Code supprimé

ARTICLE 5 : Sont approuvées les modifications suivantes de la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 18-117-1 du 4 avril 2018 à compter du 1^{er} janvier 2019.

a- Liste des nomenclatures créées applicables au 1^{er} janvier 2019

CODE DU SH	DESIGNATION DES MARCHANDISE	TAUX OM	TAUX OMR	TAUX OMI	TAUX OMIR
03083080	autres méduses	15	2,5	15	2,5
27101250	autres essences pour moteur d'une teneur en plomb excédant 0,013 g par l	7	2,5	7	2,5
76061211	Bandes pour corps de boîtes boisson (en alliage d'aluminium)	7	2,5	7	2,5
76061219	Bandes pour couvercles de boîtes boisson et bandes pour anneaux de boîtes boisson (de forme carrée ou rectangulaire en alliage d'aluminium)	7	2,5	7	2,5
84431332	autres machines et appareils à imprimer offset, neufs pour feuilles d'un format n'excédant pas 53 x 75 cm	7	2,5	7	2,5
84431334	autres machines et appareils à imprimer offset, neufs pour feuilles d'un format excédant 53 x 75 cm mais n'excédant pas 75 x 107 cm	7	2,5	7	2,5
84431338	autres machines et appareils à imprimer offset, neufs pour feuilles d'un format excédant 75 x 107 cm	7	2,5	7	2,5

b- Liste des désignations modifiées à compter du 1^{er} janvier 2019

CODE DU SH	DESIGNATION DES MARCHANDISE	OM	OMR	OMI	OMIR
76061220	autres, de forme carrée ou rectangulaire en alliage d'aluminium, peintes, vernies ou revêtues de matière plastique	7	2,5	7	2,5
76061292	autres, de forme carrée ou rectangulaire en alliage d'aluminium, d'une épaisseur inférieure à 3mn	7	2,5	7	2,5

c- Liste des nomenclatures supprimées à partir du 1^{er} janvier 2019

CODE DU SH	DESIGNATION DES MARCHANDISES
03083010	Méduses [Rhopilema spp.], vivantes, fraîches ou réfrigérées
03083090	Méduses [Rhopilema spp.], fumées, séchées, salées ou en saumure
27101251	Essences pour moteur, d'une teneur en plomb > 0,013 g/l, avec un indice d'octane recherche (IOR) < 98 (à l'excl. des essences d'aviation)
27101259	Essences pour moteur, d'une teneur en plomb > 0,013 g/l, avec un indice d'octane recherche (IOR) >= 98 (à l'excl. des essences d'aviation)
84431331	Machines et appareils à imprimer offset, alimentés en feuilles, neufs, pour feuilles d'un format <= (52 x 74 cm) mais > (22 x 36 cm)
84431335	Machines et appareils à imprimer offset, alimentés en feuilles, neufs, pour feuilles d'un format > (52 x 74 cm) mais <= (74 x 107 cm)
84431339	Machines et appareils à imprimer offset, alimentés en feuilles, neufs, pour feuilles d'un format > (74 x 107 cm)

En cas de modification de positions tarifaires par l'Union Européenne, les présents tarifs sont valables *mutatis mutandis* jusqu'à l'adoption d'une nouvelle décision.

ARTICLE 6 : Le Directeur général des services de la Collectivité Territoriale de Martinique et le Directeur régional des douanes sont chargés chacun en ce qui le concerne de la mise en oeuvre de cette présente délibération.

ARTICLE 7 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 8 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 9 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 19 et 20 décembre 2018. /

Le Président de l'Assemblée de Martinique





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20181220-18-526-1-DE
Date de télétransmission : 21/12/2018
Date de réception préfecture : 21/12/2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-526-1

PORTANT MODIFICATION DES ANNEXES DE LA DELIBERATION N°17-534-1 DU 20 DECEMBRE 2017 RELATIVE A LA REPARTITION DU PRODUIT DE LA TAXE SPECIALE DE CONSOMMATION SUR LES CARBURANTS

L'An deux mille dix-huit, le vingt décembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michel BRANCHI, Clément CHARPENTIER-TITY, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Francine CARIUS (procuration à Lucien RANGON), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Félix CATHERINE (procuration à Daniel ROBIN), Manuella CLEM-BERTHOLO (procuration à Lucien ADENET), Georges CLEON (procuration à Richard BARTHELERY), Catherine CONCONNE (procuration à David ZOBDA), Gilbert COUTURIER, Christiane EMMANUEL (procuration à Marie-France TOUL), Johnny HAJJAR, Eugène LARCHER (procuration à Clément CHARPENTIER-TITY), Lucie LEBRAVE, Denis LOUIS-REGIS (procuration à Louise TELLE), Charles-André MENCE, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA (procuration à Christiane BAURAS), Justin PAMPHILE (procuration à Jenny DULYS-PETIT), Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Marie-Frantz TINOT (procuration à Claude BELLUNE), Sandra VALENTIN, (procuration à Patricia TELLE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des douanes ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu l'arrêté du 14 avril 2015 précisant les modalités de remboursement de la taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques dans le cadre des régimes visés aux articles 265 C, 265 bis et 265 nonies du code des douanes ;

Vu l'arrêté du 18 décembre 2015 modifiant l'arrêté du 14 avril 2015 précisant les modalités de remboursement d'une fraction de la taxe intérieure de consommation sur le gazole utilisé par certains véhicules routiers ;

Vu la délibération du Conseil Régional de Martinique n° 97-858 du 18 décembre 1997 relative à la mise en place d'un régime permanent de détaxe au profit des taxis de place ;

Vu la délibération du Conseil Régional de Martinique n°01-1442 du 28 janvier 2001 portant répartition du produit de la taxe spéciale de consommation sur les carburants ;

Vu la délibération du Conseil Régional de Martinique n° 04-1023 du 15 septembre 2004 portant mesure de détaxe sur les carburants en faveur des taxis collectifs ;
Vu la délibération du Conseil Régional de Martinique n° 05-67 de mars 2005 portant mesure de détaxe sur les carburants en faveur des transporteurs indépendants par cars grandes lignes ;
Vu la délibération du Conseil Régional de Martinique n° 09-431-5 du 14 mai 2009 portant détaxe d'un carburant en faveur des transporteurs routiers de marchandises ;
Vu la délibération du Conseil Régional de Martinique n°10-990-1 du 05 août 2010 portant complément à la délibération n° 09-431-5 du 31 mars 2009 portant détaxe d'un carburant en faveur des transporteurs routiers de marchandises ;
Vu la délibération du Conseil Régional de Martinique n°14-2161-2 du 18 décembre 2014 portant instauration d'une autorité organisatrice de transports unique et d'un périmètre unique des transports, publiée au JORF n°0017 du 21 janvier 2015 ;
Vu la délibération du Conseil Régional de Martinique n°15-1953 du 12 novembre 2015 portant modification de la délibération n°09-431-5 du 12 novembre 2015 portant détaxe au profit des transporteurs routiers de marchandises ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-228-1 du 4 octobre 2016 portant règles constitutives, compétences et régime financier de Martinique transport (habilitation transport), publiée au JORF du 26 novembre 2016 sous le n°CTRX1632510X ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-378-1 du 28 décembre 2016 portant modification des fiscalités applicables à certains produits pétroliers ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°17-534-1 du 20 décembre 2017 portant répartition du produit de la taxe spéciale de consommation sur les carburants ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE conseiller exécutif, en charge des affaires financières et budgétaires, octroi de mer, fiscalité, fonds européens et questions européennes, tourisme ;
Vu l'avis émis conjointement par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité et la commission développement économique et tourisme, le 11 décembre 2018 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est approuvée la modification des modalités de mises en œuvre, des procédures de remboursement de la Taxe Spéciale de Consommation (TSC) aux professionnels repris aux annexes n°1, 2, 3, 4 et 5 de la délibération n°17-534-1 du 20 décembre 2017 portant répartition du produit de la Taxe Spéciale de Consommation (TSC).

ARTICLE 2 : Les annexes 1, 2, 3, 4 et 5 de la délibération n°17-534-1 sont modifiées et remplacées par les annexes de la présente délibération.

ARTICLE 3 : Les différentes dispositions sont applicables à partir du 1^{er} janvier 2019.

ARTICLE 4 : Le Directeur général des services de la Collectivité Territoriale de Martinique et le Directeur interrégional des douanes sont chargés chacun en ce qui le concerne de la mise en œuvre de la présente délibération.

ARTICLE 5 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 7 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 19 et 20 décembre 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique



Annexe 1 à la délibération n° 18-526-4
Transporteurs routiers de marchandises

1 - Produits ouvrant droit à la détaxe :

- ✓ Gazole présentant un point d'éclair inférieur à 120° C

2 - Activités ouvrant droit à la détaxe :

Transporteurs routiers de marchandises

Les bénéficiaires sont des personnes physiques ou morales ayant la qualité de transporteur routier de marchandises et titulaires d'une licence de transport en cours de validité.

Ils sont régulièrement inscrits à la chambre des métiers ou de commerce et à jour de leurs cotisations sociales.

Les entreprises sont inscrites à un registre tenu par le Préfet de région et géré par la DEAL (direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement).

Les entreprises de transport routier de marchandises doivent respecter les directives du «paquet routier».

Le demandeur du remboursement doit être :

- Soit propriétaire du véhicule au dernier jour du semestre, période pour laquelle le remboursement est demandé (son nom ou sa raison sociale doit figurer sur le certificat d'immatriculation du véhicule)
- Soit titulaire d'un contrat de crédit-bail
- Soit titulaire d'un contrat de location de plus de 2 ans

NB : le locataire d'un contrat de crédit bail ou d'un contrat de location est prioritaire sur le propriétaire pour demander le remboursement, à condition de joindre une copie du contrat à la demande de remboursement.

3 - Modalités de mise en œuvre :

a - Les niveaux de remboursement

- 100 % de la TSC sur la base de 0,2809 € le litre ;
- Une consommation réelle plafonnée à 8 000 litres par véhicule agréé. Cette consommation s'apprécie par véhicule agréé affecté à l'exercice de la profession pendant une année entière.

b – Période de prise en charge

- Les demandes annuelles doivent être déposées à posteriori sur la base de la consommation de l'année précédente jusqu'au 30 septembre de la deuxième année consécutive.

c- Eléments relatifs à la demande

- Formulaire à récupérer en ligne sur le site de la collectivité ou à retirer auprès des services,
- Ou déclaration en ligne sur le site de la collectivité,
- La carte grise du véhicule,

- Permis de conduire en cours de validité,
- Certificat de visite technique en cours de validité au cours de l'année pour laquelle la déclaration est effectuée ou au plutôt le 1er janvier de l'année pour laquelle la déclaration est effectuée pour ceux ayant cessé leur activité après le 31 décembre de cette année,
- Extrait K'Bis pour les sociétés, ou D1 ou extrait K de moins de 3 mois,
- Licence à jour,
- Justificatif d'achat de carburant (relevé annuel, factures, ...) par véhicule,
- RIB,
- Certificat de cession du véhicule si un changement du véhicule a été effectuée en cours d'année

Annexe 2 à la délibération n° 18- 526 - 4 Ambulanciers

1 - Produits ouvrant droit à la détaxe :

- ✓ Essences et supercarburants à forte teneur en hydrocarbures aromatiques
- ✓ Essences et supercarburants
- ✓ Gazole présentant un point d'éclair inférieur à 120° C

2 - Activités ouvrant droit à la détaxe :

Ambulancier

Les activités concernant le transport sanitaire de patients ou blessés sur prescription médicale ou en cas d'appel d'urgence.

L'ambulancier doit détenir auprès de l'Agence Régionale de Santé :

- Un agrément au titre de l'aide médicale urgente
- Ou un agrément au titre de l'aide médicale urgente et sur prescription médicale
- Une autorisation de mise en circulation pour chaque véhicule

Les véhicules doivent obligatoirement être pourvus des signes distinctifs suivants :

- Gyrophare et avertisseurs spécifiques
- Affichage d'une croix régulière bleue et à 6 branches
- Affichage du nom de l'entreprise sur le véhicule, ou du nom du titulaire de l'agrément
- Le contrôle technique du véhicule à jour (obligatoire tous les ans)

Sont exclus de cette délibération :

- Les véhicules de Transport des Personnes à mobilité réduite (TPMR),
- Les activités exercées par l'ambulancier avec un véhicule ne répondant pas aux conditions fixées ci-dessus.

3 - Modalités de mise en œuvre :

a. Les niveaux de remboursement

- Une base forfaitaire de la TSC de 0,2809 € le litre ;
- Une consommation réelle plafonnée à 4 500 litres. Cette consommation s'apprécie par véhicule spécialement conçu pour le transport de malades (ASSU),

b. Période de prise en charge

- Les demandes annuelles doivent être déposées à posteriori sur la base de la consommation de l'année précédente jusqu'au 30 septembre de l'année suivante.

c. Eléments relatifs à la demande

- Formulaire à récupérer en ligne sur le site de la collectivité ou à retirer auprès des services ;
- Ou déclaration en ligne sur le site de la collectivité ;
- La carte grise du véhicule ou des véhicules en service ;
- Permis de conduire en cours de validité ;

- Certificat de visite technique en cours de validité au cours de l'année pour laquelle la déclaration est effectuée ou au plutôt le 1er janvier de l'année pour laquelle la déclaration est effectuée pour ceux ayant cessé leur activité après le 31 décembre de cette année,
- Extrait K'Bis pour les sociétés de moins de 3 mois,
- Agrément délivré par l'ARS,
- Autorisation de mise en circulation du véhicule,
- Justificatif d'achat de carburant (relevé annuel, factures, ...) par véhicule,
- RIB,
- Certificat de cession du véhicule si changement du véhicule a été effectuée en cours d'année

Annexe 3 à la délibération n° 18-526-1
Entreprises d'enseignement de la conduite automobile (auto-école)

1 - Produits ouvrant droit à la détaxe :

- ✓ Essences et supercarburants à forte teneur en hydrocarbures aromatiques
- ✓ Essences et supercarburants
- ✓ Gazole présentant un point d'éclair inférieur à 120° C

2 - Activités ouvrant droit à la détaxe :

Les entreprises d'enseignement à la conduite automobile

L'auto-école doit détenir un agrément délivré par les services de la préfecture en cours de validité au moment du dépôt de la demande.

↳ Respecter les règles spécifiques aux véhicules :

- Détenir une autorisation de mise en circulation délivrée sous la forme d'une mention spéciale portée sur le certificat d'immatriculation,
- Avoir un contrôle technique à jour,

↳ Respecter l'obligation d'assurance

Sont exclues de cette délibération :

- Les activités exercées par l'enseignant à la conduite automobile avec un véhicule ne répondant pas aux conditions fixées ci-dessus.

3 - Modalités de mise en œuvre :

a - Les niveaux de remboursement

- Une base forfaitaire de la TSC de 0,2809 € par litre ;
- Une consommation réelle plafonnée à 1 400 litres. Cette consommation s'apprécie par véhicule agréé affecté à l'exercice de la profession pendant une année entière.

b – Période de prise en charge

- Les demandes annuelles doivent être déposées à posteriori sur la base de la consommation de l'année précédente jusqu'au 30 septembre de l'année suivante.

c - Eléments relatifs à la demande

- Formulaire à récupérer en ligne sur le site de la collectivité ou à retirer auprès des services
- Ou déclaration en ligne sur le site de la collectivité
- La carte grise du véhicule en service
- La capacité à la conduite en cours de validité
- Certificat de visite technique en cours de validité au cours de l'année pour laquelle la déclaration est effectuée ou au plutôt le 1er janvier de l'année pour laquelle la déclaration est effectuée pour ceux ayant cessé leur activité après le 31 décembre de cette année,
- Extrait K'Bis pour les sociétés de moins de 3 mois,

- Agrément,
- Justificatif d'achat de carburant (relevé annuel, factures, ...) par véhicule,
- RIB,
- Certificat de cession du véhicule si un changement du véhicule a été effectuée en cours d'année.

Annexe 4 à la délibération n° 18- 526- 1
Infirmiers libéraux

1 - Produits ouvrant droit à la détaxe :

- ✓ Essences et supercarburants à forte teneur en hydrocarbures aromatiques
- ✓ Essences et supercarburants
- ✓ Gazole présentant un point d'éclair inférieur à 120° C

2 - Activité ouvrant droit à la détaxe :

Infirmiers libéraux

L'infirmier libéral travaille à son propre compte ou dans un cabinet. Il se rend au domicile des patients.

Il détient un identifiant unique professionnel délivré par l'Agence Régional de Santé et une carte de professionnel de santé délivrée par la caisse d'assurance maladie.

Le véhicule déclaré auprès des services de l'ARS est celui qui sert au calcul pour le remboursement de la détaxe.

Sont exclus de cette délibération :

- Les infirmiers à temps partiel,
- Les activités exercées par l'infirmier libéral avec un véhicule ne répondant pas aux conditions fixées ci-dessus.

3 - Modalités de mise en œuvre :

a - Les niveaux de remboursement

- Une base forfaitaire de la TSC de 0,2809 € par litre ;
- Une consommation réelle plafonnée à 2 800 litres. Cette consommation s'apprécie par véhicule agréé affecté à l'exercice de la profession pendant une année entière.

b – Période de prise en charge

-Les demandes annuelles doivent être déposées à posteriori sur la base de la consommation de l'année précédente jusqu'au 30 septembre de l'année suivante.

c - Eléments relatifs à la demande

- Formulaire à récupérer en ligne sur le site de la collectivité ou à retirer auprès des services ;
- Ou déclaration en ligne sur le site de la collectivité.
- Extrait K-bis de moins 3 mois
- Carte grise
- Certificat de visite technique en cours de validité au cours de l'année pour laquelle la déclaration est effectuée ou au plutôt le 1er janvier de l'année pour laquelle la déclaration est effectuée pour ceux ayant cessé leur activité après le 31 décembre de cette année.
- Permis de conduire
- Carte de professionnel de santé
- Justificatif d'achat de carburant (relevé annuel, factures, ...) par véhicule,

- RIB,
- Certificat de cession du véhicule si un changement du véhicule a été effectuée en cours d'année.

Annexe 5 à la délibération n° 18-526-4 Transporteurs de voyageurs

1 - Produits ouvrant droit à la détaxe :

- ✓ Essences et supercarburants à forte teneur en hydrocarbures aromatiques
- ✓ Essences et supercarburants
- ✓ Gazole présentant un point d'éclair inférieur à 120° C

2 - Activités ouvrant droit à la détaxe :

a - Taxis de place

Les activités concernant le transport public de personnes et de leurs bagages à titre onéreux par un taxi titulaire d'une autorisation de stationnement sur la voie publique (licence de taxi).

Le bénéficiaire de ce remboursement est :

- Celui qui assure personnellement l'exploitation effective et continu du taxi
- L'exploitant qui a recours à des salariés
- Celui qui prend un taxi en location auprès d'une personne titulaire d'une autorisation.

Lorsque l'exploitation de la licence de taxi n'a pas engagé lui-même les dépenses d'achat de carburant et perçoit le remboursement pour le compte d'un salarié ou d'un locataire, il doit obtenir un mandat de l'acheteur réel pour percevoir le remboursement.

Les véhicules doivent obligatoirement être pourvus des signes distinctifs suivants :

- Un compteur horokilométrique,
- Un dispositif extérieur lumineux la nuit portant la mention TAXI,
- L'indicateur visible de l'extérieur du nom de la commune ainsi que le numéro d'autorisation de stationnement.

b - Cars de grande ligne

Les exploitants d'entreprises de transport routier public en commun de voyageurs par cars qui sont régulièrement inscrits auprès des services de la préfecture.

c - Taxis collectif

Les exploitants d'entreprises de transports routier public en commun de voyageurs par taxi-collectif « taxico » qui sont régulièrement inscrits auprès des services de la préfecture.

Sont exclus de cette délibération :

- Les véhicules de Transport des Personnes à mobilité réduite (TPMR),
- Les activités exercées par l'artisan taxi avec un véhicule ne répondant pas aux conditions fixées ci-dessus.

3 - Modalités de mise en œuvre :

a - Les niveaux de remboursement

- 100 % de la TSC sur la base de 0,2809 € par litre
- Une consommation réelle plafonnée à 5 000 litres. Cette consommation s'apprécie par véhicule affecté à l'exercice de la profession pendant une année entière.

b - Période de prise en charge

- Les demandes annuelles doivent être déposées à posteriori sur la base de la consommation de l'année précédente jusqu'au 30 septembre de la deuxième année consécutive.

c - Eléments relatifs à la demande

- Formulaire à récupérer en ligne sur le site de la collectivité ou à retirer auprès des services,
- Ou déclaration en ligne sur le site de la collectivité,
- La carte grise du véhicule ou des véhicules en service,
- Permis de conduire en cours de validité,
- Certificat de visite technique en cours de validité au cours de l'année pour laquelle la déclaration est effectuée ou au plutôt le 1er janvier de l'année pour laquelle la déclaration est effectuée pour ceux ayant cessé leur activité après le 31 décembre de cette année,
- Extrait K'Bis pour les sociétés,
- Une photocopie intégrale de la carte de stationnement,
- Justificatif d'achat de carburant (relevé annuel, factures, ...) par véhicule,
- Carte de professionnel,
- RIB,
- Copie de la licence,
- Certificat de cession du véhicule si un changement du véhicule a été effectuée en cours d'année.



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20181220-18-527-1-DE
Date de télétransmission : 21/12/2018
Date de réception préfecture : 21/12/2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-527-1

PORTANT EXONÉRATION DE LA TAXE SPÉCIALE DE CONSOMMATION (TSC) ET D'OCTROI DE MER POUR LES PRODUITS PÉTROLIERS DESTINÉS À L'AVITAILLEMENT DES VÉHICULES NAUTIQUES À MOTEUR (VNM) ET DES NAVIRES UTILISÉS DANS LE CADRE D'UNE ACTIVITÉ NAUTIQUE DONNANT LIEU À PRESTATION DE SERVICE À TITRE ONÉREUX À DES FINS COMMERCIALES

L'An deux mille dix-huit, le vingt décembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michel BRANCHI, Clément CHARPENTIER-TITY, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Francine CARIUS (procuration à Lucien RANGON), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Félix CATHERINE (procuration à Daniel ROBIN), Manuella CLEM-BERTHOLO (procuration à Lucien ADENET), Georges CLEON (procuration à Richard BARTHELERY), Catherine CONCONNE (procuration à David ZOBDA), Gilbert COUTURIER, Christiane EMMANUEL (procuration à Marie-France TOUL), Johnny HAJJAR, Eugène LARCHER (procuration à Clément CHARPENTIER-TITY), Lucie LEBRAVE, Denis LOUIS-REGIS (procuration à Louise TELLE), Charles-André MENCE, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA (procuration à Christiane BAURAS), Justin PAMPHILE (procuration à Jenny DULYS-PETIT), Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Marie-Frantz TINOT (procuration à Claude BELLUNE), Sandra VALENTIN, (procuration à Patricia TELLE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu la décision du conseil de l'Europe n°940/2104/UE du 17 décembre 2014 relative au régime de l'octroi de mer dans les régions ultrapériphériques françaises ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la loi n°2015-762 du 29 juin 2015 modifiant la loi n°2004-639 du 2 juillet 2014, relative à l'octroi de mer ;

Vu le décret n°2015-1077 du 26 août 2015 pris pour l'application de la loi n°2004-639 du 2 juillet 2014, telle que modifiée par la loi n°2015-762 du 29 juin 2015 ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-378-1 du 24 novembre 2016, portant modification des fiscalités applicables à certains produits pétroliers ;
Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE conseiller exécutif, en charge des affaires financières et budgétaires, octroi de mer, fiscalité, fonds européens et questions européennes, tourisme ;
Vu l'avis émis conjointement par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité et la commission développement économique et tourisme, le 11 décembre 2018 ;
Vu l'avis émis conjointement par la commission politique de la mer, métiers de la mer et la commission affaires juridiques et textes, le 11 décembre 2018 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est approuvée l'exonération totale de la taxe d'octroi de mer (OM et OMR) et de la taxe spéciale de consommation (TSC) sur les produits pétroliers destinés à l'avitaillement des navires et des véhicules nautiques à moteurs (VNM) utilisés dans le cadre d'une activité nautique donnant lieu à prestations de services à titre onéreux à des fins commerciales.

ARTICLE 2 : Le régime d'exonération à l'avitaillement des navires et des véhicules nautiques à moteurs s'applique aux produits énergétiques repris dans le tableau suivant :

Code NC8	Désignation	OCTROI DE MER		TSC
		OM	OMR	
27101245	Essences pour moteur, d'une teneur en plomb $\leq 0,013$ g/l, avec un indice d'octane recherche (IOR) ≥ 95 , mais < 98 (à l'excl. des essences contenant du biodiesel)	0	0	Exonéré
27101947	Gazole de pétrole ou de minéraux bitumineux, d'une teneur en poids de soufre $> 0,002$ % mais $\leq 0,1$ % (à l'excl. des produits contenant du biodiesel et destinés à subir une transformation chimique)	0	0	Exonéré

Les essences et supercarburants ainsi que les gazoles mentionnés ci-dessus, destinés à l'avitaillement des navires et des véhicules nautiques à moteurs (VNM), doivent respecter les spécifications douanières, fiscales et administratives applicables au plus tard à la sortie d'une usine exercée ou d'un entrepôt fiscal de stockage et contenir le colorant bleu et le traceur chimique réglementaire.

ARTICLE 3 : Le bénéfice des exonérations visées à l'article 1 est ouvert sous conditions pendant 24 mois à compter du 1^{er} janvier 2019 aux bateaux et véhicules nautiques à moteur (VNM) utilisés exclusivement pour l'encadrement d'activités nautiques donnant lieu à prestations de services à titre onéreux et régulières.

Les bénéficiaires doivent répondre lors du dépôt du dossier aux dispositions suivantes pour prétendre aux exonérations et à l'obtention auprès des services des douanes d'une attestation d'identification permettant l'approvisionnement en carburant exonéré chez les distributeurs agréés :

- Fournir un extrait K de moins de 3 mois pour les prestataires, personnes physiques,
- Fournir un extrait K-Bis pour les personnes morales,
- Fournir une attestation d'assujettissement à la TVA,
- Copie de l'inscription au registre du commerce,

- Copie des statuts pour les prestataires agissant sous statut d'association,
- Copie de l'acte de francisation du bateau,
- Copie de l'attestation d'assurance du bateau,
- Agrément à l'initiation et à la randonnée délivrée par les affaires maritimes,
- Autorisation délimitant les zones de navigation,
- Comptabilité-matières d'achat et de consommation du carburant utilisé en année n-1,
- Prévisionnel de consommation pour les entreprises nouvelles créées pour une année,
- Preuve de facturation des prestations pour l'année n-1,
- Livre de vente des différentes activités pour l'année n-1,
- Diplômes ouvrant droit à l'enseignement, l'encadrement des activités physiques et sportives pour les moniteurs.

Sont exclus du bénéfice de l'exonération de la TSC et de l'octroi de mer, les bateaux et véhicules nautiques à moteur (VNM) utilisés à titre privé et dans le cadre d'une location simple.

ARTICLE 4 : Les opérateurs doivent s'identifier auprès de la Collectivité Territoriale de Martinique au bout de 16 mois à compter de la publication de la présente délibération afin d'évaluer le dispositif en transmettant les éléments suivants :

- Autorisation d'avitaillement délivrée par la douane,
- Comptabilité-matières d'achat et de consommation du carburant utilisé,
- Preuve de facturation des prestations vendues.

ARTICLE 5 : Les opérateurs ne doivent utiliser le carburant livré qu'aux usages entrant dans le champ de l'exonération prévue par la présente délibération.

ARTICLE 6 : Les obligations des bénéficiaires de ce régime d'exonération et les modalités de distribution du carburant détaxé sont fixées par le Bulletin Officiel des Douanes (BOD) n° 7272 du 20 novembre 2018 dont l'application relève de l'administration des douanes et des droits indirects.

ARTICLE 7 : Le Directeur général des services de la Collectivité Territoriale de Martinique et le directeur régional des douanes et des droits indirects sont chargés chacun pour ce qui le concerne de l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 8 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 9 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 10 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 19 et 20 décembre 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20181220-18-528-1-DE
Date de télétransmission : 21/12/2018
Date de réception préfecture : 21/12/2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-528-1

PORTANT MODIFICATION DE LA LISTE DES BIENS EXONÉRÉS DANS LA DÉLIBÉRATION N°17-517-1 DU 20 DÉCEMBRE 2017 PORTANT EXONÉRATION DE LA TAXE D'OCTROI DE MER ET D'OCTROI DE MER RÉGIONAL AUX ACTIVITÉS DE SECOURS, D'INCENDIE ET DE SAUVETAGE EN MER

L'An deux mille dix-huit, le vingt décembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michel BRANCHI, Clément CHARPENTIER-TITY, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Francine CARIUS (procuration à Lucien RANGON), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Félix CATHERINE (procuration à Daniel ROBIN), Manuella CLEM-BERTHOLO (procuration à Lucien ADENET), Georges CLEON (procuration à Richard BARTHELERY), Catherine CONCONNE (procuration à David ZOBDA), Gilbert COUTURIER, Christiane EMMANUEL (procuration à Marie-France TOUL), Johnny HAJJAR, Eugène LARCHER (procuration à Clément CHARPENTIER-TITY), Lucie LEBRAVE, Denis LOUIS-REGIS (procuration à Louise TELLE), Charles-André MENCE, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA (procuration à Christiane BAURAS), Justin PAMPHILE (procuration à Jenny DULYS-PETIT), Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Marie-Frantz TINOT (procuration à Claude BELLUNE), Sandra VALENTIN, (procuration à Patricia TELLE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le règlement (CEE) n° 2658/87 du Conseil, du 23 juillet 1987, relatif à la nomenclature tarifaire et statistique et au tarif douanier commun, modifié, tel qu'applicable au jour de l'adoption de la présente délibération ;

Vu la décision n°940/2014/UE du Conseil de l'Union Européenne en date du 17 décembre 2014 relative au régime de l'octroi de mer dans les régions ultrapériphériques françaises ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la loi n°2015-762 du 29 juin 2015 modifiant la loi n°2004-639 du 2 juillet 2014, relative à l'octroi de mer ;

Vu le décret n°2015-1077 du 26 août 2015 pris pour l'application de la loi n°2004-639 du 2 juillet 2004, telle que modifiée par la loi n°2015-762 du 29 juin 2015 ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°17-517-1 du 20 décembre 2017 portant exonération de la taxe d'octroi de mer ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°18-117-1 du 4 avril 2018 portant mise à jour des tarifs d'octroi de mer ;
Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE conseiller exécutif, en charge des affaires financières et budgétaires, octroi de mer, fiscalité, fonds européens et questions européennes, tourisme ;
Vu l'avis émis conjointement par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité et la commission développement économique et tourisme, le 11 décembre 2018 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est approuvée l'extension de la liste des biens soumis à exonération des droits d'octroi de mer et à une réduction de l'octroi de mer régional pour les biens importés repris en annexe et destinés exclusivement aux organismes relevant des activités de secours, d'incendie et de sauvetage en mer.

ARTICLE 2 : Les biens concernés sont repris en annexe.

ARTICLE 3 : Les produits bénéficient d'une franchise totale de l'octroi de mer (OM) et d'une réduction de 1% de l'octroi de mer régional (OMR).

En tout état de cause, l'organisme est redevable de 1,5% d'octroi de mer régional, sauf décision expresse de la Collectivité Territoriale de Martinique.

En cas de modification ou d'évolution réglementaire des positions tarifaires, les présentes annexes sont valables *mutatis mutandis* jusqu'à l'adoption d'une nouvelle délibération.

ARTICLE 4 : Le Directeur général des services de la Collectivité Territoriale de Martinique et le Directeur interrégional des douanes sont chargés chacun en ce qui le concerne de la mise en œuvre de cette présente délibération.

ARTICLE 5 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 7 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 19 et 20 décembre 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique



Annexe délibération n° 18-528.1

Extension liste des produits exonérés pour les activités de secours, d'incendie et e sauvetage
en mer

Code	Désignation	Observation
42032910	Gants et mitaines de protection pour tous métiers, en cuir naturel ou reconstitué	
61169900	Gants, mitaines et moufles, en bonneterie, de matières textiles (autres que laine, poils fins, coton, fibres synthétiques ou imprégnés, enduits ou recouverts de matières plastiques ou de caoutchouc et sauf pour bébés)	
62113310	Vêtements de travail, de fibres synthétiques ou artificielles, pour hommes ou garçonnets (autres qu'en bonneterie)	
62114390	Vêtements de fibres synthétiques ou artificielles n.d.a., pour femmes ou fillettes (autres qu'en bonneterie)	
62171000	Accessoires confectionnés du vêtement en tous types de matières textiles, n.d.a. (autres qu'en bonneterie)	
63072000	Ceintures et gilets de sauvetage en tous types de matières textiles	
64034000	Chaussures, à semelles extérieures en caoutchouc, matière plastique, cuir naturel ou reconstitué et dessus en cuir naturel, comportant à l'avant une coquille de protection en métal (sauf chaussures de sport ou d'orthopédie)	
64039116	Chaussures à semelles extérieures en caoutchouc, matière plastique ou cuir reconstitué, à dessus en cuir naturel, couvrant la cheville mais pas le mollet, semelles intérieures de longueur >= 24 cm, pour hommes (sauf avec une coquille de protection en métal à l'avant et sauf chaussures de sport ou d'orthopédie et chaussures non reconnaissables comme articles pour hommes ou pour femmes)	
65050090	Chaussures, à semelles extérieures en caoutchouc, matière plastique, cuir naturel ou reconstitué et dessus en cuir naturel, comportant à l'avant une coquille de protection en métal (sauf chaussures de sport ou d'orthopédie)	
65061080	Coiffures de sécurité, même garnies (à l'exclu. des articles en matières plastiques)	
85256000	Appareils démission pour la radiodiffusion ou la télévision, incorporant un appareil de réception	



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-20005507-20181220-18-535-1-DE
Date de télétransmission : 21/12/2018
Date de réception préfecture : 21/12/2018

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 21 DEC. 2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-535-1

PORTANT AUTORISATION DE SIGNATURE DES AVENANTS DE TRANSFERT DES CONTRATS DE PRETS RELATIFS ATTACHES AUX ACTIFS NECESSAIRES AU TCSP TRANSFERES PAR LE SYNDICAT MIXTE A LA COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE

L'An deux mille dix-huit, le vingt décembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Clément CHARPENTIER-TITY, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Raphaël MARTINE, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Belfort BIROTA (procuration à Raphael MARTINE), Joachim BOUQUETY, Francine CARIUS (procuration à Lucien RANGON), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Félix CATHERINE (procuration à Daniel ROBIN), Manuella CLEM-BERTHOLO (procuration à Lucien ADENET), Georges CLEON (procuration à Richard BARTHELERY), Catherine CONCONNE (procuration à David ZOBDA), Gilbert COUTURIER, Christiane EMMANUEL (procuration à Marie-France TOUL), Eugène LARCHER (procuration à Clément CHARPENTIER-TITY), Lucie LEBRAVE (procuration à Marie-Frantz TINOT), Denis LOUIS-REGIS (procuration à Louise TELLE), Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR (procuration à Diane MONTROSE), Jean-Philippe NILOR, Justin PAMPHILE (procuration à Jenny DULYS-PETIT), Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Sandra VALENTIN (procuration à Patricia TELLE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

EXPOSÉ PRÉALABLE

1. La réalisation des infrastructures relatives au projet de Transport e Commun en Site Propre (le « **TCSP** »), qui visait à mettre en service, en 2015, deux lignes TCSP « Pointe Simon/Mahault » et « Pointe Simon/Carrère », entre Lamentin et Fort-de-France a débuté dès 2003 avec pour objectif une mise en service du TCSP fin 2015.

Ces travaux sont (ou ont été) réalisés pour partie sous maîtrise d'ouvrage publique et pour partie par recours à un contrat de partenariat au sens des dispositions des articles L. 1414 -1 et suivant du Code Général des Collectivités Territoriales, selon les principes suivants :

- Conseil Général : section 1 ;
- Conseil Régional : sections 2, 3, 4 et 5, Pénétrante Est ainsi que l'achèvement de la section 1 ;
- Syndicat Mixte pour les études transversales et les acquisitions foncières et le portage du Contrat de partenariat pour le financement, la conception et la réalisation des pôles d'échanges, du centre de maintenance, des stations et du site propre entre l'échangeur de l'Aéroport et Carrère (section 5), l'acquisition du matériel roulant et des systèmes, ainsi que l'entretien, le GER et la maintenance de ces ouvrages.

La gestion des infrastructures nécessaires au TCSP a été éclatée principalement entre le Département de la Martinique, la Région Martinique qui a réalisé les travaux sous maîtrise d'ouvrage publique et le Syndicat Mixte qui porte le contrat de partenariat.

2. Pour pallier cet inconvénient, et prenant acte du fait que, eu égard à ses statuts, le Syndicat Mixte a pour vocation naturelle d'être le gestionnaire de l'ensemble des infrastructures nécessaires au TCSP, la Région Martinique et le Syndicat Mixte, ont décidé de confier à ce dernier la gestion de l'ensemble des infrastructures du TCSP.

Dans ce cadre, il a ainsi été convenu que la Région Martinique et le Département de la Martinique transfèrent au Syndicat Mixte la gestion des infrastructures réalisées par ces dernières sous maîtrise d'ouvrage publique, et donc propriété de ces dernières.

Le Syndicat Mixte est ainsi devenu l'unique gestionnaire de l'ensemble des infrastructures nécessaires au TCSP.

La mise à disposition au Syndicat Mixte des infrastructures actuellement portées par la Région a eu pour corollaire le transfert à ce dernier de l'ensemble des emprunts ayant servi à finaliser ces actifs.

Ainsi les contrats de prêt suivants ont été transférés au Syndicat Mixte :

- Convention de prêt CDC n° 4533 entre la CDC et le Conseil régional de Martinique en date du 17 décembre 2013 (14,2 M€) ;
- Convention de prêt n° 1238528 entre la CDC et le Conseil régional de Martinique en date du 18 décembre 2012 (20 M€) ;
- Convention de prêt CDC n° 1238529 entre la CDC et le Conseil régional de Martinique en date du 18 décembre 2012 (10 M€) ;
- Convention de financement AFD n° 1536 01 D entre l'AFD et le Conseil régional de Martinique en date du 7 novembre 2013 (30 M€) ;
- Convention de financement AFD n° 1496 01 J entre l'AFD et le Conseil régional de Martinique en date du 23 octobre 2012 (35 M€).

3. Conformément aux dispositions de la loi n° 2001-884 du 27 juillet 2011 relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique, la Collectivité Territoriale de Martinique est venue aux droits de la Région.
4. Par délibération en date du 18 décembre 2014, le Conseil régional de Martinique (assemblée délibérante de la Région) a décidé la création d'une autorité organisatrice des transports unique sur le territoire de la collectivité. A cet effet, l'établissement public *sui generis* Martinique Transport a été créé et il exerce ses compétences de transport en Martinique depuis le 1^{er} juillet 2017.
5. Par délibération en date du 10 août 2017, l'Assemblée de Martinique a approuvé le retrait de la CTM du Syndicat Mixte et par délibération en date du 8 décembre 2017, le Comité Syndical du Syndicat Mixte a constaté l'achèvement du projet TCSP qu'il avait pour objet de réaliser ; ces délibérations ouvrant la voie à une dissolution du Syndicat Mixte.
6. La Collectivité Territoriale de Martinique étant venue aux droits de la Région, et préalablement à la dissolution du Syndicat Mixte, il convient de transférer, à la Collectivité Territoriale de Martinique, l'ensemble des droits et obligations du Syndicat Mixte au titre des contrats de prêt conclus avec la CDC et l'AFD et visés ci-après.

Les contrats de prêt dont le transfert est envisagé sont les suivants :

- Convention de prêt CDC n° 1277648 entre la CDC et le Conseil régional de Martinique en date du 17 décembre 2013 (14,2 M€) ayant fait l'objet d'un avenant de transfert au Syndicat Mixte en date du 12 décembre 2014 ;
 - Convention de prêt CDC n° 1277646 entre la CDC et le Conseil régional de Martinique en date du 18 décembre 2012 (20 M€) ayant fait l'objet d'un avenant de transfert au Syndicat Mixte en date du 12 décembre 2014 ;
 - Convention de prêt CDC n° 1277647 entre la CDC et le Conseil régional de Martinique en date du 18 décembre 2012 (10 M€) ayant fait l'objet d'un avenant de transfert au Syndicat Mixte en date du 12 décembre 2014 ;
 - Convention de financement AFD n° 1536 01 D entre l'AFD et le Conseil régional de Martinique en date du 7 novembre 2013 (30 M€) ayant fait l'objet d'un avenant de transfert au Syndicat Mixte en date du 12 décembre 2014 ;
 - Convention de financement AFD n° 1496 01 J entre l'AFD et le Conseil régional de Martinique en date du 23 octobre 2012 (35 M€) ayant fait l'objet d'un avenant de transfert au Syndicat Mixte en date du 12 décembre 2014.
7. Les avenants de transfert, dont les projets figurent en annexe à la présente délibération, a ainsi pour objet de déterminer les modalités de transfert des contrats de prêts conclus entre le Syndicat Mixte et les prêteurs CDC et AFD pour la réalisation des infrastructures sous maîtrise d'ouvrage publique au Syndicat Mixte, étant précisé que la Collectivité Territoriale de Martinique s'engage à payer à la CDC et à l'AFD tous les intérêts de retard dus au titre desdits contrats de prêts à la date de signature des avenants de transfert.

Ceci étant rappelé,
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : L'Assemblée de Martinique autorise le Président du Conseil Exécutif de Martinique ou son représentant, dûment habilité, à signer avec les établissements prêteurs CDC et AFD les avenants de transfert des contrats de prêts susvisés, dont les projets sont joints à la présente délibération.

ARTICLE 2 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à la majorité des suffrages exprimés, avec 31 voix pour et 16 contre en sa séance publique des 19 et 20 décembre 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique



Claude LISE

ANNEXE 1 A LA DELIBERATION N°18-535-1

**AVENANT N°2 DE TRANSFERT AUX
CONTRATS DE PRET**

ENTRE :

(1) **LA COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE**, représentée par le président du Conseil Exécutif, dûment autorisé par délibération n° du ;
(« **la CTM** »)

(2) **LE SYNDICAT MIXTE DU TRANSPORT COLLECTIF EN SITE PROPRE**, représenté par son président, Monsieur Simon MORIN, dûment autorisé par délibération () ;
(le « **Syndicat Mixte** »)

(3) **L'AGENCE FRANCAISE DE DEVELOPPEMENT** ;
(le « **Prêteur** »)

(Chacun des soussignés étant ci-après, une « **Partie** » ou ensemble, les « **Parties** »)

CONSIDERANT :

Que la réalisation des infrastructures relatives au projet de Transport en Commun en Site Propre (le « **TCSP** » ou le « **Projet** »), qui vise à mettre en service, deux lignes TCSP « Pointe Simon/Mahault » et « Pointe Simon/Carrère », entre le Lamentin et Fort-de-France du projet a débuté dès 2003.

Que ces travaux sont (ou ont été) réalisés pour partie sous maîtrise d'ouvrage publique et pour partie par recours à un contrat de partenariat

Qu'ainsi la gestion des infrastructures nécessaires au TCSP était éclatée principalement entre la Région Martinique, qui a réalisé les travaux sous maîtrise d'ouvrage publique et le Syndicat Mixte qui porte le contrat de partenariat.

Que prenant acte du fait que eu égard à ses statuts, le Syndicat Mixte avait pour vocation naturelle d'être le gestionnaire de l'ensemble des infrastructures nécessaires au TCSP, il a été décidé de transférer, en 2014, au Syndicat Mixte (i) les infrastructures nécessaires au TCSP réalisées par la Région sous maîtrise d'ouvrage publique ainsi que (ii) l'ensemble des dettes attachées à ces actifs et notamment des deux contrats de prêts conclus entre la Région et le Prêteur et dont la liste figure en Annexe 1 au présent avenant (les « **Contrats de prêt** »). Ainsi un avenant n°1 de transfert aux contrats de prêt a été signé le 12 décembre 2014 entre la Région Martinique, le Syndicat Mixte et le Prêteur (l'« **Avenant n°1** »).

Conformément aux dispositions de la loi n° 2001-884 du 27 juillet 2011 relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique, la CTM est venue aux droits de la Région Martinique.

Par délibération en date du 18 décembre 2014, le Conseil régional de Martinique a décidé la création d'une autorité organisatrice des transports unique sur le territoire de la Martinique. A cet effet, l'établissement public *sui generis* Martinique Transport a été créé et il exerce ses compétences de transport depuis le 1^{er} juillet 2017.

Par délibération n° 15/17 en date du 8 décembre 2017, le Comité Syndical du Syndicat Mixte a constaté l'achèvement du projet TCSP qu'il avait pour objet de réaliser, ouvrant la voie à une dissolution du Syndicat Mixte .

Les Parties se sont rapprochées en vue de transférer, préalablement à la dissolution du Syndicat Mixte, les droits et obligations du Syndicat Mixte au titre des Contrats de Prêt à la CTM, dans les conditions prévues au présent avenant (l'« **Avenant n°2** »).

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1. DEFINITIONS

« Date de signature » désigne le (____) 2018.

« Date de transfert » désigne la Date de signature.

ARTICLE 2. OBJET

Le présent Avenant n°2 a pour objet de définir les modalités de substitution du Syndicat Mixte par la CTM dans le cadre des Contrats de prêt conclus avec le Prêteur.

ARTICLE 3. CONDITIONS PREALABLES A LA SIGNATURE

La signature de l'Avenant est soumise à la condition préalable ou concomitante à la Date de signature que le Prêteur ait reçu tous les documents énumérés en Annexe 2A, qui devront être satisfaisants pour celui-ci tant sur la forme que sur le fond.

ARTICLE 4. EFFET DE LA SUBSTITUTION

A compter de la Date de transfert, la CTM sera substituée au Syndicat Mixte dans l'exécution des Contrats de prêt.

En conséquence, la CTM poursuivra jusqu'à leur terme l'exécution des Contrats de prêt, en lieu et place du Syndicat Mixte. La CTM s'engage, à la Date de transfert, envers le Prêteur à exécuter toutes les obligations mises à sa charge conformément aux termes des Contrats de prêt.

Le Syndicat Mixte fera ses meilleurs efforts pour signer tous autres documents et instruments, transmettra toute information et accomplira tout acte que le Prêteur estimera, de manière nécessaire pour donner et conserver plein effet aux Contrats de prêt.

La reprise pure et simple des Contrats de prêt par la CTM entraîne de plein droit le transfert au bénéfice de ce dernier de l'ensemble des droits et obligations résultant des Contrats de prêt dont était précédemment titulaire le Syndicat Mixte.

Le Prêteur effectuera les démarches nécessaires à la prise en compte du changement de bénéficiaire des Contrats de prêt intervenus au présent Avenant n°2 auprès de toute personne physique ou morale concernée.

ARTICLE 5. RESILIATION DE LA CONVENTION DE FINANCEMENT ET DE LA CONVENTION TRIPARTITE

La CTM et le Syndicat Mixte résilient la convention de financement, conclue le 12 décembre 2014, avec effet à la Date de transfert. A compter de ce jour, et du fait de la résiliation de la convention de financement, la CTM et le Syndicat Mixte seront en conséquence libérés pour l'avenir de leurs obligations et ne bénéficieront plus d'aucun droit au titre de la Convention de Financement.

La CTM, le Syndicat Mixte et le Prêteur résilient la convention tripartite conclue le 12 décembre 2014 avec effet à la Date de transfert. A compter de ce jour, et du fait de la résiliation de la convention tripartite, la CTM, le Syndicat mixte et le Prêteur seront en conséquence libérés pour l'avenir de leurs obligations et ne bénéficieront plus d'aucun droit au titre de la convention tripartite. Par ailleurs, les

événements mentionnés à l'article 5 de l'Avenant n°1 ne constituent plus un cas d'exigibilité anticipée additionnel aux termes des Contrats de prêt.

ARTICLE 6. INTERETS DE RETARD

A la Date de signature du présent Avenant n°2, un montant de (_____) Euros correspondant aux intérêts dus au titre des Contrats de prêt demeure impayé et reste dû au Prêteur.

En conséquence, la CTM s'engage à payer au Prêteur l'intégralité de ce montant au plus tard le 31 mars 2019.

ARTICLE 7. PRISE D'EFFET DE L'AVENANT

Le transfert sera effectif à compter de la Date de transfert.

ARTICLE 8. AUTRES DISPOSITIONS

Toutes les clauses et conditions des contrats de prêt initiaux non contraires aux dispositions du présent avenant restent et demeurent avec leur plein effet, dès lors qu'elles ne sont pas modifiées par le présent Avenant n°2.

<p>Pour la Collectivité Territoriale de Martinique</p> <p>_____</p> <p>Nom : Monsieur Alfred MARIE-JEANNE</p> <p>Titre : Président</p>	<p>Pour le Syndicat Mixte</p> <p>_____</p> <p>Nom :</p> <p>Titre :</p>
<p>Pour le Prêteur</p> <p>_____</p> <p>Nom :</p> <p>Titre :</p>	

ANNEXE 1 – LISTE DES CONTRATS DE PRET

- Convention de financement AFD n° 1536 01 D entre l'AFD et le Conseil régional de Martinique en date du 7 novembre 2013 (30 M€), modifié par l'Avenant n°1 de transfert aux Contrats de prêt en date du 12 décembre 2014.
- Convention de financement AFD n° 1496 01 J entre l'AFD et le Conseil régional de Martinique en date du 23 octobre 2012 (35 M€), modifié par l'Avenant n°1 de transfert aux Contrats de prêt en date du 12 décembre 2014.

ANNEXE 2

CONDITIONS PREALABLES A SIGNATURE DE L'AVENANT N°2 DE TRANSFERTS AUX CONTRATS DE PRET

Remise au Prêteur de chacun des documents suivants

- (a) Une copie (i) de la délibération exécutoire du Syndicat Mixte autorisant la signature de l'Avenant n°2 de transfert Contrats de prêt par le Syndicat Mixte à la CTM, et (ii) de l'accusé de réception de la transmission de la délibération au représentant de l'Etat de la Région ;
- (b) Une copie (i) de la délibération exécutoire de la CTM autorisant la signature de l'Avenant n°2 de transfert aux Contrats de prêts par le Syndicat Mixte à la CTM, et (ii) de l'Accusé de réception de la transmission de la délibération au représentant de l'Etat de la Région.

ANNEXE 2 A LA DELIBERATION N°18-535-1

AVENANT N°2 DE TRANSFERT AUX CONTRATS DE PRET

ENTRE :

- (1) **LA COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE**, représentée par le président du Conseil Exécutif, dûment autorisé par délibération n° _____ du _____ ;

(« **la CTM** »)

- (2) **LE SYNDICAT MIXTE DU TRANSPORT COLLECTIF EN SITE PROPRE**, représenté par son président, Monsieur Simon MORIN, dûment autorisé par délibération (_____) ;

(le « **Syndicat Mixte** »)

- (3) **LA CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS**, établissement spécial créé par la loi du 28 avril 1816, codifiée aux articles L518-2 et suivants du Code monétaire et financier, ayant son siège 56 rue de Lille – 75007 PARIS, représentée par (nom), (qualité) de la Caisse des Dépôts pour la région Antilles-Guyane, dûment habilitée aux fins des présentes par arrêté en date du (_____) ;

(le « **Prêteur** »)

(Chacun des soussignés étant ci-après, une « **Partie** » ou ensemble, les « **Parties** »)

CONSIDERANT :

Que la réalisation des infrastructures relatives au projet de Transport en Commun en Site Propre (le « **TCSP** » ou le « **Projet** »), qui vise à mettre en service, deux lignes TCSP « Pointe Simon/Mahault » et « Pointe Simon/Carrère », entre le Lamentin et Fort-de-France du projet a débuté dès 2003.

Que ces travaux sont (ou ont été) réalisés pour partie sous maîtrise d'ouvrage publique et pour partie par recours à un contrat de partenariat

Qu'ainsi la gestion des infrastructures nécessaires au TCSP était éclatée principalement entre la Région Martinique, qui a réalisé les travaux sous maîtrise d'ouvrage publique et le Syndicat Mixte qui porte le contrat de partenariat.

Que prenant acte du fait que eu égard à ses statuts, le Syndicat Mixte avait pour vocation naturelle d'être le gestionnaire de l'ensemble des infrastructures nécessaires au TCSP, il a été décidé de transférer, en 2014, au Syndicat Mixte (i) les infrastructures nécessaires au TCSP réalisées par la Région sous maîtrise d'ouvrage publique ainsi que (ii) l'ensemble des dettes attachées à ces actifs et notamment des deux contrats de prêts conclus entre la Région et le Prêteur et dont la liste figure en Annexe 1 au présent avenant (les « **Contrats de prêt** »). Ainsi un avenant n°1 de transfert aux contrats de prêt a été signé le 12 décembre 2014 entre la Région Martinique, le Syndicat Mixte et le Prêteur (l'« **Avenant n°1** »).

Conformément aux dispositions de la loi n° 2001-884 du 27 juillet 2011 relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique, la CTM est venue aux droits de la Région Martinique.

Par délibération en date du 18 décembre 2014, le Conseil régional de Martinique a décidé la création d'une autorité organisatrice des transports unique sur le territoire de la Martinique. A cet effet, l'établissement public *sui generis* Martinique Transport a été créé et il exerce ses compétences de transport depuis le 1^{er} juillet 2017.

Par délibération n° 15/17 en date du 8 décembre 2017, le Comité Syndical du Syndicat Mixte a constaté l'achèvement du projet TCSP qu'il avait pour objet de réaliser, ouvrant la voie à une dissolution du Syndicat Mixte .

Les Parties se sont rapprochées en vue de transférer, préalablement à la dissolution du Syndicat Mixte, les droits et obligations du Syndicat Mixte au titre des Contrats de Prêt à la CTM, dans les conditions prévues au présent avenant (l'« **Avenant n°2** »).

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1. DEFINITIONS

« Date de signature » désigne le (____) 2018.

« Date de transfert » désigne la Date de signature.

ARTICLE 2. OBJET

Le présent Avenant n°2 a pour objet de définir les modalités de substitution du Syndicat Mixte par la CTM dans le cadre des Contrats de prêt conclus avec le Prêteur.

ARTICLE 3. CONDITIONS PREALABLES A LA SIGNATURE

La signature de l'Avenant est soumise à la condition préalable ou concomitante à la Date de signature que le Prêteur ait reçu tous les documents énumérés en Annexe 2A, qui devront être satisfaisants pour celui-ci tant sur la forme que sur le fond.

ARTICLE 4. EFFET DE LA SUBSTITUTION

A compter de la Date de transfert, la CTM sera substituée au Syndicat Mixte dans l'exécution des Contrats de prêt.

En conséquence, la CTM poursuivra jusqu'à leur terme l'exécution des Contrats de prêt, en lieu et place du Syndicat Mixte. La CTM s'engage, à la Date de transfert, envers le Prêteur à exécuter toutes les obligations mises à sa charge conformément aux termes des Contrats de prêt.

Le Syndicat Mixte fera ses meilleurs efforts pour signer tous autres documents et instruments, transmettra toute information et accomplira tout acte que le Prêteur estimera, de manière nécessaire pour donner et conserver plein effet aux Contrats de prêt.

La reprise pure et simple des Contrats de prêt par la CTM entraîne de plein droit le transfert au bénéfice de ce dernier de l'ensemble des droits et obligations résultant des Contrats de prêt dont était précédemment titulaire le Syndicat Mixte.

Le Prêteur effectuera les démarches nécessaires à la prise en compte du changement de bénéficiaire des Contrats de prêt intervenus au présent Avenant n°2 auprès de toute personne physique ou morale concernée.

ARTICLE 5. RESILIATION DE LA CONVENTION DE FINANCEMENT ET DE LA CONVENTION TRIPARTITE

La CTM et le Syndicat Mixte résilient la convention de financement, conclue le 12 décembre 2014, avec effet à la Date de transfert. A compter de ce jour, et du fait de la résiliation de la convention de financement, la CTM et le Syndicat Mixte seront en conséquence libérés pour l'avenir de leurs obligations et ne bénéficieront plus d'aucun droit au titre de la Convention de Financement.

ARTICLE 6. INTERETS DE RETARD

En conséquence, la CTM s'engage à payer au Prêteur l'intégralité de ce montant au plus tard le 31 mars 2019.

Le transfert sera effectif à compter de la Date de transfert.

Toutes les clauses et conditions des contrats de prêt initiaux non contraires aux dispositions du présent avenant restent et demeurent avec leur plein effet, dès lors qu'elles ne sont pas modifiées par le présent Avenant n°2.

Fait à Fort-de-France, le (_____), en quatre (4) exemplaires originaux, dont deux (2) pour le Prêteur.

<p>Pour la Collectivité Territoriale de Martinique</p> <p>Nom : Monsieur Alfred MARIE-JEANNE</p> <p>Titre : Président</p>	<p>Pour le Syndicat Mixte</p> <p>Nom :</p> <p>Titre :</p>
<p>Pour le Prêteur</p> <p>Nom :</p> <p>Titre :</p>	

ANNEXE 1 – LISTE DES CONTRATS DE PRET

- Convention de prêt CDC n° 1277648 entre la CDC et le Conseil régional de Martinique en date du 17 décembre 2013 (14,2 M€) modifié par l'Avenant n°1 de transfert aux Contrats de prêt en date du 12 décembre 2014 (anciennement numérotée n°004533)
- Convention de prêt CDC n° 1277646 entre la CDC et le Conseil régional de Martinique en date du 18 décembre 2012 (20 M€) modifié par l'Avenant n°1 de transfert aux Contrats de prêt en date du 12 décembre 2014 (anciennement numérotée n°1238528)
- Convention de prêt CDC n° 1277647 entre la CDC et le Conseil régional de Martinique en date du 18 décembre 2012 (10 M€) modifié par l'Avenant N°1 de transfert aux Contrats de prêt en date du 12 décembre 2014 (anciennement numérotée n°1238529)

ANNEXE 2

CONDITIONS PREALABLES A SIGNATURE DE L'AVENANT N°2 DE TRANSFERTS AUX CONTRATS DE PRET

Remise au Prêteur de chacun des documents suivants

- (a) Une copie (i) de la délibération exécutoire du Syndicat Mixte autorisant la signature de l'Avenant n°2 de transfert Contrats de prêt par le Syndicat Mixte à la CTM, et (ii) de l'accusé de réception de la transmission de la délibération au représentant de l'Etat de la Région ;
- (b) Une copie (i) de la délibération exécutoire de la CTM autorisant la signature de l'Avenant n°2 de transfert aux Contrats de prêts par le Syndicat Mixte à la CTM, et (ii) de l'Accusé de réception de la transmission de la délibération au représentant de l'Etat de la Région.



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20181220-18-536-1-DE
Date de télétransmission : 20/12/2018
Date de réception préfecture : 20/12/2018

Collectivité Territoriale de Martinique

AFFICHAGE LE : 20 DEC. 2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-536-1

PORTANT APPROBATION ET AUTORISATION DE SIGNATURE DE L'AVENANT A LA CONVENTION QUADRIpartite RELATIVE AU TCSP ET DE LA CONVENTION QUADRIpartite MODIFIÉE

L'An deux mille dix-huit, le vingt décembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Clément CHARPENTIER-TITY, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Raphaël MARTINE, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Belfort BIROTA (procuration à Raphael MARTINE), Joachim BOUQUETY, Francine CARIUS (procuration à Lucien RANGON), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Félix CATHERINE (procuration à Daniel ROBIN), Manuella CLEM-BERTHOLO (procuration à Lucien ADENET), Georges CLEON (procuration à Richard BARTHELERY), Catherine CONCONNE (procuration à David ZOBDA), Gilbert COUTURIER, Christiane EMMANUEL (procuration à Marie-France TOUL), Eugène LARCHER (procuration à Clément CHARPENTIER-TITY), Lucie LEBRAVE (procuration à Marie-Frantz TINOT), Denis LOUIS-REGIS (procuration à Louise TELLE), Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR (procuration à Diane MONTROSE), Jean-Philippe NILOR, Justin PAMPHILE (procuration à Jenny DULYS-PETIT), Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Sandra VALENTIN (procuration à Patricia TELLE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code monétaire et financier, et notamment ses articles L. 313-29 et suivants ;

Vu la loi n° 2013-1029 du 15 novembre 2013 portant diverses dispositions relatives aux Outre-mer et notamment son article 37 ;

Vu la délibération du Conseil Régional de Martinique n° 14-2161-2 en date du 18 décembre 2014, portant instauration d'une autorité organisatrice de transport unique et d'un périmètre unique des transports, publiée au Journal Officiel de la République française le 21 janvier 2015 sous la référence NOR CTRR 1521616X ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;

Vu le contrat de partenariat relatif au TCSP et ses annexes, conclu le 22 novembre 2013 entre le Syndicat Mixte de Transport Collectif en Site Propre et la Société Caraïbus, tel que modifié par ses avenants n° 1 du 25 juin 2015 et n° 2, n° 3 et n° 4 du 1er octobre 2015 ;

Vu la convention de financement conclue le 22 novembre 2013 entre le Syndicat Mixte de Transport Collectif en Site Propre et la Région de Martinique, aux termes de laquelle la Région s'engageait pour l'essentiel à financer les sommes dues par le Syndicat Mixte de Transport Collectif en Site Propre à la société Caraïbus ou aux créanciers financiers en application du contrat de partenariat ;

Vu la convention quadripartite conclue le 22 novembre 2013 entre le Syndicat Mixte de Transport Collectif en Site Propre, la Région de Martinique et les créanciers financiers, qui avait notamment pour objet de préciser les obligations de la Région en cas de défaillance du Syndicat dans le paiement de sommes ayant fait l'objet d'une cession de créance acceptée par le Syndicat Mixte ;

Vu le projet d'avenant n° 5 au contrat de partenariat et son annexe à conclure entre Martinique Transport, le Syndicat Mixte de Transport Collectif en Site Propre et la Société Caraïbus dont l'objet est de transférer le contrat de partenariat relatif au TCSP du Syndicat Mixte de Transport Collectif en Site Propre à Martinique Transport ;

Vu le projet d'avenant à la convention quadripartite et ses annexes à conclure avec Martinique Transport, le Syndicat Mixte de Transport Collectif en Site Propre, la Société Caraïbus, l'Agence Française de Développement, la Caisse des Dépôts et Consignations et l'Agent des suretés (Caisse des Dépôts et Consignations), dont l'objet est de résilier la convention de financement, de céder l'ensemble des droits et obligations du Syndicat Mixte de Transport Collectif et Site Propre au titre de la convention quadripartite initiale à Martinique Transport et de modifier la convention quadripartite initiale ;

Vu le projet de convention quadripartite modifiée et ses annexes à conclure avec Martinique Transport, la Société Caraïbus, l'Agence Française de Développement, la Caisse des Dépôts et Consignations et l'Agent des suretés (Caisse des Dépôts et Consignations), dont l'objet est de rappeler certaines conditions et modalités du financement partiel du projet au moyen des crédits dailly, ainsi que les droits et obligations des parties en découlant, et de permettre la souscription par Martinique Transport et par la Collectivité Territoriale de Martinique, d'engagements au profit des prêteurs en vue de favoriser le financement du projet ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : L'Assemblée de Martinique approuve et décide d'autoriser le Président du Conseil Exécutif de Martinique à signer avec Martinique Transport, le Syndicat Mixte de Transport Collectif en Site Propre, la Société Caraïbus, l'Agence Française de Développement, la Caisse des Dépôts et Consignations et l'Agent des suretés (Caisse des Dépôts et Consignations) l'avenant à la convention quadripartite initiale et ses annexes, joints à la présente délibération.

ARTICLE 2 : L'Assemblée de Martinique approuve et décide d'autoriser le Président du Conseil Exécutif de Martinique à signer avec Martinique Transport, la Société Caraïbus, l'Agence Française de Développement, la Caisse des Dépôts et Consignations et l'Agent des suretés (Caisse des Dépôts et Consignations), la convention quadripartite modifiée et ses annexes, joints à la présente délibération.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour faire toute démarche et signer les actes et documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à la majorité des suffrages exprimés, avec 31 voix pour et 16 contre en sa séance publique des 19 et 20 décembre 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique



ANNEXE 1 A LA DELIBERATION N°18-536

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20181220-18-536-1-DE
Date de télétransmission : 20/12/2018
Date de réception préfecture : 20/12/2018

AVENANT A LA CONVENTION QUADRIpartite

**POUR LA REALISATION DU PROJET DE
TRANSPORT COLLECTIF EN SITE PROPRE
DE LA MARTINIQUE
(TCSP)**

Entre :

- (1) La COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE**
- (2) Le SYNDICAT MIXTE DE TRANSPORT COLLECTIF EN SITE PROPRE**
- (3) MARTINIQUE TRANSPORT**
- (4) Le TITULAIRE**
- (5) Les PRETEURS**
- (6) L'AGENT DES SURETES**

ENTRE :

- (1) **LA COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE (venant aux droits de la REGION MARTINIQUE)**, représentée par [●], dûment autorisé par délibération de [●] en date du [●],

(la « **CTM** »)

- (2) **LE SYNDICAT MIXTE DE TRANSPORT COLLECTIF EN SITE PROPRE**, représenté par [●] dûment autorisé en vertu de [●],

(le « **Syndicat Mixte** »)

- (3) **L'ETABLISSEMENT PUBLIC MARTINIQUE TRANSPORT**, représenté par [●] dûment autorisé en vertu de [●],

(« **MT** » ou « **Martinique Transport** »)

- (3) [●], société par actions simplifiée dont le siège social est situé [●], enregistrée sous le numéro unique d'identification n°[●] auprès du Registre du Commerce et des Sociétés de [●], représentée par [●], dûment habilité aux fins des présentes,

(le « **Titulaire** »)

- (4) **AGENCE FRANÇAISE DE DÉVELOPPEMENT**, [●], dont le siège social est situé [●], enregistrée sous le numéro unique d'identification n°[●] auprès du Registre du Commerce et des Sociétés de [●], représentée par [●], dûment habilité aux fins des présentes,

(l' « **AFD** »)

ET :

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS, un établissement spécial créé par la loi du 28 avril 1816 codifiée aux articles L.518-2 et suivants du Code monétaire et financier, ayant son siège au 56, rue de Lille, 75007 Paris, agissant par l'intermédiaire de la direction des fonds d'épargne, dûment représenté aux fins des présentes par [●],

(la « **DFE** »)

(l'AFD et le DFE étant ensemble dénommés les « **Prêteurs** » et individuellement un « **Prêteur** »)

- (5) **CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS**, un établissement spécial créé par la loi du 28 avril 1816 codifiée aux articles L.518-2 et suivants du Code monétaire et financier, ayant son siège au 56, rue de Lille, 75007 Paris, agissant par l'intermédiaire de la direction des fonds d'épargne, dûment représenté aux fins des présentes par [●],

(l' « **Agent des Sûretés** »)

(Chacun des soussignés étant ci-après dénommé une « **Partie** », ou ensemble les « **Parties** »).

CONSIDERANT :

- (A) Que le Syndicat Mixte a conclu à la Date de Signature Initiale, avec le Titulaire, un contrat de partenariat (le « **Contrat de Partenariat Initial** ») ayant pour objet le financement, la conception et la réalisation d'ouvrages (pôles d'échanges, l'atelier-dépôt, stations et site propre entre l'échangeur de l'Aéroport et Carrère – section 5), l'acquisition du matériel roulant et des systèmes embarqués du TCSP, ainsi que l'entretien, le GER et la maintenance desdits ouvrages (le « **Projet** »).
- (B) Qu'aux fins de financer partiellement le Projet, le Titulaire a conclu à la Date de Signature Initiale, des conventions au titre desquelles : (i) des bailleurs de fonds ont consenti au Titulaire les Instruments de Fonds Propres ; (ii) l'AFD et la DFE ont consenti au Titulaire des crédits aux termes d'une convention sur les termes communs (la « **Convention sur les Termes Communs Initiale** ») et de deux conventions d'ouvertures de crédits d'un montant cumulé maximum en principal de soixante dix-huit millions d'euros (78.000.000 €) (les « **Crédits Dailly** », et, avec la Convention sur les Termes Communs Initiale, les « **Conventions de Crédits** »).
- (C) Que conformément aux stipulations de l'article 32 (*Loyer*) du Contrat de Partenariat, le Syndicat Mixte s'est engagé à verser au Titulaire, à compter de la Date de Mise à Disposition Effective des Ouvrages et de la Date de Mise à Disposition Effective de l'Ensemble 1, le Loyer d'Investissement (L1) constitué :
- (a) d'une fraction Li1 Ouv DFE faisant l'objet d'une cession de créances professionnelles acceptée ;
- (b) d'une fraction Li1 Ouv AFD faisant l'objet d'une cession de créances professionnelles acceptée ;
- (c) d'une fraction Li1 Ens 1 AFD faisant l'objet d'une cession de créances professionnelles acceptée ; et
- (d) d'une fraction Li1 Ouv P et d'une fraction Li1 Ens 1 P .
- (D) Qu'aux fins de permettre au Syndicat Mixte de disposer de la trésorerie nécessaire pour procéder au paiement notamment du Loyer d'Investissement (L1), le Syndicat Mixte et la Région ont conclu une convention de financement aux termes de laquelle la Région s'est notamment engagée à mettre à la disposition du Syndicat Mixte, trimestriellement, les sommes correspondant aux montants dus par le Syndicat Mixte au Titulaire au titre du Loyer d'Investissement (L1) pour le trimestre concerné (la « **Convention de Financement** »). La Convention de Financement prévoyait également les conditions de versement de ces sommes au crédit d'un compte séquestre ayant vocation à être débité des Loyers ou des indemnités dus par le Syndicat Mixte au Titulaire en vertu du Contrat de Partenariat (le « **Compte Séquestre** »).
- (E) Qu'en garantie des sommes dues aux Prêteurs au titre des Crédits Dailly, le Titulaire a cédé aux Prêteurs, en application des dispositions des articles L. 313-23 et suivants du Code monétaire et financier :

- (a) les créances qu'il détient sur le Syndicat Mixte au titre du Loyer Irrévocable Ouvrages DFE ;
- (b) les créances qu'il détient sur le Syndicat Mixte au titre du Loyer Irrévocable Ouvrages AFD ; et
- (c) les créances qu'il détient sur le Syndicat Mixte au titre du Loyer Irrévocable Ensemble 1 AFD,

et le Syndicat Mixte a accepté lesdites cessions de créances en signant chacun des Actes d'Acceptation (tels que ce terme est défini dans la Convention Quadripartite Initiale) conformément aux stipulations de l'article [36 du Contrat de Partenariat et aux dispositions des articles L. 313-29 et suivants du Code monétaire et financier (les « **Créances Cédées et Acceptées Initiales** »), prenant ainsi l'engagement de payer directement les Créances Cédées et Acceptées Initiales entre les mains des Prêteurs.

- (F) Que compte tenu de la structuration juridique et financière du Syndicat Mixte, et afin d'assurer la bancabilité du Projet et la continuité du service public, les parties à la Convention Quadripartite Initiale ont souhaité convenir des droits et obligations de chacune d'entre elles en relation avec le financement du Projet, et des engagements souscrits par la Région, tant en sa qualité de membre du Syndicat Mixte que de financeur au titre de la Convention de Financement, en cas de défaillance du Syndicat Mixte dans le paiement du Loyer d'Investissement (L1).
- (G) La signature de la Convention Quadripartite Initiale par la Région était une condition déterminante de l'engagement des Prêteurs de conclure les Conventions de Crédits.
- (H) Conformément aux dispositions de la loi n° 2001-884 du 27 juillet 2011 relative aux collectivités territoriales de Guyanne et de Martinique, la Collectivité Territoriale de Martinique (CTM) est venue aux droits de la Région.
- (I) Par délibération en date du 18 décembre 2014, le Conseil Régional de Martinique (assemblée délibérante de la Région) a décidé la création d'une autorité organisatrice des transports unique sur le territoire de la collectivité. À cet effet, l'établissement public *sui generis* Martinique Transport a été créé et il exerce ses compétences de transport en Martinique depuis le 1^{er} juillet 2017.
- (J) Par délibération du 29 mars 2016, l'Assemblée de Martinique (assemblée délibérante de la CTM) a déterminé les règles constitutives, les compétences et le régime financier de MT. Le transfert de l'ensemble des droits et obligations du Syndicat Mixte au titre du Projet et leur reprise concomitante par Martinique Transport (le « **Transfert** ») a dès lors été envisagé et a fait l'objet des actes suivants :
 - (a) par délibération du 10 août 2017, l'Assemblée de Martinique a approuvé le retrait de la CTM du Projet, ouvrant la voie à une dissolution du Syndicat Mixte ;

- (b) par délibérations du 23 octobre 2017, Martinique Transport a approuvé d'une part le transfert de gestion des emprises des stations du TCSP à son profit et, d'autre part, la convention de mise à disposition du TCSP par le Syndicat Mixte ; et
 - (c) par délibérations du 22 juin 2018 et du [à compléter] 2018, le Syndicat Mixte a approuvé un projet d'avenant n°5 au Contrat de Partenariat portant transfert du Contrat de Partenariat au profit de Martinique Transport. L'avenant n°5 au Contrat de Partenariat a été conclu ce jour (l'« **Avenant n°5** ») et le Transfert a été opéré à cette même date (la « **Date de Transfert** »).
- (K) Compte tenu de la survenance du Transfert à la Date de Transfert :
- (a) les Prêteurs renoncent, dans le cadre de l'Avenant (i) au bénéfice des cessions de créances à titre de garantie visées au paragraphe (E) ci-dessus libérant ainsi le Titulaire et le Syndicat Mixte de leurs obligations à ce titre et (ii) au bénéfice des Actes d'Acceptation (tels que ce terme est défini dans la Convention Quadripartite Initiale), libérant ainsi le Syndicat Mixte de ses obligations à ce titre, dans la mesure où ces cessions et Actes d'Acceptation portaient initialement sur des créances détenues par le Titulaire à l'encontre du Syndicat Mixte avant réalisation du Transfert ;
 - (b) en contrepartie des renonciations mentionnées au paragraphe (a) ci-dessus, obtenu du Titulaire, les Prêteurs ont obtenu une nouvelle cession de créances en garantie des sommes dues aux Prêteurs au titre des Crédits Dailly des créances suivantes en application des dispositions des articles L.313-23 et suivants du Code monétaire et financier :
 - i. les créances qu'il détient désormais sur Martinique Transport au titre du Loyer Irrévocable Ouvrages DFE ;
 - ii. les créances qu'il détient désormais sur Martinique Transport au titre du Loyer Irrévocable Ouvrages AFD ; et
 - iii. les créances qu'il détient désormais sur Martinique Transport au titre du Loyer Irrévocable Ensemble 1 AFD,
- et Martinique Transport a accepté lesdites cessions de créances en signant les Actes d'Acceptation conformément aux stipulations de l'article 36 du Contrat de Partenariat et aux dispositions des articles L.313-29 et suivants du Code monétaire et financier (les « **Créances Cédées et Acceptées** »), prenant ainsi l'engagement de payer directement et immédiatement les Créances Cédées et Acceptées entre les mains des Prêteurs. Il est précisé, en tant que de besoin, que la Date de Mise à Disposition Effective des Ouvrages étant intervenue le [1^{er} octobre 2015 et] que la Date de Mise à Disposition Effective de l'Ensemble 1 étant intervenue le [7 décembre 2015] [**Note ORM : à confirmer par les Prêteurs.**], chacun des nouveaux Actes d'Acceptation sont inconditionnels et entrent en vigueur immédiatement à la date de ce jour.

- (L) Les Parties se sont rapprochées afin d'adapter les termes et conditions de la Convention Quadripartite Initiale en vue d'assurer la reprise par Martinique Transport des droits et obligations du Syndicat Mixte au titre de la Convention Quadripartite Initiale préalablement à la dissolution du Syndicat Mixte et de les adapter à la structure convenue entre les Parties dans le cadre du Transfert dans les conditions prévues au présent avenant (l' « **Avenant** »).

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1. DEFINITIONS ET INTERPRETATION

1.1 Définitions

Les termes commençant par une majuscule et non autrement définis dans le corps d'un article, dans le préambule ou en tête de l'Avenant, ont le sens qui leur est donné dans la Convention Quadripartite Modifiée

« **Avenant** » a le sens qui est donné à ce terme au paragraphe (L) du préambule.

« **Convention Quadripartite Initiale** » désigne la convention quadripartite conclue le 22 novembre 2013 entre la Région Martinique, le Syndicat Mixte, le Titulaire, l'AFD et la DFE.

« **Convention Quadripartite Modifiée** » a le sens qui lui est donné à l'Article 4 (*Avenant la convention initiale*) du présent Avenant.

« **Date d'Entrée en Vigueur** » a le sens qui lui est donné à l'Article 6 (*Entrée en Vigueur – Durée*) du présent Avenant.

« **Date de Signature** » désigne la date de signature du présent Avenant par l'ensemble des Parties.

« **Date de Signature Initiale** » désigne la date de signature de la Convention Quadripartite Initiale.

« **Prêteurs** » désigne l'AFD et la DFE, ainsi que tout successeur, cessionnaire, subrogé ou ayant-droit.

« **Région** » ou « **CTM** » désigne la Région Martinique aux droits de laquelle vient la Collectivité Territoriale de Martinique.

« **Syndicat Mixte** » ou « **SMTCSP** » désigne le syndicat mixte du transport collectif en site propre, signataire du Contrat de Partenariat Initial.

1.2 Interprétation

(a) Dans la présente convention, sauf indication contraire :

- (i) toute référence à une disposition légale s'entend de cette disposition telle qu'éventuellement amendée ;

- (ii) sauf stipulation contraire, toute référence à une heure du jour s'entend de l'heure à Paris.
- (b) Les références à un document (y compris la Convention) s'entendent de ce document y compris ses Annexes, tel qu'éventuellement amendé.
- (c) Les titres des chapitres, articles et Annexes sont indiqués par commodité uniquement et ne sauraient influencer l'interprétation de la présente Convention.
- (d) Les mots définis comportant le pluriel doivent inclure le singulier et vice versa.

ARTICLE 2. OBJET

L'Avenant a notamment pour objet de :

- 2.1 résilier la Convention de Financement ;
 - 2.2 céder l'ensemble des droits et obligations du Syndicat Mixte au titre de la Convention Quadripartite Initiale à MT ; et
 - 2.3 modifier la Convention Quadripartite Initiale,
- selon les termes et conditions prévus au présent Avenant.

ARTICLE 3. RESILIATION DE LA CONVENTION DE FINANCEMENT - CESSION DES DROITS ET OBLIGATIONS DU SYNDICAT MIXTE À MT

3.1 Résiliation de la Convention de Financement

- 3.1.1 La CTM et le Syndicat Mixte résilient la Convention de Financement avec effet à la Date de Transfert, ce que les autres Parties reconnaissent et acceptent.
- 3.1.2 À compter de ce jour, et du fait de la résiliation de la Convention de Financement, la CTM et le Syndicat Mixte seront en conséquence libérés pour l'avenir de toutes leurs obligations et ne bénéficieront plus d'aucun droit au titre de la Convention de Financement.

3.2 Cessions

- 3.2.1 Il est rappelé que ce jour, au titre de l'Avenant n°5, le Contrat de Partenariat a été transféré par le Syndicat Mixte à MT, qui a ainsi acquis la qualité de partie au Contrat de Partenariat et repris l'intégralité des droits et obligations du Syndicat Mixte à l'égard du Titulaire au titre du Contrat de Partenariat.
- 3.2.2 Par les présentes, le Syndicat Mixte cède irrévocablement, à titre gratuit, à MT, qui l'accepte, l'ensemble de ses droits et obligations (avec tous leurs accessoires respectifs) au titre de la Convention Quadripartite Initiale, y

compris les obligations de paiement du Syndicat Mixte qui n'auraient pas été satisfaites à la Date de Signature.

- 3.2.3 À compter de ce jour, et du fait du transfert du Contrat de Partenariat, le Syndicat Mixte sera en conséquence libéré pour l'avenir de toutes ses obligations au titre de la Convention Quadripartite Initiale et ne bénéficiera plus d'aucun droit au titre de la Convention Quadripartite Initiale.
- 3.2.4 À compter de ce jour, MT assumera pour l'avenir, envers les autres Parties, l'ensemble des obligations qui incombait initialement au Syndicat Mixte au titre de la Convention Quadripartite Initiale (y compris les obligations de paiement du Syndicat Mixte qui n'auraient pas été satisfaites à la Date de Signature), dont le Syndicat Mixte est libéré pour l'avenir en application du paragraphe 3.2.3 ci-dessus. En conséquence, les échéances de Loyers Irrévocables, autres Loyers et sommes dues par le Syndicat Mixte au Titulaire ou aux Prêteurs depuis la dernière date d'échéance payée par le Syndicat Mixte (telle que figurant aux Échéanciers) seront intégralement dues par MT au Titulaire et aux Prêteurs selon les Échéanciers, le cas échéant mis à jour conformément au Contrat de Partenariat. Il est précisé que l'engagement de la CTM au titre de l'ARTICLE 6 (*Contributions Financières de la CTM*) de la Convention Quadripartite Modifiée portera également sur tout Loyer Irrevocable qui demeurerait impayé par le Syndicat Mixte (au droit duquel est venu MT conformément au présent Article 3.2) aux Prêteurs à la Date de Transfert de sorte qu'il sera fait application des stipulations de la présente Convention et notamment de l'ARTICLE 6 (*Contributions Financières de la CTM*) et de l'ARTICLE 7 (*Délégation Imparfaite*) de la Convention Quadripartite Modifiée si une somme demeure impayée par le Syndicat Mixte (au droit duquel est venu MT conformément au présent Article 3.2) aux Prêteurs à la Date de Transfert au titre des Loyers Irrévocables.
- 3.2.5 Par les présentes, la CTM, les Prêteurs et le Titulaire prennent acte de la cession et, en conséquence, (1) donnent expressément leur accord définitif et irrévocable à la réalisation de la cession par le Syndicat Mixte à MT de ses droits et obligations au titre de la Convention Quadripartite Initiale et (2) acceptent de libérer et décharger définitivement et irrévocablement le Syndicat Mixte pour l'avenir de ses obligations au titre de la Convention Quadripartite Initiale. À compter de ce jour, le Syndicat Mixte cessera de détenir les droits ainsi cédés à MT et sera libéré pour l'avenir de toutes ses obligations au titre de la Convention Quadripartite Initiale correspondant aux obligations ainsi cédées à MT.

3.3 Régime de la Cession

- 3.3.1 MT pourra opposer aux autres Parties les exceptions inhérentes à la dette (telles que la nullité, l'exception d'inexécution, la résolution ou la compensation de dettes connexes), mais ne pourra en aucun cas leur opposer les exceptions personnelles au Syndicat Mixte. Les Parties pourront opposer à MT les exceptions qu'ils auraient pu opposer au Syndicat Mixte.

3.3.2 Malgré la cession, les sûretés consenties aux Prêteurs en garantie des Crédits Dailly préalablement à la Date de Signature (à l'exception des sûretés visées aux paragraphes (a), (b) et (c) de la définition de « Documents de Sûretés » de la Convention sur les Termes Communs Initiale) sont expressément réservées par les Parties et resteront en vigueur, étant précisé que :

- (a) les Prêteurs donnent, par les présentes, mainlevée pleine et entière de chacun des Actes de Cession initiaux portant sur les créances du Titulaire à l'encontre du Syndicat Mixte au titre du Contrat de Partenariat (et des convention-cadre y afférentes), étant rappelé que le Titulaire a remis ce jour aux Prêteurs chacun des nouveaux Actes de Cession portant sur les Loyers Irrévocables et les Valeurs de Paiement Anticipé ou toute somme qui viendraient s'y substituer (et des conventions-cadre y afférentes) ;
- (b) les Prêteurs donnent, par les présentes, mainlevée pleine et entière de chacun des Actes d'Acceptation initiaux consentis par le Syndicat Mixte, étant rappelé que MT a remis ce jour aux Prêteurs chacun des nouveaux Actes de d'Acceptation portant sur les Loyers Irrévocables et les Valeurs de Paiement Anticipé ou toute somme qui viendraient s'y substituer ; et
- (c) en tant que de besoin, les Prêteurs donnent, par les présentes, mainlevée pleine et entière de toute sûreté stipulée aux termes de la Convention de Financement.

ARTICLE 4. AVENANT À LA CONVENTION QUADRIPARTITE INITIALE

- 4.1 Les Parties conviennent de modifier la Convention Quadripartite Initiale. La Convention Quadripartite Initiale, telle que modifiée et réitérée par le présent Avenant figure en Annexe 1 (*Convention Quadripartite Modifiée*) (la « **Convention Quadripartite Modifiée** ») au présent Avenant.
- 4.2 À compter de la Date d'Entrée en Vigueur, l'Avenant fait partie intégrante de la Convention Quadripartite Modifiée et toute référence à la Convention Quadripartite Initiale s'entendra d'une référence à la Convention Quadripartite Initiale telle que modifiée par l'Avenant.

ARTICLE 5. ABSENCE DE NOVATION – OBLIGATIONS CONTINUES

À compter de la Date d'Entrée en Vigueur, l'Avenant modifiera la Convention Quadripartite Initiale sans opérer une quelconque novation, au sens des articles 1329 et suivants du Code civil, des droits et obligations des Parties au titre de la Convention Quadripartite Initiale.

ARTICLE 6. PUBLICATION - INFORMATION

6.1 Publication

- 6.1.1 Dans les cinq (5) Jours Ouvrés suivants la Date de Signature, le Syndicat Mixte, MT et la CTM communiquent au Titulaire et aux Prêteurs les

documents listés à l'Annexe 2 A ainsi que les attestations dont le modèle figure en Annexe 3 A.

- 6.1.2 L'Avenant, l'Avenant n°5, les Actes d'Acceptation et leurs actes détachables (ainsi que l'ensemble des pièces requises au titre de la transmission au contrôle de légalité) font l'objet d'une transmission au représentant de l'État, par le Syndicat Mixte, MT et la CTM, chacun pour ce qui le concerne, dans un délai maximum de sept (7) Jours Ouvrés à compter de leur signature. [**Note ORM : communication de ces actes au contrôle de légalité à discuter**]
- 6.1.3 Ces actes font également l'objet de mesures de publicité ou d'affichage dans des conditions permettant de faire courir les délais de recours à leur encontre. Les supports retenus pour l'accomplissement de ces mesures de publicité ou d'affichage sont (i) l'affichage au siège du SMTCSF, de MT ou de la CTM, (ii) la publication au [Recueil des actes administratifs du SMTCSF], [Recueil des actes administratifs de MT] [ou] au [Recueil des actes administratifs de la CTM], et (iii) la publication dans un journal d'annonces légales, à l'exception, pour cette dernière modalité, des délibérations.
- 6.1.4 Le Syndicat Mixte, MT et la CTM s'engagent, en particulier, chacun pour ce qui le concerne, à rendre publique la signature de l'Avenant, de l'Avenant n°5, et des Actes d'Acceptation au moyen d'un avis mentionnant la conclusion et les caractéristiques essentielles de ces actes, ainsi que les modalités de leur consultation, conformément à la législation applicable. Cet avis fait l'objet des mesures de publicité énumérées ci-dessus.
- 6.1.5 Le Syndicat Mixte, MT et la CTM informent, chacun pour ce qui le concerne, le Titulaire et les Prêteurs de la réalisation de ces obligations en leur transmettant, dans les meilleurs délais à compter de l'accomplissement des mesures de publicité, les documents listés à l'Annexe 2 B.
- 6.1.6 Le Syndicat Mixte, MT et la CTM, chacun pour ce qui le concerne, devront par ailleurs adresser au Titulaire et aux Prêteurs une attestation de purge des recours et retraits contre l'Avenant, l'Avenant n°5, les Actes d'Acceptation et leurs actes détachables conformément aux modèles d'attestations figurant en annexe 3 B de la Convention.
- 6.1.7 Ces attestations devront être fournis à la date tombant au moins cent-trente-cinq (135) jours après l'accomplissement de la dernière des mesures de transmission et de publicité ou d'affichage relatives à l'Avenant, à l'Avenant n°5, aux Actes d'Acceptation et à leurs actes détachables respectifs, si aucune demande de transmission d'information complémentaire n'a été formulée par le représentant de l'État suite aux transmissions de ces documents. Dans l'hypothèse où une telle demande serait formulée auprès de la CTM, du Syndicat Mixte ou de MT, celui-ci en informe dans les meilleurs délais le Titulaire et les Prêteurs. Le délai de production de l'attestation visée au présent paragraphe est reporté, le cas échéant, pour tenir compte de la

prorogation du délai d'exercice du déferé préfectoral par le représentant de l'Etat.

6.2 Information

Le Syndicat Mixte, MT et la CTM, chacun pour ce qui le concerne, s'engagent à informer le Titulaire et les Prêteurs, dès qu'ils en ont connaissance, de tout retrait et/ou recours administratif et/ou contentieux à l'encontre de l'Avenant, de l'Avenant n°5, des Actes d'Acceptation et/ou de l'un de leurs actes détachables.

ARTICLE 7. ENTREE EN VIGUEUR – DUREE

L'Avenant prend effet à compter de sa notification au Titulaire par []. La date de réception de cette notification par le Titulaire vaut date d'entrée en vigueur (la « **Date d'Entrée en Vigueur** »).

[Note ORM : modalités d'entrée en vigueur simultanée de l'Avenant n°5 et de l'Avenant à discuter]

ARTICLE 8. STIPULATIONS DIVERSES

8.1 Modification

L'Avenant ne pourra être modifié sans le consentement écrit et préalable de chacune des Parties.

8.2 Nullité - Inopposabilité

Si, à un moment quelconque, une stipulation de l'Avenant est, ou devient, illicite et/ou nulle et/ou inopposable, la validité et l'opposabilité des autres stipulations de l'Avenant n'en sera pas affectée. Les Parties se rencontreront afin de convenir des modifications à apporter à l'Avenant pour remplacer, dans la mesure permise par la loi, la (ou les) stipulation(s) concernée(s), par des stipulations d'effet équivalent.

ARTICLE 9. DROIT APPLICABLE

Le présent Avenant est régi par le droit français.

ARTICLE 10. ATTRIBUTION DE COMPETENCE

Les Parties s'efforceront de régler à l'amiable tout différend relatif à l'interprétation et à l'exécution de l'Avenant.

A défaut d'accord, les différends seront du ressort de la juridiction compétente.

Fait à [●], à la date figurant en tête des présentes, en sept (7) exemplaires originaux.

<p>Pour la CTM</p> <p>Nom : [●]</p> <p>Titre : [●]</p>	<p>Pour MT</p> <p>Nom : [●]</p> <p>Titre : [●]</p>
<p>Pour le Titulaire</p> <p>Nom : [●]</p> <p>Titre : [●]</p>	<p>Pour le Syndicat Mixte</p> <p>Nom : [●]</p> <p>Titre : [●]</p>
<p>Pour l'AFD</p> <p>Nom : [●]</p> <p>Titre : [●]</p>	<p>Pour la DFE</p> <p>Nom : [●]</p> <p>Titre : [●]</p>
<p>Pour l'Agent des Sûretés</p> <p>Nom : [●]</p> <p>Titre : [●]</p>	

ANNEXE 1 – Convention Quadripartite Modifiée

[à insérer]

ANNEXE 2 – Obligations de publications

Annexe 2 A – Liste des documents à remettre dans un délai de cinq (5) Jours Ouvrés à compter de la Date de Signature

- i. preuve de l'affichage au siège du SMTCSPP et copie de l'avis ou de l'accusé de réception de la transmission au représentant de l'Etat dans le Département effectuée par le Syndicat Mixte des délibérations n°[] du Syndicat Mixte en date du [] autorisant le Président du Syndicat Mixte à signer l'Avenant et l'Avenant n°5, , ainsi que de l'ensemble des pièces lui permettant d'effectuer son contrôle ;
- ii. preuve de l'affichage au siège de MT et copie de l'avis ou de l'accusé de réception de la transmission au représentant de l'Etat [dans le Département] effectuée par MT des délibérations n°[] de MT en date du [] autorisant le Président de MT à signer l'Avenant, l'Avenant n°5 et les Actes d'Acceptation, ainsi que de l'ensemble des pièces lui permettant d'effectuer son contrôle ;
- iii. preuve de l'affichage au siège de la CTM et copie de l'avis ou de l'accusé de réception de la transmission au représentant de l'Etat dans la CTM effectuée par la CTM des délibérations n°[] de la CTM en date du [] autorisant le Président de l'organe délibérant de la CTM à signer l'Avenant, ainsi que de l'ensemble des pièces lui permettant d'effectuer son contrôle.

Annexe 2 B – Liste des documents à remettre postérieurement à la date de signature de la Convention

- i. copie de la publication au [Recueil administratif des actes du SMTCSPP] et affichage au siège du SMTCSPP des délibérations n°[] du Syndicat Mixte en date du [] autorisant le Président du Syndicat Mixte à signer l'Avenant et l'Avenant n°5 ;
- ii. copie de la publication au [Recueil administratif des actes de MT] et affichage au siège de MT des délibérations n°[] de MT en date du [] autorisant le Président de MT à signer l'Avenant et l'Avenant n°5 ;
- iii. copie de la publication au [Recueil administratif des actes de la CTM] et affichage au siège de la CTM des délibérations n°[] de la CTM en date du [] autorisant le Président de l'organe délibérant de la CTM à signer l'Avenant ;
- iv. copie de la publication au Journal officiel de l'Union Européenne de [l'avis d'attribution] mentionnant la conclusion de l'Avenant n°5 avec le Titulaire et ses caractéristiques essentielles et mentionnant également la signature par le Président du Syndicat Mixte et les caractéristiques essentielles de l'Avenant et de l'Avenant n°5 ainsi que les modalités de consultation de ces documents dans le respect des secrets protégés par la loi ;
- v. copie de la publication au Journal officiel de l'Union Européenne de [l'avis d'attribution] mentionnant la conclusion de l'Avenant n°5 avec le Titulaire et ses caractéristiques essentielles et mentionnant également la signature par le Président de MT et les caractéristiques essentielles de l'Avenant, de l'Avenant n°5 et des Actes d'Acceptation ainsi que les modalités de consultation de ces documents dans le respect des secrets protégés par la loi ;
- vi. [copie de la publication au [Recueil administratif des actes du SMTCP] n°[] du [] et au journal d'annonces légales [] de l'avis visé au paragraphe [iv.] ci-dessus ;]
- vii. [copie de la publication au [Recueil administratif des actes de MT] n°[] du [] et au journal d'annonces légales [] de l'avis visé au paragraphe [v.] ci-dessus ;]
- viii. copie de l'avis ou de l'accusé de réception de la transmission au représentant de l'Etat dans le Département effectuée par le SMTCSPP de l'Avenant et de l'Avenant n°5 , ainsi que de l'ensemble des pièces lui permettant d'effectuer son contrôle ;
- ix. copie de l'avis ou de l'accusé de réception de la transmission au représentant de l'Etat [dans le Département] effectuée par MT de l'Avenant et de l'Avenant n°5 et des Actes d'acceptation, ainsi que de l'ensemble des pièces lui permettant d'effectuer son contrôle ;
- x. copie de la publication au Recueil administratif des actes de la CTM et au journal d'annonces légales [] de l'avis mentionnant la signature par le Président de

l'organe délibérant de la CTM, les caractéristiques essentielles et les modalités de consultation de l'Avenant ;

- xi. copie de l'avis ou de l'accusé de réception de la transmission au représentant de l'Etat dans la CTM effectuée par la CTM de l'Avenant n°5 ainsi que de l'ensemble des pièces lui permettant d'effectuer son contrôle.

ANNEXE 3 – MODELE D' ATTESTATION DES PURGES ET RETRAITS

Annexe 3 A – Attestations à remettre dans un délai de cinq (5) Jours Ouvrés à compter de la Date de Signature

Annexe 3 A1 – Attestation à remettre par le Syndicat Mixte

Je soussigné[e], [], agissant en qualité de représentant légal du SMTCSP, atteste, à la date des présentes :

- i. que le SMTCSP n'a pas reçu notification et n'a pas connaissance de l'existence d'un recours administratif ou contentieux ou d'un déferé préfectoral (y compris, le cas échéant, un recours dont l'auteur se serait désisté ou d'un recours déjà jugé) à l'encontre des délibérations du SMTCSP en date du [], affichées au siège du SMTCSP dès le [] et transmises le [] au représentant de l'Etat [dans le Département], autorisant le Président du Syndicat Mixte à signer l'Avenant et l'Avenant n°5 ;
- ii. qu'il n'a pas été procédé au retrait des délibérations visées au (i) ci-dessus.

Annexe 3 A2 – Attestation à remettre par MT

Je soussigné[e], [], agissant en qualité de représentant légal de Martinique Transport, atteste, à la date des présentes :

- i. que Martinique Transport n'a pas reçu notification et n'a pas connaissance de l'existence d'un recours administratif ou contentieux ou d'un déferé préfectoral (y compris, le cas échéant, un recours dont l'auteur se serait désisté ou d'un recours déjà jugé) à l'encontre des délibérations de Martinique Transport en date du [], affichées au siège de Martinique Transport dès le [] et transmises le [] au représentant de l'Etat [dans le Département], autorisant le Président de Martinique Transport à signer l'Avenant, l'Avenant n°5 et les Actes d'Acceptation ;
- ii. qu'il n'a pas été procédé au retrait des délibérations visées au (i) ci-dessus.

Annexe 3 A3 – Attestation à remettre par la CTM

Je soussigné[e], [], agissant en qualité de représentant légal de la CTM, atteste, à la date des présentes, que :

- i. la CTM n'a pas reçu notification et n'a pas connaissance de l'existence d'un recours administratif ou contentieux ou d'un déferé préfectoral (y compris, le cas échéant, un recours dont l'auteur se serait désisté ou d'un recours déjà jugé) à l'encontre des délibérations de la CTM en date du [], affichées au siège de la

- CTM dès le [] et transmises le [] au représentant de l'Etat dans la CTM, autorisant le Président de l'organe délibérant de la CTM à signer l'Avenant ;
- ii. qu'il n'a pas été procédé au retrait des délibérations visées au (i) ci-dessus.

Annexe 3 B – Attestations à remettre dans le délai prévu à l'article 6.1

Annexe 3 B1 – Attestation à remettre par le Syndicat Mixte

Je soussigné[e], [], agissant en qualité de représentant légal du SMTCSP, atteste, à la date des présentes, que le SMTCSP, après avoir accompli à cet effet toutes les demandes appropriées auprès des greffes des tribunaux compétents en vue de l'obtention de certificats de non-recours (i) n'a pas reçu notification et n'a pas connaissance d'un recours en référé contractuel ou d'un recours en contestation de validité à l'encontre du contrat de partenariat relatif au projet TCSP, et (ii), s'agissant des actes énumérés ci-après, n'a pas reçu notification et n'a pas connaissance de l'existence d'un recours administratif ou contentieux ou d'un déferé préfectoral (y compris, le cas échéant, un recours dont l'auteur se serait désisté ou d'un recours déjà jugé) à l'encontre de l'un ces actes et n'a pas procédé à un retrait administratif portant sur l'un de ces actes :

- i. les délibérations du SMTCSP en date du [] autorisant le Président du Syndicat Mixte à signer l'avenant n°5 au contrat de partenariat relatif au projet TCSP et l'Avenant à la convention quadripartite y afférente, affichées au siège du SMTCSP et publiées au [Recueil administratif des actes du SMTCSP] n°[] du [], conformément aux lois et règlements et permettant de faire valablement courir les délais de recours ;
- ii. l'avenant n°5 au contrat de partenariat relatif au projet TCSP, signé par le SMTCSP, Martinique Transport et Caraïbus le [], et tout acte détachable y afférent, dont la décision de signer qui a été révélée par un avis mentionnant cette signature affiché au siège du SMTCSP et publié au [Recueil administratif des actes du SMTCSP] n°[] du [] et au journal d'annonces légales [] le [], conformément aux lois et règlements et permettant de faire valablement courir les délais de recours ;
- iii. l'Avenant à la convention quadripartite, signé par le SMTCSP, Martinique Transport, la Collectivité Territoriale de Martinique, Caraïbus, l'AFD et la DFE le [], et tout acte détachable y afférent, dont la décision de signer qui a été révélée par un avis mentionnant cette signature affiché au siège du SMTCSP et publié au [Recueil administratif des actes du SMTCSP] n°[] du [] et au journal d'annonces légales [] le [], conformément aux lois et règlements et permettant de faire valablement courir les délais de recours.

Annexe 3 B2 – Attestation à remettre par MT

Je soussigné[e], [], agissant en qualité de représentant légal de Martinique Transport, atteste, à la date des présentes, que Martinique Transport, après avoir accompli à cet effet toutes les demandes appropriées auprès des greffes des tribunaux compétents en vue de l'obtention de certificats de non-recours (i) n'a pas reçu notification et n'a pas connaissance d'un recours en référé contractuel ou d'un recours en contestation de validité à l'encontre du contrat de partenariat relatif au projet TCSP, et (ii), s'agissant des actes énumérés ci-après, n'a pas reçu notification et n'a pas connaissance de l'existence d'un recours administratif ou contentieux ou d'un déféré préfectoral (y compris, le cas échéant, un recours dont l'auteur se serait désisté ou d'un recours déjà jugé) à l'encontre de l'un ces actes et n'a pas procédé à un retrait administratif portant sur l'un de ces actes :

- i. les délibérations de Martinique Transport en date du [] autorisant le Président de Martinique Transport à signer l'avenant n°5 au contrat de partenariat relatif au projet TCSP, l'Avenant à la convention quadripartite et les actes d'acceptation y afférents, affichés au siège de Martinique Transport et publiés au [Recueil administratif des actes de Martinique Transport] n°[] du [], conformément aux lois et règlements et permettant de faire valablement courir les délais de recours ;
- ii. l'avenant n°5 au contrat de partenariat relatif au projet TCSP, signé par le SMTCSPP, Martinique Transport et Caraïbus le [], et tout acte détachable y afférent, dont la décision de signer qui a été révélée par un avis mentionnant cette signature affiché au siège de Martinique Transport et publié au [Recueil administratif des actes de Martinique Transport] n°[] du [] et au journal d'annonces légales [] le [], conformément aux lois et règlements et permettant de faire valablement courir les délais de recours ;
- iii. l'Avenant à la convention quadripartite, signé par le SMTCSPP, Martinique Transport, la Collectivité Territoriale de Martinique, Caraïbus, l'AFD et la DFE le [], et tout acte détachable y afférent, dont la décision de signer qui a été révélée par un avis mentionnant cette signature affiché au siège de Martinique Transport et publié au [Recueil administratif des actes de Martinique Transport] n°[] du [] et au journal d'annonces légales [] le [], conformément aux lois et règlements et permettant de faire valablement courir les délais de recours ;
- iv. les actes d'acceptation signés par Martinique Transport le [], et tout acte détachable y afférent, dont la décision de signer qui a été révélée par un avis mentionnant cette signature affiché au siège de MT et publié au [Recueil administratif des actes de MT] n°[] du [] et au journal d'annonces légales [] le [], conformément aux lois et règlements et permettant de faire valablement courir les délais de recours.

Annexe 3 B3 – Attestation à remettre par la CTM

Je soussigné[e], [], agissant en qualité de représentant légal de la CTM, atteste, à la date des présentes, que la CTM, s'agissant des actes énumérés ci-après, n'a pas reçu notification et n'a pas connaissance de l'existence d'un recours administratif ou contentieux ou d'un déferé préfectoral (y compris, le cas échéant, un recours dont l'auteur se serait désisté ou d'un recours déjà jugé) à l'encontre de l'un ces actes et n'a pas procédé à un retrait administratif portant sur l'un de ces actes :

- i. les délibérations de la CTM en date du [] autorisant le Président de l'organe délibérant de la CTM l'Avenant à la convention quadripartite dans le cadre du projet TCSP, affichées au siège de la CTM et publiées au [Recueil administratif des actes de la CTM] n°[] du [], conformément aux lois et règlements et permettant de faire valablement courir les délais de recours ;
- i. l'Avenant à la convention quadripartite, signé par le SMTCSPT, Martinique Transport, la CTM, l'AFD et la CDC(DFE) le [], et tout acte détachable y afférent, dont la décision de signer qui a été révélée par un avis mentionnant cette signature affiché au siège de la CTM et au [Recueil administratif des actes de la CTM] n°[] du [] et au journal d'annonces légales [] le [], conformément aux lois et règlements et permettant de faire valablement courir les délais de recours.

***Projet du 15-11-2018 - Sous réserve des stipulations finales du Contrat de
Partenariat et des commentaires des Prêteurs***

Confidentiel

CONVENTION QUADRIPARTITE

Entre :

- (1) La COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE**
- (2) MARTINIQUE TRANSPORT**
- (3) Le TITULAIRE**
- (4) Les PRETEURS**
- (5) L'AGENT DES SURETES**

La convention quadripartite initiale (ci-après la « Convention Initiale ») a été conclue le [●] (ci-après la « Date de Signature Initiale ») et a fait l'objet d'un avenant (l' « Avenant ») en date du [●] (la « Date de Signature »).

La Convention Initiale telle que modifiée par l'Avenant est ci-après désignée la « Convention »,

ENTRE :

- (1) LA COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE (venant aux droits de la REGION MARTINIQUE),** représentée par [●], dûment autorisé par délibération de [●] en date du [●],

(la « **CTM** »)

- (2) L'ETABLISSEMENT PUBLIC MARTINIQUE TRANSPORT,** représenté par [●] dûment autorisé en vertu de [●],

(« **MT** » ou « **Martinique Transport** »)

- (3) [●],** société par actions simplifiée dont le siège social est situé [●], enregistrée sous le numéro unique d'identification n°[●] auprès du Registre du Commerce et des Sociétés de [●], représentée par [●], dûment habilité aux fins des présentes,

(le « **Titulaire** »)

- (4) AGENCE FRANÇAISE DE DÉVELOPPEMENT, [●],** dont le siège social est situé [●], enregistrée sous le numéro unique d'identification n°[●] auprès du Registre du Commerce et des Sociétés de [●], représentée par [●], dûment habilité aux fins des présentes,

(l' « **AFD** »)

ET :

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS, un établissement spécial créé par la loi du 28 avril 1816 codifiée aux articles L.518-2 et suivants du Code monétaire et financier, ayant son siège au 56, rue de Lille, 75007 Paris, agissant par l'intermédiaire de la direction des fonds d'épargne, dûment représenté aux fins des présentes par [●],

(la « **DFE** »)

(l'AFD et le DFE étant ensemble dénommés les « **Prêteurs** » et individuellement un « **Prêteur** »)

- (5) CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS,** un établissement spécial créé par la loi du 28 avril 1816 codifiée aux articles L.518-2 et suivants du Code monétaire et financier, ayant son siège au 56, rue de Lille, 75007 Paris, agissant

par l'intermédiaire de la direction des fonds d'épargne, dûment représenté aux fins des présentes par [●],

(l'« **Agent des Sûretés** »)

(Chacun des soussignés étant ci-après dénommé une « **Partie** », ou ensemble les « **Parties** »).

CONSIDERANT :

- (A) Que le Syndicat Mixte a conclu à la Date de Signature Initiale, avec le Titulaire, un contrat de partenariat (le « **Contrat de Partenariat Initial** ») ayant pour objet le financement, la conception et la réalisation d'ouvrages (pôles d'échanges, l'atelier-dépôt, stations et site propre entre l'échangeur de l'Aéroport et Carrère – section 5), l'acquisition du matériel roulant et des systèmes embarqués du TCSP, ainsi que l'entretien, le GER et la maintenance desdits ouvrages (le « **Projet** »).
- (B) Qu'aux fins de financer partiellement le Projet, le Titulaire a conclu à la Date de Signature Initiale, des conventions au titre desquelles : (i) des bailleurs de fonds ont consenti au Titulaire les Instruments de Fonds Propres ; (ii) l'AFD et la DFE ont consenti au Titulaire des crédits aux termes d'une convention sur les termes communs (la « **Convention sur les Termes Communs Initiale** ») et de deux conventions d'ouvertures de crédits d'un montant cumulé maximum en principal de soixante dix-huit millions d'euros (78.000.000 €) (les « **Crédits Dailly** », et, avec la Convention sur les Termes Communs Initiale, les « **Conventions de Crédits** ») ;
- (C) Que conformément aux stipulations de l'article 32 (Loyer) du Contrat de Partenariat, le Syndicat Mixte s'est engagé à verser au Titulaire, à compter de la Date de Mise à Disposition Effective des Ouvrages et de la Date de Mise à Disposition Effective de l'Ensemble 1, le Loyer d'Investissement (L1) constitué :
- (a) d'une fraction Li1 Ouv DFE faisant l'objet d'une cession de créances professionnelles acceptée ;
 - (b) d'une fraction Li1 Ouv AFD faisant l'objet d'une cession de créances professionnelles acceptée ;
 - (c) d'une fraction Li1 Ens 1 AFD faisant l'objet d'une cession de créances professionnelles acceptée ; et
 - (d) d'une fraction Li1 Ouv P et d'une fraction Li1 Ens 1 P .
- (D) Qu'aux fins de permettre au Syndicat Mixte de disposer de la trésorerie nécessaire pour procéder au paiement notamment du Loyer d'Investissement (L1), le Syndicat Mixte et la Région ont conclu une convention de financement aux termes de laquelle la Région s'est notamment engagée à mettre à la disposition du Syndicat Mixte, trimestriellement, les sommes correspondant aux montants dus par le Syndicat Mixte au Titulaire au titre du Loyer d'Investissement (L1) pour le trimestre concerné (la « **Convention de Financement Région** »). La Convention de Financement Région prévoyait également les conditions de versement de ces sommes au crédit d'un compte séquestre ayant vocation à être débité des Loyers ou des indemnités dus par le Syndicat Mixte au Titulaire en vertu du Contrat de Partenariat (le « **Compte Séquestre** »).
- (E) Qu'en garantie des sommes dues aux Prêteurs au titre des Crédits Dailly, le Titulaire a cédé aux Prêteurs, en application des dispositions des articles L. 313-23 et suivants du Code monétaire et financier :

- (a) les créances qu'il détient sur le Syndicat Mixte au titre du Loyer Irrévocable Ouvrages DFE ;
- (b) les créances qu'il détient sur le Syndicat Mixte au titre du Loyer Irrévocable Ouvrages AFD ; et
- (c) les créances qu'il détient sur le Syndicat Mixte au titre du Loyer Irrévocable Ensemble 1 AFD,

et le Syndicat Mixte a accepté lesdites cessions de créances en signant chacun des Actes d'Acceptation (tels que ce terme est défini dans la Convention Initiale) conformément aux stipulations de l'article [36 du Contrat de Partenariat et aux dispositions des articles L. 313-29 et suivants du Code monétaire et financier (les « **Créances Cédées et Acceptées Initiales** »), prenant ainsi l'engagement de payer directement les Créances Cédées et Acceptées Initiales entre les mains des Prêteurs.

- (F) Que compte tenu de la structuration juridique et financière du Syndicat Mixte, et afin d'assurer la bancabilité du Projet et la continuité du service public, les parties à la Convention Initiale ont souhaité convenir des droits et obligations de chacune d'entre elles en relation avec le financement du Projet, et des engagements souscrits par la Région, tant en sa qualité de membre du Syndicat Mixte que de financeur au titre de la Convention de Financement Région, en cas de défaillance du Syndicat Mixte dans le paiement du Loyer d'Investissement (L1).
- (G) La signature de la Convention Initiale par la Région était une condition déterminante de l'engagement des Prêteurs de conclure les Conventions de Crédits.
- (H) Conformément aux dispositions de la loi n° 2001-884 du 27 juillet 2011 relative aux collectivités territoriales de Guyanne et de Martinique, la Collectivité Territoriale de Martinique (CTM) est venue aux droits de la Région.
- (I) Par délibération en date du 18 décembre 2014, le Conseil Régional de Martinique (assemblée délibérante de la Région) a décidé la création d'une autorité organisatrice des transports unique sur le territoire de la collectivité. À cet effet, l'établissement public *sui generis* Martinique Transport a été créé et il exerce ses compétences de transport en Martinique depuis le 1^{er} juillet 2017.
- (J) Par délibération du 29 mars 2016, l'Assemblée de Martinique (assemblée délibérante de la CTM) a déterminé les règles constitutives, les compétences et le régime financier de MT. Le transfert de l'ensemble des droits et obligations du Syndicat Mixte au titre du Projet et leur reprise concomitante par Martinique Transport (le « **Transfert** ») a dès lors été envisagé et a fait l'objet des actes suivants :
 - (a) par délibération du 10 août 2017, l'Assemblée de Martinique a approuvé le retrait de la CTM du Projet, ouvrant la voie à une dissolution du Syndicat Mixte ;

- (b) par délibérations du 23 octobre 2017, Martinique Transport a approuvé d'une part le transfert de gestion des emprises des stations du TCSP à son profit et, d'autre part, la convention de mise à disposition du TCSP par le Syndicat Mixte ; [et]
 - (c) par délibérations du 22 juin 2018 et du [à compléter] 2018, le Syndicat Mixte a approuvé un projet d'avenant n°5 au Contrat de Partenariat portant transfert du Contrat de Partenariat au profit de Martinique Transport. L'avenant n°5 au Contrat de Partenariat a été conclu ce jour (l'« **Avenant n°5** ») et le Transfert a été opéré à cette même date (la « **Date de Transfert** »).
- (K) Compte tenu de la survenance du Transfert à la Date de Transfert, les Prêteurs ont, à cette date :
- (a) renoncé (i) au bénéfice des cessions de créances à titre de garantie visées au paragraphe (E) ci-dessus libérant ainsi le Titulaire et le Syndicat Mixte de leurs obligations à ce titre et (ii) au bénéfice des Actes d'Acceptation (tels que ce terme est défini dans la Convention Initiale), libérant ainsi le Syndicat Mixte de ses obligations à ce titre, dans la mesure où ces cessions et Actes d'Acceptation portaient initialement sur des créances détenues par le Titulaire à l'encontre du Syndicat Mixte avant réalisation du Transfert ;
 - (b) en contrepartie des renonciations mentionnées au paragraphe (a) ci-dessus, obtenu du Titulaire, une nouvelle cession de créances en garantie des sommes dues aux Prêteurs au titre des Crédits Dailly des créances suivantes en application des dispositions des articles L.313-23 et suivants du Code monétaire et financier :
 - i. les créances qu'il détient désormais sur Martinique Transport au titre du Loyer Irrévocable Ouvrages DFE ;
 - ii. les créances qu'il détient désormais sur Martinique Transport au titre du Loyer Irrévocable Ouvrages AFD ; et
 - iii. les créances qu'il détient désormais sur Martinique Transport au titre du Loyer Irrévocable Ensemble 1 AFD,
- et Martinique Transport a accepté lesdites cessions de créances en signant les Actes d'Acceptation conformément aux stipulations de l'article 36 du Contrat de Partenariat et aux dispositions des articles L.313-29 et suivants du Code monétaire et financier (les « **Créances Cédées et Acceptées** »), prenant ainsi l'engagement de payer directement et immédiatement les Créances Cédées et Acceptées entre les mains des Prêteurs. Il est précisé, en tant que de besoin, que la Date de Mise à Disposition Effective des Ouvrages étant intervenue le [1^{er} octobre 2015 et] que la Date de Mise à Disposition Effective de l'Ensemble 1 étant intervenue le [7 décembre 2015] [**Note ORM : à confirmer par les Prêteurs.**], chacun des nouveaux Actes d'Acceptation sont inconditionnels et entrent en vigueur immédiatement à la date de ce jour.

- (L) Les Parties se sont rapprochées afin d'adapter les termes et conditions de la Convention Initiale en vue d'assurer la reprise par Martinique Transport des droits et obligations du Syndicat Mixte au titre de la Convention Initiale préalablement à la dissolution du Syndicat Mixte et de les adapter à la structure convenue entre les Parties dans le cadre du Transfert.

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1. DEFINITIONS ET INTERPRETATION

1.1 Définitions

Les termes commençant par une majuscule et non autrement définis dans le corps d'un article, dans le préambule ou en tête de la Convention, ont le sens qui leur est donné ci-après ou, à défaut, dans le Contrat de Partenariat :

« **Acte d'Acceptation Ensemble 1 AFD** » désigne :

1. de la Date de Signature Initiale jusqu'à la Date de Signature, l'acte aux termes duquel le Syndicat Mixte a accepté la cession des créances de Loyer Irrévocable Ensemble 1 AFD et de Valeur de Paiement Anticipé de la Créance Ensemble 1 AFD ou toute somme qui viendrait s'y substituer, substantiellement conforme au modèle figurant en Annexe [...] au Contrat de Partenariat Initial ; puis
2. à compter de la Date de Signature, l'acte aux termes duquel MT a accepté la cession des créances de Loyer Irrévocable Ensemble 1 AFD et de Valeur de Paiement Anticipé de la Créance Ensemble 1 AFD ou toute somme qui viendrait s'y substituer, substantiellement conforme au modèle figurant en Annexe [...] au Contrat de Partenariat.

« **Acte d'Acceptation Ouvrages AFD** » désigne :

1. de la Date de Signature Initiale jusqu'à la Date de Signature, l'acte aux termes duquel le Syndicat Mixte a accepté la cession des créances de Loyer Irrévocable Ouvrages AFD et de Valeur de Paiement Anticipé de la Créance Ouvrages AFD ou toute somme qui viendrait s'y substituer, substantiellement conforme au modèle figurant en Annexe [...] au Contrat de Partenariat Initial ; puis
2. à compter de la Date de Signature, l'acte aux termes duquel MT a accepté la cession des créances de Loyer Irrévocable Ouvrages AFD et de Valeur de Paiement Anticipé de la Créance Ouvrages AFD ou toute somme qui viendrait s'y substituer, substantiellement conforme au modèle figurant en Annexe [...] au Contrat de Partenariat.

« **Acte d'Acceptation Ouvrages DFE** » désigne :

1. de la Date de Signature Initiale jusqu'à la Date de Signature, l'acte aux termes duquel le Syndicat Mixte a accepté la cession des créances de Loyer Irrévocable Ouvrages DFE et de Valeur de Paiement Anticipé de la Créance Ouvrages DFE ou toute somme qui viendrait s'y substituer, substantiellement conforme au modèle figurant en Annexe [...] au Contrat de Partenariat Initial ; puis

2. à compter de la Date de Signature, l'acte aux termes duquel MT a accepté la cession des créances de Loyer Irrévocable Ouvrages DFE et de Valeur de Paiement Anticipé de la Créance Ouvrages DFE ou toute somme qui viendrait s'y substituer, substantiellement conforme au modèle figurant en Annexe [...] au Contrat de Partenariat.

«**Actes d'Acceptation**» désigne ensemble l'Acte d'Acceptation Ensemble 1 AFD, l'Acte d'Acceptation Ouvrages AFD et l'Acte d'Acceptation Ouvrages DFE.

«**Acte de Cession Ensemble 1 AFD**» désigne :

1. de la Date de Signature Initiale jusqu'à la Date de Signature, l'acte aux termes duquel le Titulaire a cédé à l'AFD les créances de Loyer Irrévocable Ensemble 1 AFD et de Valeur de Paiement Anticipé de la Créance Ensemble 1 AFD ou toute somme qui viendrait s'y substituer qu'il détenait à l'encontre du Syndicat Mixte ; puis
2. à compter de la Date de Signature, l'acte aux termes duquel le Titulaire a cédé à l'AFD les créances de Loyer Irrévocable Ensemble 1 AFD et de Valeur de Paiement Anticipé de la Créance Ensemble 1 AFD ou toute somme qui viendrait s'y substituer qu'il détient à l'encontre de MT.

«**Acte de Cession Ouvrages AFD**» désigne :

1. de la Date de Signature Initiale jusqu'à la Date de Signature, l'acte aux termes duquel le Titulaire a cédé à l'AFD les créances de Loyer Irrévocable Ouvrages AFD et de Valeur de Paiement Anticipé de la Créance Ouvrages AFD ou toute somme qui viendrait s'y substituer qu'il détenait à l'encontre du Syndicat Mixte ; puis
2. à compter de la Date de Signature, l'acte aux termes duquel le Titulaire a cédé à l'AFD les créances de Loyer Irrévocable Ouvrages AFD et de Valeur de Paiement Anticipé de la Créance Ouvrages AFD ou toute somme qui viendrait s'y substituer qu'il détient à l'encontre de MT.

«**Acte de Cession Ouvrages DFE**» désigne :

1. de la Date de Signature Initiale jusqu'à la Date de Signature, l'acte aux termes duquel le Titulaire a cédé à l'**DFE** les créances de Loyer Irrévocable Ouvrages DFE et de Valeur de Paiement Anticipé de la Créance Ouvrages DFE ou toute somme qui viendrait s'y substituer qu'il détenait à l'encontre du Syndicat Mixte ; puis
2. à compter de la Date de Signature, l'acte aux termes duquel le Titulaire a cédé à la DFE les créances de Loyer Irrévocable Ouvrages DFE et de Valeur de Paiement Anticipé de la Créance Ouvrage DFE ou toute somme qui viendrait s'y substituer qu'il détient à l'encontre de MT.

«**Actes de Cessions**» désigne ensemble l'Acte de Cession Ensemble 1 AFD, l'Acte de Cession Ouvrages AFD et l'Acte de Cession Ouvrages DFE.

« **Cas d'Inefficacité** » désigne le cas où, pour quelque raison que ce soit, l'un ou plusieurs des Actes de Cession ou l'un ou plusieurs des Actes d'Acceptation ou la Convention (telle que modifiée par l'Avenant) n'entre(nt) pas en vigueur, n'est (ne sont) pas ou cesse(nt) d'être valables et/ou opposables, ou est (sont) privé(s) en tout ou partie

de ses (leurs) effets, selon le cas (en ce inclus le cas où un ou les Actes d'Acceptation et/ou la Convention ou l'un de leurs actes détachables est annulé, déclaré ou constaté nul, résilié, résolu, devient caduc ou est retiré suite à un Recours ou au retrait de l'un quelconque de ces actes).

« **Cas de Nullité** » désigne le cas où le Contrat de Partenariat (en ce compris l'Avenant n°5) ou l'un de ses(leurs) acte(s) détachable(s) est(sont) annulé(s), déclaré(s) ou constaté(s) nul(s), résilié(s), résolu(s), devient(nent) caduc(s) ou est(sont) retiré(s) suite à un Recours ou au retrait de l'un quelconque de ces actes.

« **Changement de Statut** » désigne les cas où MT est dissout, voit ses statuts modifiés, ou tout ou partie substantielle de ses compétences, de ses biens, ou de ses actifs et/ou ses droits et obligations au titre du Contrat de Partenariat, de la Convention ou des Actes d'Acceptation (ou de tout autre convention ou acte lié au Projet auquel il est partie) transférés (en ce inclus par voie législative ou réglementaire) à une autre entité. Est également considéré comme un Changement de Statut toute modification du cadre légal et réglementaire remettant en cause la compétence de la CTM ou de MT ou affectant la capacité de la CTM ou de MT à respecter leurs engagements de financement ou de paiement au titre de la Convention.

« **Contrat de Partenariat** » désigne le Contrat de Partenariat Initial, tel que modifié par un avenant n°1 en date du 25 juin 2015, par un avenant n°2, un avenant n°3 et un avenant n°4 en date du 1^{er} octobre 2015 et par l'Avenant n°5.

« **Contributions Financières** » désigne, sans préjudice des obligations légales et statutaires de la CTM et des autres membres de MT vis-à-vis de MT, les engagements financiers contractuels, pris par CTM, de contribuer au budget de MT afin de s'assurer que MT pourra exécuter ses obligations de paiement au titre (1) des Loyers Irrévocables, dans les conditions prévues à l'Article 6.1 (*Modalités de paiement*) et (2) des Valeurs de Paiement Anticipé, dans les conditions prévues à l'Article 6.2 (*Créances Cédées et Acceptées*) et 6.3 (*Fin anticipée du Contrat de Partenariat ou Recours Pendant*), étant précisé, en tant que de besoin, que les engagements financiers contractuels de la CTM au titre de la présente Convention ne concernent pas les obligations de MT au titre de la fraction Li1 Ouv P, de la fraction Li1 Ens 1 P, du Loyer GER (L2), du Loyer de Maintenance Courante et d'Entretien (L3) et du Loyer de Gestion (L4).

« **Convention Intercréanciers** » a le sens qui lui est attribué dans la Convention sur les Termes Communs.

« **Convention sur les Termes Communs** » désigne la Convention sur les Termes Communs Initiale, telle que modifiée par un avenant en date de ce jour.

« **Date Butoir** » a le sens qui lui est attribué au paragraphe 8.1(b) de l'ARTICLE 8. (*Défaut de Paiement*).

« **Date d'Exigibilité de la Créance** » a le sens qui lui est attribué au paragraphe 8.1(a) de l'ARTICLE 8. (*Défaut de Paiement*).

« **Date de Calcul** » désigne la première date d'échéance du Loyer Irrévocable Ouvrages AFD, du Loyer Irrévocable Ouvrages DFE ou du Loyer Irrévocable Ensemble 1 AFD immédiatement postérieure, selon le cas, (1) à la date de prise d'effet de la fin anticipée du Contrat de Partenariat ou (2) à la date de prise d'effet de la décision de MT visée au

paragraphe 5.11 ou 5.12 ci-dessous, ou (3) à la date à laquelle les Prêteurs prononcent à l'encontre de MT l'exigibilité anticipée des sommes qui leur sont dues en application du paragraphe 9.7 (*Conséquences de la survenance d'un cas de déchéance du terme*).

« **Délégation** » a le sens qui lui est attribué au paragraphe (a) de l'Article 7.1 (*Délégation imparfaite de paiement*).

« **Échéancier de la Fraction L1P** » désigne l'échéancier définitif du paiement de la Fraction L1P établi conformément au Contrat de Partenariat, figurant en Annexe 5 et tel que mis à jour dans les conditions prévues à l'annexe [28] du Contrat de Partenariat et inchangé à la Date de Signature.

« **Échéancier du Loyer Irrévocable Ensemble 1 AFD** » désigne l'échéancier définitif de paiement du Loyer Irrévocable Ensemble 1 AFD établi conformément au Contrat de Partenariat, figurant en partie A de l'Annexe 1 ainsi qu'en annexe à l'Acte d'Acceptation Ensemble 1 AFD, et tel que mis à jour dans les conditions prévues au Contrat de Partenariat.

« **Échéancier du Loyer Irrévocable Ouvrages AFD** » désigne l'échéancier définitif de paiement du Loyer Irrévocable Ouvrages AFD établi conformément au Contrat de Partenariat, figurant en partie B de l'Annexe 1 ainsi qu'en annexe à l'Acte d'Acceptation Ouvrages AFD, et tel que mis à jour dans les conditions prévues au Contrat de Partenariat.

« **Échéancier du Loyer Irrévocable Ouvrages DFE** » désigne l'échéancier prévisionnel de paiement du Loyer Irrévocable Ouvrages DFE établi conformément au Contrat de Partenariat, figurant en partie C de l'Annexe 1 ainsi qu'en annexe à l'Acte d'Acceptation Ouvrages DFE, et tel que mis à jour dans les conditions prévues au Contrat de Partenariat à chaque date de variation du taux du Livret A.

« **Échéancier Loyer de Gestion** » désigne l'échéancier prévisionnel de paiement du Loyer de Gestion établi conformément aux stipulations de l'article 32 du Contrat de Partenariat, figurant en Annexe 4, mis à jour à la Date de Mise à Disposition Effective des Ouvrages, tel que mis à jour dans les conditions prévues au Contrat de Partenariat.

« **Échéancier Loyer de Maintenance Courante et d'Entretien** » désigne l'échéancier prévisionnel de paiement du Loyer de Maintenance Courante et Entretien établi conformément aux stipulations de l'article 32 du Contrat de Partenariat, figurant en Annexe 3, mis à jour à la Date de Mise à Disposition Effective des Ouvrages, tel que mis à jour dans les conditions prévues au Contrat de Partenariat.

« **Échéancier Loyer GER** » désigne l'échéancier prévisionnel de paiement du Loyer GER établi conformément aux stipulations de l'article 32 du Contrat de Partenariat, figurant en Annexe 2, mis à jour à la Date de Mise à Disposition Effective des Ouvrages, tel que mis à jour dans les conditions prévues au Contrat de Partenariat.

« **Échéanciers** » désigne collectivement ou individuellement (selon le cas) l'Échéancier de la Fraction L1P, l'Échéancier du Loyer Irrévocable Ensemble 1 AFD, l'Échéancier du Loyer Irrévocable Ouvrages AFD, l'Échéancier du Loyer Irrévocable Ouvrages DFE, l'Échéancier Loyer de Gestion, l'Échéancier Loyer de Maintenance Courante et d'Entretien et l'Échéancier Loyer GER.

« **EONIA** » désigne, pour tout montant libellé en euros le « Euro OverNight Index Average », soit le taux annuel des dépôts d'argent au jour le jour sur le marché interbancaire de la zone Euro établi par la Banque Centrale Européenne, tel que diffusé sur la page EONIA de l'écran Thomson Reuters (ou toute autre service ou page qui viendrait à s'y substituer) aux environs de 19h (heure de Bruxelles), le jour considéré (ou si ce jour n'est pas un Jour Ouvré, le premier jour Ouvré précédent) ou tout autre indice satisfaisant pour les Prêteurs qui viendrait à le remplacer et serait applicable en France.

« **Intérêt de Retard (CTM)** » désigne tout intérêt de retard calculé selon les modalités prévues à l'ARTICLE 11. (*Intérêts de Retard*) dû par la CTM aux Prêteurs au titre de tout retard de paiement de toute somme due par la CTM aux Prêteurs au titre de la présente Convention.

« **Intérêt de Retard (MT)** » désigne tout intérêt de retard calculé selon les modalités prévues à l'ARTICLE 11. (*Intérêts de Retard*) dû par la MT aux Prêteurs au titre de tout retard de paiement de toute somme due par MT aux Prêteurs au titre des Actes d'Acceptation et de la présente Convention.

« **Jour Ouvré** » désigne tout jour de la semaine, à l'exception du samedi, du dimanche et des jours fériés, où les banques sont ouvertes à Paris tout en étant un Jour Target.

« **Jour Target** » désigne un jour quelconque où le système de paiement « *Trans European Automated Real-Time Gross Settlement Express Transfer* », qui utilise une plate-forme de règlement unique partagée, lancé le 19 novembre 2007, est ouvert au règlement de paiement en euros.

« **Loyer d'Investissement (L1)** » désigne la rémunération due au Titulaire par MT (en substitution du Syndicat Mixte, à compter de la Date de Signature) en contrepartie du Montant à financer (tel que ce terme est défini dans le Contrat de Partenariat) et du coût de son financement, telle que déterminée dans les conditions stipulées à l'article 32 du Contrat de Partenariat. Le Loyer d'Investissement (L1) est constitué des Loyer Irrévocable Ouvrages AFD, Loyer Irrévocable Ouvrages DFE, Loyer Irrévocable Ensemble 1 AFD, de la fraction Li1 Ouv P et de la fraction Li1 Ens 1 P.

« **Loyer de Gestion (L4)** » désigne la rémunération due au Titulaire par MT (en substitution du Syndicat Mixte, à compter de la Date de Signature) en contrepartie de la réalisation des prestations de gestion mises à la charge du Titulaire au titre du Contrat de Partenariat, telle que calculée conformément aux stipulations de l'article 32 du Contrat de Partenariat.

« **Loyer de Maintenance Courante et d'Entretien (L3)** » désigne la rémunération due au Titulaire par MT (en substitution du Syndicat Mixte, à compter de la Date de Signature) en contrepartie de la réalisation des prestations d'entretien et de maintenance mises à la charge du Titulaire au titre du Contrat de Partenariat, telle que calculée conformément aux stipulations de l'article 32 du Contrat de Partenariat.

« **Loyer GER (L2)** » désigne la rémunération due au Titulaire par MT (en substitution du Syndicat Mixte, à compter de la Date de Signature) en contrepartie de la réalisation des prestations de gros entretien-renouvellement mises à la charge du Titulaire au titre du Contrat de Partenariat, telle que calculée conformément aux stipulations de l'article 32 du Contrat de Partenariat.

« **Loyer Irrévocable Ensemble 1 AFD** » désigne la rémunération due par MT (en substitution du Syndicat Mixte, à compter de la Date de Signature) au Titulaire, en contrepartie du Montant à financer (tel que ce terme est défini dans le Contrat de Partenariat) et du coût de son financement relatifs à l'Ensemble 1, telle que déterminée dans les conditions stipulées à l'article 32 du Contrat de Partenariat, qui a été cédée à l'AFD au titre de l'Acte de Cession Ensemble 1 AFD et acceptée par MT au profit de l'AFD au titre de l'Acte d'Acceptation Ensemble 1 AFD.

« **Loyer Irrévocable Ouvrages AFD** » désigne la rémunération due par MT (en substitution du Syndicat Mixte, à compter de la Date de Signature) au Titulaire, en contrepartie du Montant à financer (tel que ce terme est défini dans le Contrat de Partenariat) et du coût de son financement relatifs aux Ouvrages, telle que déterminée dans les conditions stipulées à l'article 32 du Contrat de Partenariat, qui a été cédée à l'AFD au titre de l'Acte de Cession Ouvrages AFD et acceptée par MT au profit de l'AFD au titre de l'Acte d'Acceptation Ouvrages AFD.

« **Loyer Irrévocable Ouvrages DFE** » désigne la rémunération due par MT (en substitution du Syndicat Mixte, à compter de la Date de Signature) au Titulaire, en contrepartie du Montant à financer (tel que ce terme est défini dans le Contrat de Partenariat) et du coût de son financement relatifs aux Ouvrages, telle que déterminée dans les conditions stipulées à l'article 32 du Contrat de Partenariat, qui a été cédée à la DFE au titre de l'Acte de Cession Ouvrages DFE et acceptée par MT au profit de la DFE au titre de l'Acte d'Acceptation Ouvrages DFE.

« **Loyers Irrévocables** » désigne ensemble ou individuellement (selon le cas) le Loyer Irrévocable Ouvrages AFD, le Loyer Irrévocable Ouvrages DFE et le Loyer Irrévocable Ensemble 1 AFD.

« **Ouvrages** » désigne l'ensemble des constructions, équipements et installations, hors stations mentionnés à l'article 21.2 du Contrat de Partenariat, Bus, Systèmes, tels que décrits dans le programme fonctionnel des besoins figurant en annexe Ax1 du Contrat de Partenariat et tels que réalisés par le Titulaire.

« **Prêteurs** » désigne l'AFD et la DFE, ainsi que tout successeur, cessionnaire, subrogé ou ayant-droit.

« **Recours** » désigne un recours administratif ou contentieux formé à l'encontre du Contrat de Partenariat, de la Convention, de l'un ou des Actes d'Acceptation, ou de l'un de leurs actes détachables.

« **Recours Pendant** » a le sens qui lui est attribué au paragraphe 5.12 de l'ARTICLE 5. (*Modalités du financement*).

« **Région** » ou « **CTM** » désigne la Région Martinique aux droits de laquelle vient la Collectivité Territoriale de Martinique.

« **Syndicat Mixte** » ou « **SMTCS** » désigne le syndicat mixte du transport collectif en site propre, signataire du Contrat de Partenariat Initial.

« **Valeur de Paiement Anticipé de la Créance Ensemble 1 AFD** » désigne la somme des éléments (A) et (B) suivants :

- (A) désigne la somme à la Date de Calcul des éléments suivants :
- capital restant dû au titre de la part du Crédit AFD adossé au Loyer Irrévocable_{ENS1} AFD ;
 - Loyer Irrévocable_{ENS1} AFD échu et non payé et couru et non échu ;
 - Indemnité de Remboursement Anticipé AFD au titre de la part du Crédit AFD adossé au Loyer Irrévocable_{ENS1} AFD ; et
- (B) désigne un montant égal au montant des frais de portage financier entre la date de résiliation du Contrat de Partenariat et la date de paiement effectif de la Valeur de Paiement Anticipé de la Créance L1_{ENS} AFD.

« **Valeur de Paiement Anticipé de la Créance Ouvrages AFD** » désigne la somme des éléments (A) et (B) suivants :

- (A) désigne la somme à la Date de Calcul des éléments suivants :
- capital restant dû au titre de la part du Crédit AFD adossé au Loyer Irrévocable_{OUV} AFD ;
 - Loyer Irrévocable_{OUV} AFD échu et non payé et couru et non échu ;
 - Indemnité de Remboursement Anticipé AFD au titre de la part du Crédit AFD adossé au Loyer Irrévocable_{OUV} AFD ; et
- (B) désigne un montant égal au montant des frais de portage financier entre la date de résiliation du Contrat de Partenariat et la date de paiement effectif de la Valeur de Paiement Anticipé de la Créance L1_{OUV} AFD.

« **Valeur de Paiement Anticipé de la Créance Ouvrages DFE** » désigne la somme des éléments (A) et (B) suivants :

- (A) désigne la somme à la Date de Calcul des éléments suivants :
- capital restant dû au titre de la part du Crédit DFE adossé au Loyer Irrévocable_{OUV} DFE ;
 - Loyer Irrévocable_{OUV} DFE échu et non payé et couru et non échu ;
 - Indemnité de Remboursement Anticipé DFE ; et
- (B) désigne un montant égal au montant des frais de portage financier entre la date de résiliation du Contrat de Partenariat et la date de paiement effectif de la Valeur de Paiement Anticipé de la Créance L1_{OUV} DFE.

« **Valeurs de Paiement Anticipé** » désigne ensemble ou individuellement (selon le cas) la Valeur de Paiement Anticipé de la Créance Ensemble 1 AFD, la Valeur de Paiement Anticipé de la Créance Ouvrages AFD et la Valeur de Paiement Anticipé de la Créance Ouvrages DFE.

1.2 **Interprétation**

- (a) Dans la présente convention, sauf indication contraire :
 - (i) toute référence à une disposition légale s'entend de cette disposition telle qu'éventuellement amendée ;
 - (ii) sauf stipulation contraire, toute référence à une heure du jour s'entend de l'heure à Paris.
- (b) Les références à un document (y compris la Convention) s'entendent de ce document y compris ses Annexes, tel qu'éventuellement amendé.
- (c) Les titres des chapitres, articles et Annexes sont indiqués par commodité uniquement et ne sauraient influencer l'interprétation de la présente Convention.
- (d) Les mots définis comportant le pluriel doivent inclure le singulier et vice versa.

ARTICLE 2. RESILIATION DE LA CONVENTION DE FINANCEMENT - CESSION DES DROITS ET OBLIGATIONS DU SYNDICAT MIXTE À MT

2.1 Résiliation de la Convention de Financement

- 2.1.1 La CTM et le Syndicat Mixte résilient la Convention de Financement avec effet à la Date de Transfert, ce que les autres Parties reconnaissent et acceptent.
- 2.1.2 À compter de ce jour, et du fait de la résiliation de la Convention de Financement, la CTM et le Syndicat Mixte seront en conséquence libérés pour l'avenir de toutes leurs obligations et ne bénéficieront plus d'aucun droit au titre de la Convention de Financement.

2.2 Cessions

- 2.2.1 Il est rappelé que ce jour, au titre de l'Avenant n°5, le Contrat de Partenariat a été transféré par le Syndicat Mixte à MT, qui a ainsi acquis la qualité de partie au Contrat de Partenariat et repris l'intégralité des droits et obligations du Syndicat Mixte à l'égard du Titulaire au titre du Contrat de Partenariat.
- 2.2.2 Par les présentes, le Syndicat Mixte cède irrévocablement, à titre gratuit, à MT, qui l'accepte, l'ensemble de ses droits et obligations (avec tous leurs accessoires respectifs) au titre de la Convention Initiale, y compris les obligations de paiement du Syndicat Mixte qui n'auraient pas été satisfaites à la Date de Signature.
- 2.2.3 À compter de ce jour, et du fait du transfert du Contrat de Partenariat, le Syndicat Mixte sera en conséquence libéré pour l'avenir de toutes ses

obligations au titre de la Convention Initiale et ne bénéficiera plus d'aucun droit au titre de la Convention Initiale.

- 2.2.4 À compter de ce jour, MT assumera pour l'avenir, envers les autres Parties, l'ensemble des obligations qui incombaient initialement au Syndicat Mixte au titre de la Convention Initiale (y compris les obligations de paiement du Syndicat Mixte qui n'auraient pas été satisfaites à la Date de Signature), dont le Syndicat Mixte est libéré pour l'avenir en application du paragraphe 2.2.3 ci-dessus. En conséquence, les échéances de Loyers Irrévocables, autres Loyers et sommes dues par le Syndicat Mixte au Titulaire ou aux Prêteurs depuis la dernière date d'échéance payée par le Syndicat Mixte (telle que figurant aux Échéanciers) seront intégralement dues par MT au Titulaire et aux Prêteurs selon les Échéanciers, le cas échéant mis à jour conformément au Contrat de Partenariat. Il est précisé que l'engagement de la CTM au titre de l'ARTICLE 6. (*Contributions Financières de la CTM*) portera également sur tout Loyer Irrevocable qui demeurerait impayé par le Syndicat Mixte (au droit duquel est venu MT conformément au présent Article 2.2) aux Prêteurs à la Date de Transfert de sorte qu'il sera fait application des stipulations de la présente Convention et notamment de l'ARTICLE 6. (*Contributions Financières de la CTM*) et de l'ARTICLE 7. (*Délégation Imparfait*) si une somme demeure impayée par le Syndicat Mixte (au droit duquel est venu MT conformément au présent Article 2.2) aux Prêteurs à la Date de Transfert au titre des Loyers Irrévocables.
- 2.2.5 Par les présentes, la CTM, les Prêteurs et le Titulaire prennent acte de la cession et, en conséquence, (1) donnent expressément leur accord définitif et irrévocable à la réalisation de la cession par le Syndicat Mixte à MT de ses droits et obligations au titre de la Convention Initiale et (2) acceptent de libérer et décharger définitivement et irrévocablement le Syndicat Mixte pour l'avenir de ses obligations au titre de la Convention Initiale. À compter de ce jour, le Syndicat Mixte cessera de détenir les droits ainsi cédés à MT et sera libéré pour l'avenir de toutes ses obligations au titre de la Convention Initiale correspondant aux obligations ainsi cédées à MT.

2.3 Régime de la Cession

- 2.3.1 MT pourra opposer aux autres Parties les exceptions inhérentes à la dette (telles que la nullité, l'exception d'inexécution, la résolution ou la compensation de dettes connexes), mais ne pourra en aucun cas leur opposer les exceptions personnelles au Syndicat Mixte. Les Parties pourront opposer à MT les exceptions qu'ils auraient pu opposer au Syndicat Mixte.

2.3.2 Malgré la cession, les sûretés consenties aux Prêteurs en garantie des Crédits Dailly préalablement à la Date de Signature (à l'exception des sûretés visées aux paragraphes (a), (b) et (c) de la définition de « Documents de Sûretés » de la Convention sur les Termes Communs Initiale) sont expressément réservées par les Parties et resteront en vigueur, étant précisé que :

- (a) les Prêteurs donnent, par les présentes, mainlevée pleine et entière de chacun des Actes de Cession initiaux portant sur les créances du Titulaire à l'encontre du Syndicat Mixte au titre du Contrat de Partenariat (et des convention-cadre y afférentes), étant rappelé que le Titulaire a remis ce jour aux Prêteurs chacun des nouveaux Actes de Cession portant sur les Loyers Irrévocables et les Valeurs de Paiement Anticipé ou toute somme qui viendraient s'y substituer (et des conventions-cadre y afférentes) ;
- (b) les Prêteurs donnent, par les présentes, mainlevée pleine et entière de chacun des Actes d'Acceptation initiaux consentis par le Syndicat Mixte, étant rappelé que MT a remis ce jour aux Prêteurs chacun des nouveaux Actes de d'Acceptation portant sur les Loyers Irrévocables et les Valeurs de Paiement Anticipé ou toute somme qui viendraient s'y substituer ; et
- (c) en tant que de besoin, les Prêteurs donnent, par les présentes, mainlevée pleine et entière de toute sûreté stipulée aux termes de la Convention de Financement.

ARTICLE 3. OBJET

La Convention a notamment pour objet :

- 3.1 de rappeler certaines conditions et modalités du financement partiel du Projet au moyen des Crédits Dailly ainsi que les droits et obligations des Parties en découlant ; et
- 3.2 de permettre la souscription par MT et la CTM d'engagements au profit des Prêteurs, dans les conditions et limites prévues par la Convention, en vue de favoriser le financement du Projet.

ARTICLE 4. PUBLICATION - INFORMATION

4.1 Publication

[Note ORM : par commodité, les listes de documents à remettre à la Date de Signature (Annexe 5 A et Annexe 6 A) ont été adaptées dans le présent document de travail et seront insérées dans l'Avenant lui-même. Les annexes de la Convention Initiale ne seront pas modifiées par l'Avenant. De la même manière, les stipulations du présent article 3 ont été adaptées dans le présent document de travail par commodité mais seront insérées dans l'Avenant lui-même.]

- 4.1.1 Dans les cinq (5) Jours Ouvrés suivants la Date de Signature, le Syndicat Mixte, MT et la CTM communiquent au Titulaire et aux Prêteurs les documents listés à l'Annexe 5 A ainsi que les attestations dont le modèle figure en Annexe 6 A.
- 4.1.2 L'Avenant, l'Avenant n°5, les Actes d'Acceptation et leurs actes détachables (ainsi que l'ensemble des pièces permettant d'effectuer le contrôle de légalité) font l'objet d'une transmission au représentant de l'État dans la CTM, par le Syndicat Mixte, MT et la CTM, chacun pour ce qui le concerne, dans un délai maximum de sept (7) Jours Ouvrés à compter de leur signature.
- 4.1.3 Ces actes font également l'objet de mesures de publicité dans des conditions permettant de faire courir les délais de recours. Les supports retenus pour l'accomplissement de ces mesures de publicité sont (i) l'affichage au siège du SMTCSPP, de MT ou de la CTM, (ii) la publication au [Recueil des actes administratifs du SMTCSPP], [Recueil des actes administratifs de MT] [ou] au [Recueil des actes administratifs de la CTM], et (iii) la publication dans un journal d'annonces légales, à l'exception, pour cette dernière modalité, des délibérations.
- 4.1.4 Le Syndicat Mixte, MT et la CTM s'engagent, en particulier, chacun pour ce qui le concerne, à rendre publique la signature de l'Avenant, de l'Avenant n°5, et des Actes d'Acceptation au moyen d'un avis mentionnant la conclusion et les caractéristiques essentielles de ces actes, ainsi que les modalités de leur consultation. Cet avis fait l'objet des mesures de publicité énumérées ci-dessus.
- 4.1.5 Le Syndicat Mixte, MT et la CTM informent, chacun pour ce qui le concerne, le Titulaire et les Prêteurs de la réalisation de ces obligations en leur transmettant, dans les meilleurs délais à compter de l'accomplissement des mesures de publicité, les documents listés à l'Annexe 5 B.
- 4.1.6 Le Syndicat Mixte, MT et la CTM, chacun pour ce qui le concerne, devront par ailleurs adresser au Titulaire et aux Prêteurs une attestation de purge des recours et retraits contre l'Avenant, l'Avenant n°5, les Actes d'Acceptation et leurs actes détachables conformément aux modèles d'attestations figurant en annexe 6 B de la Convention.
- 4.1.7 Ces attestations devront être fournis à la date tombant au moins cent-trente-cinq (135) jours après l'accomplissement de la dernière des mesures de transmission et publicité relatives à l'Avenant, à l'Avenant n°5, aux Actes d'Acceptation et à leurs actes détachables respectifs, si aucune demande de transmission d'information complémentaire n'a été formulée par le représentant de l'État dans la CTM suite aux transmissions de ces documents. Dans l'hypothèse où une telle demande serait formulée auprès de la CTM, du Syndicat Mixte ou de MT, celui-ci en informe dans les meilleurs délais le Titulaire et les Prêteurs. Le délai de production de l'attestation visée au présent paragraphe est reporté, le cas échéant, pour tenir compte de la prorogation du déferé préfectoral.

4.2 Information

Le Syndicat Mixte, MT et la CTM, chacun pour ce qui le concerne, s'engagent à informer le Titulaire et les Prêteurs, dès qu'ils en ont connaissance, de tout retrait et/ou recours administratif et/ou contentieux à l'encontre de l'Avenant, de l'Avenant n°5, des Actes d'Acceptation et/ou de l'un de leurs actes détachables.

ARTICLE 5. MODALITÉS DU FINANCEMENT

- 5.1 Le Titulaire finance les investissements nécessaires à la réalisation du Projet dans les termes et conditions prévus dans le Contrat de Partenariat et ses annexes notamment au moyen des Crédits Dailly.
- 5.2 Le Titulaire a, au moyen des Actes de Cessions, procédé aux cessions des créances des Loyers Irrévocables et des Valeurs de Paiement Anticipé y afférentes ou toute somme qui viendrait s'y substituer.
- 5.3 MT a accepté lesdites cessions de créances conformément aux dispositions des articles L.313-29 et suivants du Code monétaire et financier, par la signature des nouveaux Actes d'Acceptation.
- 5.4 Conformément aux termes des Actes d'Acceptation, l'entrée en vigueur de chacune des acceptations est subordonnée à la survenance, selon le cas, de la Date de Mise à Disposition Effective des Ouvrages ou de la Date de Mise à Disposition Effective de l'Ensemble 1. Il est précisé, en tant que de besoin, que la Date de Mise à Disposition Effective des Ouvrages étant intervenue le [1^{er} octobre 2015], que la Date de Mise à Disposition Effective de l'Ensemble 1 étant intervenue le [7 décembre 2015] [**Note ORM : à confirmer par les Prêteurs.**], et que le Syndicat Mixte ayant constaté que les investissements concernés ont été réalisés conformément aux prescriptions du Contrat de Partenariat dans le Procès-verbal de Mise à Disposition visé, selon le cas, à l'article 20 ou 24 du Contrat de Partenariat, chacun des nouveaux Actes d'Acceptation sont inconditionnels et entrent en vigueur immédiatement à la date de ce jour.
- 5.5 MT reconnaît dès lors qu'il ne pourra opposer à l'un quelconque des Prêteurs aucune compensation ni aucune exception fondée sur ses rapports personnels avec le Titulaire telles que l'annulation, la résolution ou la résiliation du Contrat de Partenariat, excepté la prescription quadriennale relevant de la loi n°68-1250 du 31 décembre 1968 modifiée relative à la prescription des créances sur l'Etat, les départements, les communes et les établissements publics.
- 5.6 Les Parties reconnaissent que :
 - (a) l'Échéancier du Loyer Irrévocable Ensemble 1 AFD annexé à l'Acte d'Acceptation Ensemble 1 AFD a d'ores et déjà été mis à jour à la date et selon les modalités prévues à l'annexe 28 du Contrat de Partenariat ;
 - (b) l'Échéancier du Loyer Irrévocable Ouvrages AFD annexé à l'Acte d'Acceptation Ouvrages AFD a d'ores et déjà été mis à jour à la date et selon les modalités prévues à l'annexe 28 du Contrat de Partenariat ;

- (c) l'Échéancier du Loyer Irrévocable Ouvrages DFE annexé à l'Acte d'Acceptation Ouvrages DFE lors de sa signature est un échéancier prévisionnel auquel sera automatiquement substitué l'Échéancier du Loyer Irrévocable Ouvrages DFE mis à jour à la date et selon les modalités prévues à l'annexe 28 du Contrat de Partenariat. L'annexe 1C (*Échéancier du Loyer Irrévocable Ouvrages DFE (Euros HT)*) de la Convention sera mise à jour en conséquence ; et
 - (d) le montant définitif du Loyer d'Investissement (L1) a été déterminé à l'issue de la fixation définitive des taux, dans les conditions prévues au Contrat de Partenariat. Le Syndicat Mixte a notifié à la [CTM/Région] [**Note ORM : à confirmer par la CTM.**] et lui a communiqué le montant définitif du Loyer d'Investissement (L1) le [●]. Le Loyer d'Investissement (L1) ainsi définitivement déterminé est fixe pendant toute la durée du Contrat de Partenariat, à l'exception du Loyer Irrévocable Ouvrages DFE qui pourra varier dans les conditions prévues à l'annexe Ax 28 du Contrat de Partenariat ; et
 - (e) les montants du Loyer GER (L2), du Loyer de Maintenance Courante et d'Entretien (L3), et du Loyer de Gestion (L4) sont révisables conformément aux stipulations de l'article 32 du Contrat de Partenariat ;
 - (f) à la Date de Signature, il est rappelé que le montant prévisionnel des Loyers restant à échoir à compter de la Date de Signature est évalué à un montant total de [cent dix-huit millions sept cent quarante-huit mille trois cent quatre-vingt-sept euros HT (118.748.387 euros), soit cent vingt-huit millions huit cent quarante-et-un mille neuf cent quatre-vingt-dix-neuf euros TTC (128.841.999 euros)] sur la base d'un taux de TVA de [8,5%], valeur [juillet 2013] [(hors avances sur loyers et impôts et taxes refacturés en période de construction)] [**Note ORM : à confirmer par les Prêteurs.**] calculé conformément aux données chiffrées figurant à l'article 30 du Contrat de Partenariat et aux stipulations des annexes 13, 14 et 28 au Contrat de Partenariat ; et
 - (g) les montants visés au paragraphe (f) ci-dessus sont rapportés sans préjudice des échéances échues et dues antérieurement à la Date de Signature et demeurant impayées à la Date de Signature d'un montant total de [[●] HT ([●] euros), soit [●] euros TTC ([●] euros)] sur la base d'un taux de TVA de [8,5%], valeur [juillet 2013] [(hors avances sur loyers et impôts et taxes refacturés en période de construction)] [**Note ORM : à compléter.**]
- 5.7 En cas de fin anticipée du Contrat de Partenariat pour quelque cause que ce soit (y compris suite à un Cas de Nullité), MT se libérera de ses obligations de paiement au titre des Créances Cédées et Acceptées :
- (a) soit en continuant à payer le Loyer Irrévocable Ouvrages AFD, le Loyer Irrévocable Ouvrages DFE et le Loyer Irrévocable Ensemble 1 AFD à chaque date de paiement telle que prévue dans l'Échéancier correspondant (nonobstant la fin anticipée du Contrat de Partenariat) (l'« **Option 1** ») ;

- (b) soit en payant aux Prêteurs la Valeur de Paiement Anticipé de la Créance Ouvrages AFD, la Valeur de Paiement Anticipé de la Créance Ouvrages DFE et la Valeur de Paiement Anticipé de la Créance Ensemble 1 AFD telles qu'elles seront notifiées par les Prêteurs à MT avec copie à la CTM, à la Date de Calcul (l' « **Option 2** »).
- 5.8 MT devra faire part au Titulaire (avec copie aux Prêteurs et à la CTM) de sa décision d'exercer l'Option 1 ou l'Option 2 dans un délai de [●] Jours Ouvrés suivant la date de la notification par MT au Titulaire de sa décision de mettre fin au Contrat de Partenariat. À défaut d'avoir fait part de sa décision dans le délai susvisé, MT continuera de se libérer de ses obligations de paiement au titre des Créances Cédées et Acceptées à chaque date prévue dans chacun des Échéanciers concernés, sans préjudice des stipulations de l'Article 5.10.
- 5.9 Dans le cas où MT décide de se libérer de ses obligations de paiement selon les modalités de l'Option 2 :
- (a) l'échéance de paiement, selon le cas, du Loyer Irrévocable Ouvrages AFD, du Loyer Irrévocable Ouvrages DFE ou du Loyer Irrévocable Ensemble 1 AFD immédiatement postérieure à la date de prise d'effet de la fin anticipée du Contrat de Partenariat sera, nonobstant la fin anticipée du Contrat de Partenariat, payable par MT à sa date d'exigibilité conformément à l'Échéancier correspondant, et
 - (b) la Valeur de Paiement Anticipé de la Créance Ouvrages AFD, la Valeur de Paiement Anticipé de la Créance Ouvrages DFE ou la Valeur de Paiement Anticipé de la Créance Ensemble 1 AFD, selon le cas, sera exigible dans les [30] jours calendaires suivant la Date de Calcul (la « **Date d'Exigibilité de la Valeur de Paiement Anticipé de la Créance** »).
- 5.10 MT ne pourra choisir de se libérer de ses engagements de paiement selon les modalités de l'Option 1 que sous réserve :
- (a) de la reprise par MT des Crédits Dailly dans des conditions satisfaisantes pour les Prêteurs ; et
 - (b) de la remise par MT aux Prêteurs de tous documents requis par les Créanciers Financiers en vue de satisfaire à leurs obligations au titre de la législation ou de la réglementation en vigueur, et notamment, afin d'accomplir et de mener à bien de manière satisfaisante toutes les procédures d'identification des contreparties requises pour les besoins des législations anti-blanchiment (« know your customer ») et MIFID ou toute autre législation qui s'y substituerait, et comprenant notamment le choix par MT de la classification qui lui est applicable au titre de la classification MIFID.
- 5.11 En dehors du cas de fin anticipée du Contrat de Partenariat, MT pourra, à tout moment moyennant un préavis de [●] Jours Ouvrés, notifier aux Prêteurs (avec copie au Titulaire et à la CTM) sa décision de se libérer de ses obligations de paiement au titre de toutes les Créances Cédées et Acceptées selon les modalités de l'Option 2.

- 5.12 S'il existe, à la date anniversaire de la Date de Signature, un Recours pendant à l'encontre de l'Avenant, d'un Acte d'Acceptation ou de l'un quelconque de leurs actes détachables qui n'a pas fait l'objet d'une décision juridictionnelle définitive de rejet ou en l'absence de remise de l'ensemble des attestations visées à l'article 4.1 (*Publication*) à cette date (un « **Recours Pendant** »), MT devra (1) impérativement et immédiatement notifier aux Prêteurs (avec copie au Titulaire et à la CTM) qu'elle se libérera de ses obligations de paiement au titre de toutes les Créances Cédées et Acceptées selon les modalités de l'Option 2, et (2) impérativement se libérer de ses obligations de paiement au titre de toutes les Créances Cédées et Acceptées selon les modalités de l'Option 2. En cas de Recours Pendant à la date tombant six (6) mois après la Date de Signature, les Parties se concerteront à cette date afin d'envisager les modalités permettant d'assurer la poursuite du Contrat de Crédit AFD et du Contrat de Crédit DFE, cette concertation ne pouvant excéder une période de six (6) mois.
- 5.13 Il est précisé, en tant que de besoin, que l'exercice par MT de l'Option 1 ou de l'Option 2, ou le choix ou l'obligation de se libérer en une seule fois des Créances Cédées et Acceptées en application des stipulations des paragraphes 5.11 ou 5.12 ci-dessus, ne pourra se faire que pour toutes les Créances Cédées et Acceptées concomitamment et non pas au titre de certaines (mais pas de toutes les) Créances Cédées et Acceptées.

ARTICLE 6. CONTRIBUTIONS FINANCIÈRES DE LA CTM

sans préjudice des obligations légales et statutaires de la CTM et des autres membres de MT vis-à-vis de MT, la CTM s'engage inconditionnellement et irrévocablement à l'égard de MT à mettre à la disposition de MT, dans les conditions ci-dessous, les Contributions Financières.

6.1 Modalités de paiement

- (a) Sans préjudice des obligations légales et statutaires de la CTM et des autres membres de MT vis-à-vis de MT, la CTM s'engage irrévocablement à verser à MT les montants correspondant au montant cumulé total des Loyers Irrévocables [Note ORM : les échéanciers annexés aux Actes d'Acceptation devront mentionner l'échéance impayée.] majoré de tout Intérêt de Retard (MT) :
- (i) s'agissant de toute somme demeurant impayée par le Syndicat Mixte aux Prêteurs au titre des Actes d'Acceptation à la Date de Transfert, au plus tard à la date tombant cinq (5) Jours Ouvrés après la Date de Transfert ; ou
 - (ii) s'agissant de toute autre somme due par MT aux Prêteurs au titre des Actes d'Acceptation à compter de la Date de Transfert, au plus tard à la Date Butoir.
- (b) Les Parties reconnaissent que les Échéanciers annexés à la Convention sont des échéanciers définitifs s'agissant de l'Échéancier du Loyer Irrévocable Ensemble 1, de l'Échéancier du Loyer Irrévocable Ouvrages AFD et de l'Échéancier de la Fraction L1P, les autres Échéanciers pouvant être mis à jour conformément aux stipulations du Contrat de Partenariat.

À ce titre, les annexes concernées de la présente Convention seront automatiquement mises à jour en conséquence.

- (c) MT adressera à la CTM, dans les meilleurs délais suivant la mise à jour de chaque Échéancier concerné, les Échéanciers à jour.
- (d) MT s'engage, à réception des factures de Loyers adressées par le Titulaire, à en adresser copie à la CTM dans les meilleurs délais et au plus tard dans les deux (2) Jours Ouvrés suivant leur réception. La CTM prendra toutes les mesures nécessaires aux fins de mettre à la disposition de MT (sans préjudice des stipulations de l'ARTICLE 7. (*Délégation Imparfaite*) les montants correspondant aux Loyers Irrévocables dus par MT dans les conditions visées au paragraphe (a) ci-dessus.

6.2 Créances Cédées et Acceptées

- (a) En cas de fin anticipée du Contrat de Partenariat pour quelque cause que ce soit (y compris en Cas de Nullité), il est convenu que MT se libérera de ses obligations de paiement au titre des Créances Cédées et Acceptées soit selon l'Option 1, soit selon l'Option 2.
- (b) Si un Recours Pendant perdure dans les conditions du paragraphe 5.12 de l'ARTICLE 5. (*Modalités du financement*) ci-dessus, il est convenu que MT devra impérativement se libérer de ses obligations de paiement au titre des Créances Cédées et Acceptées selon l'Option 2.
- (c) Si les Prêteurs prononcent la déchéance du terme dans les conditions de l'ARTICLE 9. (*DECHEANCE DU TERME*), il est convenu que MT devra impérativement se libérer de ses obligations de paiement au titre des Créances Cédées et Acceptées en payant aux Prêteurs la Valeur de Paiement Anticipé de la Créance Ouvrages AFD, la Valeur de Paiement Anticipé de la Créance Ouvrages DFE ou la Valeur de Paiement Anticipé de la Créance Ensemble 1 AFD, selon le cas, ainsi que toutes autres sommes dues au titre de la présente Convention (y compris les Intérêts de Retard (MT)).
- (d) Si (1) MT décide de se libérer de ses obligations de paiement selon les modalités de l'Option 2 ou (2) si MT doit se libérer de ses obligations de paiement selon les modalités de l'Option 2 ou (3) si les Prêteurs prononcent la déchéance du terme dans les conditions de l'ARTICLE 9. (*DECHEANCE DU TERME*), alors la CTM s'engage à lui verser (1) un montant égal au montant cumulé des Valeurs de Paiement Anticipé des Créances à la date tombant [vingt (20)] Jours Ouvrés [**Note ORM : délai à valider par les Prêteurs.**] suivant la Date de Calcul, (2) un montant correspondant aux échéances des Loyers Irrévocables immédiatement postérieures à la date de prise d'effet de la fin anticipée du Contrat de Partenariat, payables par MT à leur dates d'exigibilité conformément aux Échéanciers Loyers Irrévocables ainsi que (3) toutes autres sommes dues par MT au titre de la présente Convention (y compris les Intérêts de Retard (MT)).

- (e) Si MT décide d'exercer l'Option 1, la CTM continuera à verser à MT les Loyers Irrévocables, conformément au paragraphe 6.1 (*Modalités de paiement*).

6.3 Fin anticipée du Contrat de Partenariat ou Recours Pendant

6.3.1 Indemnités de résiliation

- (a) Dans l'hypothèse où MT déciderait de résilier le Contrat de Partenariat (1) pour motif d'intérêt général dans les conditions prévues à l'article [49] du Contrat de Partenariat, (2) pour faute du Titulaire dans les conditions prévues à l'article [50] du Contrat de Partenariat, (3) pour force majeure dans les conditions prévues à l'article [51] du Contrat de Partenariat, (4) pour imprévision dans les conditions prévues à l'article [52] du Contrat de Partenariat ou (5) d'un commun accord avec le Titulaire dans les conditions prévues à l'article [53] du Contrat de Partenariat, il en informera la CTM en lui transmettant une copie de sa décision de résiliation en même temps qu'il procèdera à l'envoi de ladite décision au Titulaire.
- (b) MT communiquera à la CTM le décompte du montant dû aux Prêteurs au titre des Valeurs de Paiement Anticipé dans les trente (30) Jours Ouvrés suivant la détermination qu'il aura faite du montant de l'indemnité de résiliation due au Titulaire. À réception de ces éléments et sous réserve des stipulations du paragraphe (c) ci-dessous, la CTM procédera au paiement à MT du montant correspondant aux Valeurs de Paiement Anticipé à la date tombant [cinq (5)] Jours Ouvrés [**Note ORM : délai à valider par les Prêteurs.**] avant la date d'exigibilité des Valeurs de Paiement Anticipé.
- (c) En cas de contestation des Valeurs de Paiement Anticipé, MT adressera dès que possible à la CTM un décompte faisant apparaître les sommes non contestées et les sommes contestées. La CTM ne versera à MT que les montants correspondant aux sommes non contestées.

6.4 Versement des Contributions Financières

Tout versement de concours financier par la CTM à MT (et ce, sans préjudice de l'application des stipulations de l'ARTICLE 7. (*Délégation Imparfait*)) intervenant conformément et à hauteur des montants requis et aux dates prévues à la Convention pour le versement des Contributions Financières sera réputé satisfaire à l'engagement de versement des Contributions Financières et aura par conséquent pour effet d'éteindre à due concurrence la créance de MT à l'encontre de la CTM au titre des Contributions Financières.

6.5 Autres ressources de MT

Sans préjudice des engagements de MT et de la CTM au titre de la présente Convention, les Parties reconnaissent que MT dispose, parmi ses ressources, des contributions financières légales et statutaires des collectivités territoriales qui en sont membres (dont la CTM) et que rien dans la présente Convention n'interdit ou ne restreint l'exercice par MT de ses droits de demander le soutien financier

de ses membres conformément aux procédures applicables, à la réglementation applicable et à ses statuts.

ARTICLE 7. Délégation Imparfaite

7.1 Délégation imparfaite de paiement

- (a) Conformément aux dispositions des articles 1336 et suivants du Code civil, MT (en qualité de délégant) délègue la CTM (en qualité de délégué) au profit des Prêteurs (en qualité de délégataires), qui l'acceptent, pour le paiement des sommes dues par MT aux Prêteurs au titre de la Convention et des Actes d'Acceptation, et ce dans la limite des sommes dues par la CTM à MT au titre des Contributions Financières (la « **Délégation** »).
- (b) Sans préjudice des délais de paiements stipulés en faveur de la CTM à l'ARTICLE 8. (*Défaut de Paiement*) ci-dessous, la CTM (agissant en qualité de délégué) accepte sans réserve la Délégation et s'engage, de manière inconditionnelle et irrévocable, à payer directement à l'Agent des Sûretés (agissant au nom et pour le compte des Prêteurs) les sommes qu'elle doit elle-même payer à MT au titre des Contributions Financières dans la limite des sommes revenant aux Prêteurs au titre de la Convention et des Actes d'Acceptation, et ce selon les modalités prévues au paragraphe (d) ci-dessous.
- (c) Chaque Partie convient que la Délégation effectuée en application du présent Article 7.1 est une délégation imparfaite au sens des dispositions de l'article 1338 du Code civil, c'est-à-dire que la Délégation n'emporte aucun effet novatoire et qu'elle a pour conséquences, dès la Date de Signature, de :
 - (i) faire naître une nouvelle créance directe des Prêteurs (en qualité de délégataires) à l'égard de la CTM (en qualité de délégué), de même montant que la créance dont dispose MT à l'encontre de la CTM au titre des Contributions Financières ;
 - (ii) ne pas libérer MT (en qualité de délégant), qui reste donc intégralement et personnellement tenu de l'intégralité de ses obligations (notamment de paiement) à l'égard des Prêteurs au titre de la présente Convention et des Actes d'Acceptation, étant néanmoins précisé que tout paiement effectué par la CTM (en qualité de délégué) à l'Agent des Sûretés (agissant au nom et pour le compte des Prêteurs (en qualité de délégataires)) au titre de la Délégation aura pour effets :
 - (A) d'éteindre à due concurrence la créance des Prêteurs à l'encontre de MT au titre de la présente Convention et des Actes d'Acceptation ; et
 - (B) d'éteindre à due concurrence la créance de MT à l'encontre de la CTM au titre des Contributions Financières.

- (d) La CTM se libèrera valablement de son obligation de paiement envers les Prêteurs au titre du présent ARTICLE 7. (*Délégation Imparfaite*) et, afin de dissiper tout doute éventuel, de son obligation de paiement envers MT au titre de l'ARTICLE 6. (*Contributions Financières de la CTM*), en payant directement à l'Agent des Sûretés :
- (i) le Loyer Irrévocable Ensemble 1 AFD concerné ou la Valeur de Paiement Anticipé de la Créance Ensemble 1 AFD (selon le cas), ainsi que tout Intérêt de Retard (MT) et tout Intérêt de Retard (CTM) ;
 - (ii) le Loyer Irrévocable Ouvrages AFD concerné ou la Valeur de Paiement Anticipé de la Créance Ouvrages AFD (selon le cas) ainsi que tout Intérêt de Retard (MT) et tout Intérêt de Retard (CTM) ; et
 - (iii) le Loyer Irrévocable Ouvrages DFE ou la Valeur de Paiement Anticipé de la Créance Ouvrages DFE (selon le cas) ainsi que tout Intérêt de Retard (MT) et tout Intérêt de Retard (CTM),

à charge pour l'Agent des Sûretés de répartir les sommes ainsi versées par la CTM aux Prêteurs conformément aux termes et conditions de la Convention Intercréanciers.

7.2 Inopposabilité des exceptions

- (a) Conformément à l'article 1336 alinéa 2 du Code civil, la CTM (en qualité de délégué) ne peut, et en tout état de cause renonce expressément à, opposer aux Prêteurs (en qualité de délégataires) et à l'Agent des Sûretés :
- (i) les exceptions tirées de ses rapports avec MT (que ce soit au titre de la Convention ou à quelque autre titre que ce soit), et notamment les exceptions de compensation, de non-exécution et de nullité nées de ses rapports contractuels avec MT ; ou
 - (ii) les exceptions que MT pourrait elle-même opposer aux Prêteurs ou à l'Agent des Sûretés (notamment les exceptions de compensation ou de non-exécution nées de rapports contractuels entre le MT et les Prêteurs ou l'Agent des Sûretés),

dans chaque cas, en vue de réduire les (ou refuser de payer tout ou partie des) sommes dues au titre des Contributions Financières.

- (b) Les stipulations qui précèdent ne sauraient avoir pour objet ou pour effet de faire obstacle à ce que la CTM ne puisse opposer la prescription quadriennale relevant de la loi n°68-1250 du 31 décembre 1968 modifiée, relative à la prescription des créances sur l'État, les départements, les communes et les établissements publics.
- (c) De convention expresse entre les Parties, la Délégation continuera de produire ses effets nonobstant l'inefficacité, l'inopposabilité, la nullité, la résolution, la résiliation, la caducité ou toute autre fin anticipée du

Contrat de Partenariat (y compris l'Avenant n°5), quelle qu'en soit la cause.

ARTICLE 8. DÉFAUT DE PAIEMENT

8.1 Dans le cas où :

- (a) MT ne respecte pas ses obligations de paiement d'une échéance de Loyer Irrévocable ou de toute autre somme (autre que la Valeur de Paiement Anticipé) due par MT aux Prêteurs en vertu de la Convention ou des Actes d'Acceptation à sa date d'exigibilité (ci-après la « **Date d'Exigibilité de la Créance** ») ; et
- (b) il n'a pas été remédié à ce défaut de paiement de MT dans les cinq (5) Jours Ouvrés suivant la Date d'Exigibilité de la Créance considérée (la « **Date Butoir** »),

alors :

- (i) la CTM sera tenue, envers les Prêteurs, de payer directement à l'Agent des Sûretés (agissant au nom et pour le compte des Prêteurs) la somme considérée accompagnée des Intérêts de Retard (MT), dans les trente (30) jours calendaires suivant la Date Butoir en application des stipulations de l'ARTICLE 7. (*Délégation Imparfait*) ; et
- (ii) à défaut de paiement par la CTM dans un délai de dix (10) jours calendaires à compter de la Date Butoir, une réunion sera organisée dans les meilleurs délais entre la CTM, MT, le Titulaire, les Prêteurs et l'Agent des Sûretés afin d'identifier les mesures permettant de s'assurer du règlement effectif des sommes considérées au plus tard au terme d'un délai de trente (30) jours calendaires suivant la Date Butoir et qu'une solution pérenne soit trouvée pour éviter à l'avenir tout nouveau défaut de paiement.

8.2 Dans le cas où :

- (a) MT ne respecte pas ses obligations de paiement de la Valeur de Paiement Anticipé de la Créance Ouvrages AFD, la Valeur de Paiement Anticipé de la Créance Ouvrages DFE ou la Valeur de Paiement Anticipé de la Créance Ensemble 1 AFD, selon le cas, à la Date d'Exigibilité de la Valeur de Paiement Anticipé de la Créance concernée, et
- (b) il n'a pas été remédié à ce défaut de paiement de MT dans les cinq (5) Jours Ouvrés suivant la Date d'Exigibilité de la Valeur de Paiement Anticipé de la Créance concernée (la « **Date Butoir de Paiement de la Valeur de Paiement Anticipé de la Créance** »),

alors la CTM s'engage, envers les Prêteurs, à payer directement à l'Agent des Sûretés (agissant au nom et pour le compte des Prêteurs) la Valeur de Paiement Anticipé de la Créance concernée accompagnée des Intérêts de Retard (MT) dans un délai de trente (30) jours calendaires suivant la Date Butoir de Paiement de la

Valeur de Paiement Anticipé de la Créance en application des stipulations de l'ARTICLE 7. (*Délégation Imparfait*).

ARTICLE 9. DECHEANCE DU TERME

9.1 Cas d'Inefficacité

En cas de survenance d'un Cas d'Inefficacité, MT, la CTM, le Titulaire et le ou les Prêteurs concernés se concerteront afin de remédier à cette inefficacité. S'il n'a pas été remédié au Cas d'Inefficacité à la satisfaction du ou des Prêteurs concernés dans les soixante (60) jours de la notification par le Prêteur concerné au Titulaire, à MT et à la CTM de la survenance du Cas d'Inefficacité, la situation sera constitutive d'un cas de déchéance du terme.

9.2 Procédure Collective

L'ouverture d'une procédure de liquidation ou dissolution (dans chaque cas amiable ou judiciaire) à l'encontre du Titulaire constitue un cas de déchéance du terme.

9.3 Défaut de paiement de la CTM

La survenance d'un défaut de paiement de la CTM dans les délais prévus à l'ARTICLE 8. (*Défaut de Paiement*) au titre de la présente Convention constitue un cas de déchéance du terme.

9.4 Illégalité de l'intervention de l'AFD et/ou de la DFE

- (a) L'illégalité de l'intervention de l'AFD et/ou de la DFE correspond au cas où l'exécution par l'AFD ou la DFE de l'une quelconque de leurs obligations au titre, respectivement, du Contrat de Crédit AFD ou du Contrat de Crédit DFE, ou la mise à disposition ou le maintien par l'AFD ou la DFE de leur participation, respectivement dans le Crédit AFD ou le Crédit DFE, devient illégale aux termes de la législation qui leur est applicable.
- (b) En cas de survenance d'une illégalité de l'intervention de l'AFD ou de la DFE, le Prêteur concerné en notifiera sans délai le Titulaire, MT et la CTM. Une réunion sera organisée par le Prêteur concerné dans les meilleurs délais avec le Titulaire, MT et la CTM afin de rechercher de bonne foi une solution pour remédier à la situation. À défaut d'avoir trouvé une solution pour remédier à la situation le dernier jour de la période de grâce éventuellement prévue par la loi, l'illégalité de l'intervention de l'AFD et /ou de la DFE constituera un cas de déchéance du terme.

9.5 Inefficacité du Contrat de Crédit AFD et/ou du Contrat de Crédit DFE

- (a) L'inefficacité du Contrat de Crédit AFD et/ou du Contrat de Crédit DFE correspond au cas où le Contrat de Crédit AFD ou le Contrat de Crédit DFE est annulé en tout ou partie ou l'une de ses stipulations importantes

devient illégale, nulle ou inopposable, en tout ou partie, ou cesse de constituer un engagement valable de la partie concernée.

- (b) En cas de survenance d'une inefficacité du Contrat de Crédit DFE et/ou du Contrat de Crédit AFD, le Prêteur concerné en notifiera sans délai le Titulaire, MT et la CTM. Une réunion sera organisée par le Prêteur concerné dans les meilleurs délais avec le Titulaire, MT et la CTM afin de rechercher de bonne foi une solution pour remédier à la situation, notamment par le remplacement du Contrat de Crédit DFE et/ou du Contrat de Crédit AFD ou de la stipulation concernée par un nouveau contrat de crédit (ou une nouvelle stipulation) satisfaisant pour la DFE et/ou l'AFD. A défaut d'avoir trouvé une solution pour remédier à la situation dans un délai de soixante (60) jours à compter de date de la notification de la survenance de l'événement par l'AFD et/ou la DFE au Titulaire, à MT et à la CTM, l'inefficacité du Contrat de Crédit DFE et/ou du Contrat de Crédit AFD constituera un cas de déchéance du terme.

9.6 Défaut de paiement de MT

- (a) Constitue un cas de déchéance du terme la survenance (i) de plus de deux (2) cas de défaut de paiement successifs de MT des sommes dues aux Prêteurs au titre de la Convention, du Contrat de Partenariat ou des Actes d'Acceptation, ou, (ii) sur la durée des Crédits Dailly, de plus de cinq (5) défauts de paiements de MT des sommes dues aux Prêteurs au titre de la Convention, du Contrat de Partenariat ou des Actes d'Acceptation.
- (b) Ne constitue pas un défaut de paiement au sens du présent article un défaut de paiement remédié par MT avant l'expiration d'un délai de cinq (5) Jours Ouvrés à compter de la Date d'Exigibilité de la Créance considérée.

9.7 Conséquences de la survenance d'un cas de déchéance du terme

En cas de survenance d'un cas de déchéance du terme (que le Contrat de Partenariat soit encore ou non en vigueur), les Actes d'Acceptation concernés étant entrés en vigueur, chaque Prêteur concerné par le cas de déchéance du terme pourra prononcer à l'encontre de MT l'exigibilité anticipée de toutes les sommes dues au titre de son ou ses Actes d'Acceptation ou au titre de la présente Convention et demander le paiement immédiat de la Valeur de Paiement Anticipé de la Créance Ouvrages AFD, de la Valeur de Paiement Anticipé de la Créance Ouvrages DFE ou de la Valeur de Paiement Anticipé de la Créance Ensemble 1 AFD, selon le cas.

ARTICLE 10. CONVENTION DE JOUR OUVRÉ

Si une date à laquelle un paiement doit être effectué par MT ou la CTM au titre de la Convention ou des Actes d'Acceptation n'est pas un Jour Ouvré, le paiement considéré devra être effectué le Jour Ouvré suivant à condition que celui-ci tombe dans le même mois calendaire et, dans le cas contraire, devra être effectué le Jour Ouvré précédent.

ARTICLE 11. INTÉRÊTS DE RETARD

Tout montant dû par MT ou la CTM au titre de la Convention et/ou des Actes d'Acceptation qui ne serait pas payé à sa date d'exigibilité, portera intérêts de plein droit, pendant la période comprise entre la date d'exigibilité du montant concerné et la date de son paiement effectif, au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage conformément aux dispositions du décret n° 2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique, sans que ce taux puisse être inférieur aux taux d'intérêts de retard afférents à la créance considérée prévus au titre des Crédits Dailly. Ne constitue pas un Défaut de MT ou de la CTM au sens des stipulations des Articles 9.3 (*Défaut de paiement de la CTM*) et 9.6 (*Défaut de paiement de MT*), le cas de figure où le défaut de paiement par MT ou par la CTM de tout ou partie des intérêts moratoires dus au titre du présent article serait lié à un refus de la [direction régionale des finances publiques] [**Note ORM : à confirmer par la CTM/MT.**] d'appliquer les taux d'intérêts de retard afférents à la créance considérée prévus au titre des Crédits Dailly, au motif de leur incompatibilité avec les dispositions de la réglementation en vigueur. Dans une telle hypothèse, MT, la CTM, le Titulaire et le ou les Prêteurs concernés se concerteront au plus vite afin d'étudier les mesures permettant d'assurer le règlement intégral des intérêts moratoires dus aux Prêteurs concernés au titre des Crédits Dailly.

ARTICLE 12. MODALITÉS DE SUBSTITUTION DU TITULAIRE

- 12.1 Aux fins de mise en œuvre de la faculté de substitution offerte aux Prêteurs aux termes des stipulations de l'article 50.1 du Contrat de Partenariat, MT adresse aux Prêteurs, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, une copie de toute mise en demeure adressée au Titulaire de remédier à un manquement dans un délai de trois (3) mois à compter de la réception de la mise en demeure, et ce, simultanément à l'envoi de ladite mise en demeure au Titulaire.
- 12.2 Si à l'expiration de ce délai de trois (3) mois, le Titulaire ne s'est pas conformé à ses obligations, MT peut prononcer la résiliation du Contrat de Partenariat pour faute du Titulaire.
- 12.3 Dans le cas où MT prononce la résiliation du Contrat de Partenariat, il sursoit à la prise d'effet de cette résiliation et en informe le Titulaire par lettre recommandée avec demande d'avis de réception pour permettre aux Prêteurs, et dans le respect de la législation et de la réglementation applicables, de proposer dans un délai de un (1) mois à compter de la notification du prononcé de la résiliation pour faute, une entité substituée pour poursuivre l'exécution du présent Contrat de Partenariat.
- 12.4 Si à l'expiration de ce délai d'un (1) mois, les Prêteurs n'ont pas proposé d'entité substituée, ou si MT a refusé de façon motivée de donner son accord à la substitution, la mesure de résiliation du Contrat de Partenariat pour faute du Titulaire entre immédiatement en vigueur.

ARTICLE 13. CHANGEMENT DE STATUT DE MT

Dans le cas où surviendrait ou serait envisagé un Changement de Statut, MT s'engage à informer dès que possible les Prêteurs de ce projet ou évènement. Les Parties se rencontreront dans les meilleurs délais pour examiner de bonne foi, dans un délai qui ne peut excéder (trois) mois, les conséquences de la situation rencontrée, en particulier sur l'exécution par MT et la CTM de leurs obligations de paiement. À défaut d'accord entre les Parties sur le traitement des conséquences du Changement de Statut envisagé dans le délai susvisé, sans que ce dernier puisse excéder deux (2) mois avant la date prévisionnelle de prise d'effet du Changement de Statut (et, lorsque le Changement de Statut intervient pour une cause autre que l'application d'une nouvelle disposition légale ou réglementaire, dans le cas où la décision est néanmoins prise de mettre en œuvre le Changement de Statut nonobstant le refus motivé des Prêteurs), les Prêteurs pourront prononcer la déchéance du terme et les stipulations de l'Article 9.7 (*Conséquences de la survenance d'un cas de déchéance du terme*) seront applicables.

ARTICLE 14. STIPULATIONS DIVERSES

14.1 Modification

La Convention ne pourra être modifiée sans le consentement écrit et préalable de chacune des Parties.

14.2 Nullité - Inopposabilité

Si, à un moment quelconque, une stipulation de la Convention est, ou devient, illicite et/ou nulle et/ou inopposable, la validité et l'opposabilité des autres stipulations de la Convention n'en sera pas affectée. Les Parties se rencontreront afin de convenir des modifications à apporter à la Convention pour remplacer, dans la mesure permise par la loi, la (ou les) stipulation(s) concernée(s), par des stipulations d'effet équivalent.

14.3 Bénéfice du Contrat

14.3.1 Les Parties conviennent que la Convention bénéficiera automatiquement à tout successeur, cessionnaire (y compris par voie d'endossement), subrogé ou autre ayant-droit de l'un quelconque des Prêteurs ou de l'Agent des Sûretés au titre des Documents de Financement. En outre, les Prêteurs et l'Agent des Sûretés, qui bénéficient de droits au paiement de sommes d'argent au titre de la Convention et/ou des Actes d'Acceptation pourront librement céder (ou autrement transférer) ces sommes au bénéfice de tout tiers de leur choix sans avoir à demander l'accord préalable du débiteur concerné. Le Titulaire informera MT et la CTM de toute cession (ou autre transfert) de toute ou partie des droits et/ou obligations des Prêteurs et de l'Agent des Sûretés au titre de la Convention et/ou des Actes d'Acceptation.

14.3.2 En tant que de besoin, si un Prêteur ou l'Agent des Sûretés transfère par voie de cession de contrat ou de créance, cession de dette ou novation, tout ou partie de ses droits et/ou obligations au titre d'un Document de Financement, ou si l'un quelconque des droits et/ou obligations d'un Prêteur ou de l'Agent des Sûretés au titre des Documents de Financement fait l'objet d'une cession ou novation, ce Prêteur ou l'Agent des Sûretés (selon le cas) réserve et maintient expressément, ce que les

autres Parties acceptent expressément et irrévocablement, l'intégralité des droits, actions, privilèges et sûretés qui découlent de la présente Convention, afin que, conformément aux dispositions des articles 1216-3, 1328-1 ou 1334 du Code civil, ceux-ci profitent aux successeurs, cessionnaires, subrogés, ou autres ayants-cause de ce Prêteur ou de l'Agent des Sûretés (selon le cas).

ARTICLE 15. ENTREE EN VIGUEUR - DUREE

- 15.1 La Convention entre en vigueur à la date de sa signature.
- 15.2 La Convention prend fin, avec effet à la date concernée mais sans effet rétroactif :
 - 15.2.1 s'agissant du Syndicat Mixte, à la plus proche des dates suivantes :
 - 15.2.1.1 à la date à laquelle le Syndicat Mixte est définitivement dissout, de sorte que la non-exécution des obligations du Syndicat Mixte à sa date de dissolution ne sera pas de nature à empêcher la survenance de ladite dissolution ; ou
 - 15.2.1.2 à la date à laquelle le Syndicat Mixte aura exécuté l'ensemble de ses obligations au titre de la Convention.
 - 15.2.2 s'agissant des Prêteurs et de l'Agent des Sûretés, à la date à laquelle toutes les sommes dues aux Prêteurs et à l'Agent des Sûretés au titre de la Convention et/ou des Actes d'Acceptation leur auront été intégralement payées ;
 - 15.2.3 s'agissant du Titulaire, à la date à laquelle (a) toutes les sommes dues aux Prêteurs et à l'Agent des Sûretés au titre de la Convention et/ou des Actes d'Acceptation leur auront été intégralement payées, (b) toutes les sommes dues au Titulaire au titre de la Convention et/ou du Contrat de Partenariat leur auront été intégralement payées et (c) le Titulaire aura exécuté l'ensemble de ses obligations au titre de la Convention et/ou du Contrat de Partenariat ;
 - 15.2.4 s'agissant de la CTM, à la date à laquelle (a) toutes les sommes dues aux Prêteurs et à l'Agent des Sûretés au titre de la Convention et/ou des Actes d'Acceptation leur auront été intégralement payées et (b) toutes les sommes dues au Titulaire au titre de la Convention et/ou du Contrat de Partenariat lui auront été intégralement payées ; et
 - 15.2.5 s'agissant de MT, à la date à laquelle (a) toutes les sommes dues aux Prêteurs et à l'Agent des Sûretés au titre de la Convention et/ou des Actes d'Acceptation leur auront été intégralement payées, (b) toutes les sommes dues au Titulaire au titre de la Convention et/ou du Contrat de Partenariat lui auront été intégralement payées et (c) le Titulaire aura exécuté l'ensemble de ses obligations au titre de la Convention et/ou du Contrat de Partenariat.

ARTICLE 16. NOTIFICATIONS

Toute communication au titre de la Convention devra être effectuée par écrit et adressée, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, ou par télécopie confirmée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, aux coordonnées ci-dessous (ou à toute autre adresse ou à l'attention de toute autre personne qu'une Partie pourra notifier aux autres Parties moyennant un préavis de cinq (5) Jours Ouvrés).

Pour MT :

Attention :

Adresse :

Télécopie :

Courriel :

Pour la CTM :

Attention :

Adresse :

Télécopie :

Courriel :

Pour le Titulaire :

Attention :

Adresse :

Télécopie :

Courriel :

Pour les Prêteurs :

Attention :

Adresse :

Télécopie :

Courriel :

Pour l'Agent des Sûretés :

Attention :

Adresse :

Télécopie :

Courriel :

ARTICLE 17. DROIT APPLICABLE

La présente Convention est régie par le droit français.

ARTICLE 18. ATTRIBUTION DE COMPETENCE

Les Parties s'efforceront de régler à l'amiable tout différend relatif à l'interprétation et à l'exécution de la Convention.

A défaut d'accord, les différends seront du ressort de la juridiction compétente.

Fait à [●], à la date figurant en tête des présentes, en six (6) exemplaires originaux.

<p>Pour la CTM</p> <p>Nom : [●]</p> <p>Titre : [●]</p>	<p>Pour MT</p> <p>Nom : [●]</p> <p>Titre : [●]</p>
<p>Pour le Titulaire</p> <p>Nom : [●]</p> <p>Titre : [●]</p>	
<p>Pour l'AFD</p> <p>Nom : [●]</p> <p>Titre : [●]</p>	<p>Pour la DFE</p> <p>Nom : [●]</p> <p>Titre : [●]</p>
<p>Pour l'Agent des Sûretés</p> <p>Nom : [●]</p> <p>Titre : [●]</p>	

ANNEXE 1 – ÉCHÉANCIERS DE PAIEMENT LOYER D'INVESTISSEMENT

**Annexe 1 A - ÉCHEANCIER DU LOYER IRRÉVOCABLE ENSEMBLE 1 AFD
(EUROS HT)**

[à compléter]

**Annexe 1 B - ÉCHEANCIER DU LOYER IRRÉVOCABLE OUVRAGES AFD
(EUROS HT)**

[à compléter]

**Annexe 1 C - ÉCHEANCIER DU LOYER IRRÉVOCABLE OUVRAGES DFE
(EUROS HT)**

[à compléter]

ANNEXE 2 – ÉCHÉANCIER DE PAIEMENT LOYER GER (EUROS HT)

[à compléter]

**ANNEXE 3 – ÉCHÉANCIER DE PAIEMENT LOYER MAINTENANCE
COURANTE ET D'ENTRETIEN (EUROS HT)**

[à compléter]

ANNEXE 4 – ÉCHÉANCIER DE PAIEMENT LOYER GESTION (EUROS HT)

[à compléter]

ANNEXE 5 – ÉCHÉANCIER DE LA FRACTION L1P (EUROS HT)

[à compléter]

[Annexe à l'Avenant (les annexes initiales ne seront pas modifiées)]

ANNEXE 4 – MODELE D ATTESTATION DES PURGES ET RETRAITS

[à compléter]

[Annexe à l'Avenant (les annexes initiales ne seront pas modifiées)]

ANNEXE 5 – Obligations de publications

**Annexe 5 A – Liste des documents à remettre dans un délai de cinq (5) Jours
Ouvrés à compter de la Date de Signature**

- i. preuve de l'affichage au siège du SMTCSPP et copie de l'avis ou de l'accusé de réception de la transmission au représentant de l'Etat dans le Département effectuée par le Syndicat Mixte des délibérations n°[] du Syndicat Mixte en date du [] autorisant le Président du Syndicat Mixte à signer l'Avenant et l'Avenant n°5, , ainsi que de l'ensemble des pièces lui permettant d'effectuer son contrôle ;
- ii. preuve de l'affichage au siège de MT et copie de l'avis ou de l'accusé de réception de la transmission au représentant de l'Etat [dans le Département] effectuée par MT des délibérations n°[] de MT en date du [] autorisant le Président de MT à signer l'Avenant, l'Avenant n°5 et les Actes d'Acceptation, ainsi que de l'ensemble des pièces lui permettant d'effectuer son contrôle ;
- iii. preuve de l'affichage au siège de la CTM et copie de l'avis ou de l'accusé de réception de la transmission au représentant de l'Etat dans la CTM effectuée par la CTM des délibérations n°[] de la CTM en date du [] autorisant le Président de l'organe délibérant de la CTM à signer l'Avenant, ainsi que de l'ensemble des pièces lui permettant d'effectuer son contrôle.

[Annexe à l'Avenant (les annexes initiales ne seront pas modifiées)]

Annexe 5 B – Liste des documents à remettre postérieurement à la date de signature de la Convention

- i. copie de la publication au [Recueil administratif des actes du SMTCSPP] et affichage au siège du SMTCSPP des délibérations n°[] du Syndicat Mixte en date du [] autorisant le Président du Syndicat Mixte à signer l'Avenant et l'Avenant n°5 ;
- ii. copie de la publication au [Recueil administratif des actes de MT] et affichage au siège de MT des délibérations n°[] de MT en date du [] autorisant le Président de MT à signer l'Avenant et l'Avenant n°5 ;
- iii. copie de la publication au [Recueil administratif des actes de la CTM] et affichage au siège de la CTM des délibérations n°[] de la CTM en date du [] autorisant le Président de l'organe délibérant de la CTM à signer l'Avenant ;
- iv. copie de la publication au Journal officiel de l'Union Européenne de [l'avis d'attribution] mentionnant la conclusion de l'Avenant n°5 avec le Titulaire et ses caractéristiques essentielles et mentionnant également la signature par le Président du Syndicat Mixte et les caractéristiques essentielles de l'Avenant et de l'Avenant n°5 ainsi que les modalités de consultation de ces documents dans le respect des secrets protégés par la loi ;
- v. copie de la publication au Journal officiel de l'Union Européenne de [l'avis d'attribution] mentionnant la conclusion de l'Avenant n°5 avec le Titulaire et ses caractéristiques essentielles et mentionnant également la signature par le Président de MT et les caractéristiques essentielles de l'Avenant, de l'Avenant n°5 et des Actes d'Acceptation ainsi que les modalités de consultation de ces documents dans le respect des secrets protégés par la loi ;
- vi. [copie de la publication au [Recueil administratif des actes du SMTCP] n°[] du [] et au journal d'annonces légales [] de l'avis visé au paragraphe [iv.] ci-dessus ;]
- vii. [copie de la publication au [Recueil administratif des actes de MT] n°[] du [] et au journal d'annonces légales [] de l'avis visé au paragraphe [v.] ci-dessus ;]
- viii. copie de l'avis ou de l'accusé de réception de la transmission au représentant de l'Etat dans le Département effectuée par le SMTCSPP de l'Avenant et de l'Avenant n°5 , ainsi que de l'ensemble des pièces lui permettant d'effectuer son contrôle ;
- ix. copie de l'avis ou de l'accusé de réception de la transmission au représentant de l'Etat [dans le Département] effectuée par MT de l'Avenant et de l'Avenant n°5 et des Actes d'acceptation, ainsi que de l'ensemble des pièces lui permettant d'effectuer son contrôle ;

- x. copie de la publication au Recueil administratif des actes de la CTM et au journal d'annonces légales [] de l'avis mentionnant la signature par le Président de l'organe délibérant de la CTM, les caractéristiques essentielles et les modalités de consultation de l'Avenant ;
- xi. copie de l'avis ou de l'accusé de réception de la transmission au représentant de l'Etat dans la CTM effectuée par la CTM de l'Avenant n°5 ainsi que de l'ensemble des pièces lui permettant d'effectuer son contrôle.

[Annexe à l'Avenant (les annexes initiales ne seront pas modifiées)]

ANNEXE 6 – MODELE D' ATTESTATION DES PURGES ET RETRAITS

**Annexe 6 A – Attestations à remettre dans un délai de cinq (5) Jours Ouvrés
à compter de la Date de Signature**

Annexe 6 A1 – Attestation à remettre par le Syndicat Mixte

Je soussigné[e], [], agissant en qualité de représentant légal du SMTCSP, atteste, à la date des présentes :

- i. que le SMTCSP n'a pas reçu notification et n'a pas connaissance de l'existence d'un recours administratif ou contentieux ou d'un déferé préfectoral (y compris, le cas échéant, un recours dont l'auteur se serait désisté ou d'un recours déjà jugé) à l'encontre des délibérations du SMTCSP en date du [], affichées au siège du SMTCSP dès le [] et transmises le [] au représentant de l'Etat [dans le Département], autorisant le Président du Syndicat Mixte à signer l'Avenant et l'Avenant n°5 ;
- ii. qu'il n'a pas été procédé au retrait des délibérations visées au (i) ci-dessus.

Annexe 6 A2 – Attestation à remettre par MT

Je soussigné[e], [], agissant en qualité de représentant légal de Martinique Transport, atteste, à la date des présentes :

- i. que Martinique Transport n'a pas reçu notification et n'a pas connaissance de l'existence d'un recours administratif ou contentieux ou d'un déferé préfectoral (y compris, le cas échéant, un recours dont l'auteur se serait désisté ou d'un recours déjà jugé) à l'encontre des délibérations de Martinique Transport en date du [], affichées au siège de Martinique Transport dès le [] et transmises le [] au représentant de l'Etat [dans le Département], autorisant le Président de Martinique Transport à signer l'Avenant, l'Avenant n°5 et les Actes d'Acceptation ;
- ii. qu'il n'a pas été procédé au retrait des délibérations visées au (i) ci-dessus.

Annexe 6 A3 – Attestation à remettre par la CTM

Je soussigné[e], [], agissant en qualité de représentant légal de la CTM, atteste, à la date des présentes, que :

- i. la CTM n'a pas reçu notification et n'a pas connaissance de l'existence d'un

- recours administratif ou contentieux ou d'un déferé préfectoral (y compris, le cas échéant, un recours dont l'auteur se serait désisté ou d'un recours déjà jugé) à l'encontre des délibérations de la CTM en date du [], affichées au siège de la CTM dès le [] et transmises le [] au représentant de l'Etat dans la CTM, autorisant le Président de l'organe délibérant de la CTM à signer l'Avenant ;
- ii. qu'il n'a pas été procédé au retrait des délibérations visées au (i) ci-dessus.

Annexe 6 B – Attestations à remettre dans le délai prévu à l'article 4.1

Annexe 6 B1 – Attestation à remettre par le Syndicat Mixte

Je soussigné[e], [], agissant en qualité de représentant légal du SMTCSP, atteste, à la date des présentes, que le SMTCSP, après avoir accompli à cet effet toutes les demandes appropriées auprès des greffes des tribunaux compétents en vue de l'obtention de certificats de non-recours (i) n'a pas reçu notification et n'a pas connaissance d'un recours en référé contractuel ou d'un recours en contestation de validité à l'encontre du contrat de partenariat relatif au projet TCSP, et (ii), s'agissant des actes énumérés ci-après, n'a pas reçu notification et n'a pas connaissance de l'existence d'un recours administratif ou contentieux ou d'un déferé préfectoral (y compris, le cas échéant, un recours dont l'auteur se serait désisté ou d'un recours déjà jugé) à l'encontre de l'un ces actes et n'a pas procédé à un retrait administratif portant sur l'un de ces actes :

- i. les délibérations du SMTCSP en date du [] autorisant le Président du Syndicat Mixte à signer l'avenant n°5 au contrat de partenariat relatif au projet TCSP et l'Avenant à la convention quadripartite y afférente, affichées au siège du SMTCSP et publiées au [Recueil administratif des actes du SMTCSP] n°[] du [], conformément aux lois et règlements et permettant de faire valablement courir les délais de recours ;
- ii. l'avenant n°5 au contrat de partenariat relatif au projet TCSP, signé par le SMTCSP, Martinique Transport et Caraïbus le [], et tout acte détachable y afférent, dont la décision de signer qui a été révélée par un avis mentionnant cette signature affiché au siège du SMTCSP et publié au [Recueil administratif des actes du SMTCSP] n°[] du [] et au journal d'annonces légales [] le [], conformément aux lois et règlements et permettant de faire valablement courir les délais de recours ;
- iii. l'Avenant à la convention quadripartite, signé par le SMTCSP, Martinique Transport, la Collectivité Territoriale de Martinique, Caraïbus, l'AFD et la DFE le [], et tout acte détachable y afférent, dont la décision de signer qui a été révélée par un avis mentionnant cette signature affiché au siège du SMTCSP et publié au [Recueil administratif des actes du SMTCSP] n°[] du [] et au journal d'annonces légales [] le [], conformément aux lois et règlements et permettant de faire valablement courir les délais de recours.

Annexe 6 B2 – Attestation à remettre par MT

Je soussigné[e], [], agissant en qualité de représentant légal de Martinique Transport, atteste, à la date des présentes, que Martinique Transport, après avoir accompli à cet effet toutes les demandes appropriées auprès des greffes des tribunaux compétents en vue de l'obtention de certificats de non-recours (i) n'a pas reçu notification et n'a pas connaissance d'un recours en référé contractuel ou d'un recours en contestation de validité à l'encontre du contrat de partenariat relatif au projet TCSP, et (ii), s'agissant des actes énumérés ci-après, n'a pas reçu notification et n'a pas connaissance de l'existence d'un recours administratif ou contentieux ou d'un déféré préfectoral (y compris, le cas échéant, un recours dont l'auteur se serait désisté ou d'un recours déjà jugé) à l'encontre de l'un ces actes et n'a pas procédé à un retrait administratif portant sur l'un de ces actes :

- i. les délibérations de Martinique Transport en date du [] autorisant le Président de Martinique Transport à signer l'avenant n°5 au contrat de partenariat relatif au projet TCSP, l'Avenant à la convention quadripartite et les actes d'acceptation y afférents, affichés au siège de Martinique Transport et publiés au [Recueil administratif des actes de Martinique Transport] n°[] du [], conformément aux lois et règlements et permettant de faire valablement courir les délais de recours ;
- ii. l'avenant n°5 au contrat de partenariat relatif au projet TCSP, signé par le SMTCSPP, Martinique Transport et Caraïbus le [], et tout acte détachable y afférent, dont la décision de signer qui a été révélée par un avis mentionnant cette signature affiché au siège de Martinique Transport et publié au [Recueil administratif des actes de Martinique Transport] n°[] du [] et au journal d'annonces légales [] le [], conformément aux lois et règlements et permettant de faire valablement courir les délais de recours ;
- iii. l'Avenant à la convention quadripartite, signé par le SMTCSPP, Martinique Transport, la Collectivité Territoriale de Martinique, Caraïbus, l'AFD et la DFE le [], et tout acte détachable y afférent, dont la décision de signer qui a été révélée par un avis mentionnant cette signature affiché au siège de Martinique Transport et publié au [Recueil administratif des actes de Martinique Transport] n°[] du [] et au journal d'annonces légales [] le [], conformément aux lois et règlements et permettant de faire valablement courir les délais de recours ;
- iv. les actes d'acceptation signés par Martinique Transport le [], et tout acte détachable y afférent, dont la décision de signer qui a été révélée par un avis mentionnant cette signature affiché au siège de MT et publié au [Recueil administratif des actes de MT] n°[] du [] et au journal d'annonces légales [] le [], conformément aux lois et règlements et permettant de faire valablement courir les délais de recours.

Annexe 6 B3 – Attestation à remettre par la CTM

Je soussigné[e], [], agissant en qualité de représentant légal de la CTM, atteste, à la date des présentes, que la CTM, s'agissant des actes énumérés ci-après, n'a pas reçu notification et n'a pas connaissance de l'existence d'un recours administratif ou contentieux ou d'un déferé préfectoral (y compris, le cas échéant, un recours dont l'auteur se serait désisté ou d'un recours déjà jugé) à l'encontre de l'un ces actes et n'a pas procédé à un retrait administratif portant sur l'un de ces actes :

- i. les délibérations de la CTM en date du [] autorisant le Président de l'organe délibérant de la CTM l'Avenant à la convention quadripartite dans le cadre du projet TCSP, affichées au siège de la CTM et publiées au [Recueil administratif des actes de la CTM] n°[] du [], conformément aux lois et règlements et permettant de faire valablement courir les délais de recours ;
- i. l'Avenant à la convention quadripartite, signé par le SMTCSPT, Martinique Transport, la CTM, l'AFD et la CDC(DFE) le [], et tout acte détachable y afférent, dont la décision de signer qui a été révélée par un avis mentionnant cette signature affiché au siège de la CTM et au [Recueil administratif des actes de la CTM] n°[] du [] et au journal d'annonces légales [] le [], conformément aux lois et règlements et permettant de faire valablement courir les délais de recours.